

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE  
ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de  
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime  
6 rue du verger  
CS 40078  
76192 Yvetot Cedex  
[www.sdis76.fr](http://www.sdis76.fr)*



---

## **ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

---

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**

6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex



## ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

-----

N°	Date	Titre
AG-2023-941	07/12/2023	Arrêté fixant le nombre de membres du jury pour le concours interne d'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels
AG-2023-942	07/12/2023	Arrêté fixant la rémunération des membres du jury, examinateurs et correcteurs dans le cadre de l'organisation du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels
AG-2023-943	07/12/2023	Arrêté portant composition de la Commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A



---

## **DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Réunion du 04 décembre 2023**

---

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**  
6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex





## SOMMAIRE DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

-----

Séance	N°	Service instructeur	Titre
04/12/23	DBCA-2023-078	Groupe ment Formation et activités physiques	Convention de mise à disposition de site – bâtiments ancienne usine Danone
04/12/23	DBCA-2023-079	Groupe ment Formation et activités physiques	Convention entre la SARL l'Espace aquatique l'Effet bleu et le Sdis 76 – mise à disposition de lignes d'eau et de locaux
04/12/23	DBCA-2023-080	Groupe ment Formation et activités physiques	Convention de stage découverte métier pour la formation d'assistant de régulation médicale avec le centre de formation des assistants de régulation médicale
04/12/23	DBCA-2023-081	Groupe ment Ressources humaines	Convention d'adhésion au bloc insécable de missions du CDG 76
04/12/23	DBCA-2023-082	Groupe ment Ressources humaines	Modifications du tableau des emplois budgétaires
04/12/23	DBCA-2023-083	Groupe ment Immobilier	Morphotype du futur Cis Le Grand-Quevilly
04/12/23	DBCA-2023-084	Groupe ment Opérations	Convention de partenariat entre le SAMU 76A et le Sdis 76 – expérimentation adjoint au chef de salle CTA-CODIS au CRR15



## **DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Réunion du 04 décembre 2023**

---

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**  
6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex



## SOMMAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

-----

Séance	N°	Service instructeur	Titre
04/12/23	DCA-2023-065	Groupeement Finances	Approbation d'un règlement budgétaire et financier dans le cadre du passage à la nomenclature comptable M57
04/12/23	DCA-2023-066	Groupeement Finances	Actualisation des durées d'amortissement
04/12/23	DCA-2023-067	Groupeement Finances	Actualisation de la tarification des prestations et des structures de formation
04/12/23	DCA-2023-068	Groupeement Finances	Actualisation des tarifs appliqués aux non restitution des effets d'habillement ou restitution d'effets sales et dotations individuelles
04/12/23	DCA-2023-069	Groupeement Finances	Actualisation des tarifs de la restauration
04/12/23	DCA-2023-070	Groupeement Finances	Actualisation des tarifs et des participations demandés par le Sdis 76 aux bénéficiaires de certaines prestations
04/12/23	DCA-2023-071	Groupeement Finances	Actualisation des tarifications relatives à la présidence des jurys S.S.I.A.P
04/12/23	DCA-2023-072	Groupeement Finances	Actualisation cession de droits d'utilisation des photographies appartenant au Sdis 76

Séance	N°	Service instructeur	Titre
04/12/23	DCA-2023-073	Groupe ment Finances	Contributions communales ou intercommunales pour 2024
04/12/23	DCA-2023-074	Groupe ment Finances	Autorisation d'engager, de liquider et de mandater des dépenses jusqu'à l'adoption du budget primitif 2024
04/12/23	DCA-2023-075	Groupe ment Ressources humaines	Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle



**Sapeurs-Pompiers  
de la Seine-Maritime**

**ARRÊTÉ N° AG-2023-941**

**fixant le nombre de membres du jury pour le concours interne d'accès  
au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels**

---

Le Président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**VU :**

- le code général des collectivités territoriales modifié ;
- le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;
- le décret n° 2013-593 du 05 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
- le décret n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 modifié fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels ;
- l'arrêté ministériel du 30 novembre 2020 relatif aux programmes des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels ;
- la délibération n° DBCA-2023-058 du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 21 septembre 2023 relative à l'organisation d'un concours pour l'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels ;

Sur proposition du Directeur départemental des Services d'incendie et de secours,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le nombre de membres titulaires composant le jury du concours interne d'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels répartis en trois collèges égaux est arrêté à 6, de la manière suivante :

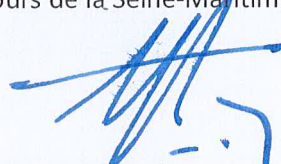
- deux personnalités qualifiées dont une choisie parmi les officiers de sapeurs-pompiers professionnels extérieurs au Service départemental d'incendie et de secours organisateur du concours, désignés sur proposition du chef d'état-major de zone territorialement compétent, président, et un représentant du Centre national de la fonction publique territoriale désigné sur proposition de son président ;
- deux élus locaux dont un au plus, issu du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- deux représentants des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels, désignés par tirage au sort parmi les membres de la commission administrative paritaire compétente.

**ARTICLE 2 :** Conformément à l'article R-421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

YVETOT, le **- 7 DEC. 2023**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,



**Monsieur André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231207-AG-2023-941-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation





**ARRÊTÉ N° AG-2023-942**

**fixant la rémunération des membres de jury, examinateurs et correcteurs dans le cadre de l'organisation du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels**

---

Le Président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**VU :**

- le code général des collectivités territoriales modifié ;
- le décret n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 modifié fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels ;
- l'arrêté ministériel du 07 octobre 2011 fixant la rémunération des agents publics participant à titre accessoire à des activités de formation et de recrutement pour le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration ;
- la délibération n° DBCA-2023-059 du Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 21 septembre 2023 relative à l'organisation d'un concours pour l'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels et autorisant le Président à fixer la rémunération des membres de jury, examinateurs et correcteurs ;

Sur proposition du Directeur départemental des Services d'incendie et de secours,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La rémunération des membres de jury, examinateurs et correcteurs sur leur temps de repos ou congés, dans le cadre de l'organisation du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels est arrêtée comme suit :

- indemnisation forfaitaire de 110,00 € brut par jour pour les épreuves écrites d'admissibilité et pour l'épreuve orale d'admission,
- indemnisation forfaitaire de 2,00 € brut par copie pour la correction des épreuves écrites d'admissibilité.

**ARTICLE 2 :** Conformément à l'article R-421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

**ARTICLE 3** : Le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231207-AG-2023-942-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le **- 7 DEC. 2023**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER





**ARRETE N°AG-2023- 943**  
**portant composition**  
**de la Commission administrative paritaire**  
**des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A**

---  
Le Président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales,
- les articles L112-1, L261-2 à L261-7, L272-1 et 2 du code général de la fonction publique,
- le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- l'arrêté n° AG-2021-050 en date du 19 juillet 2021 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la liste présentée par le syndicat Avenir Secours pour l'élection des représentants du personnel à la Commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles en date du 08 décembre 2022,
- le procès-verbal de tirage au sort réalisé le 05 janvier 2023,
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n° AG-2023-006 portant composition de la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A en date du 23 janvier 2023.

**Considérant que** les membres du Conseil d'administration siégeant à la Commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A ont été désignés par le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Considérant que** madame Audrey DELALONDE, représentante du personnel titulaire, ne remplit plus les conditions pour siéger au regard de sa mutation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2023,

**Considérant que** mesdames Virginie BOUTELOUP et Sophie BONNAMY-LACUISSE, tirées au sort, ont manifesté leur souhait de ne pas siéger à la Commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A,

**Considérant** l'accord de madame Ellen DEBEAURAIN,

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**ARRETE**

### **Article 1er :**

La Commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A, instituée auprès du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composée comme suit :

#### **Représentants de l'administration :**

##### **Titulaires :**

- Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, Président de la commission administrative paritaire,
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

##### **Suppléants :**

- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Patricia RENOU, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Gérard COLIN, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

#### **Représentants du personnel :**

##### **Titulaires :**

- Madame Ellen DEBEAURAIN,
- Monsieur Jean-François BOULANGER,
- Monsieur Julien RENAULT.

##### **Suppléants :**

- Madame Réjane PASQUIER,
- Madame Cécile GAUDEFROY,
- Monsieur Daniel MAROUSE.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres de la Commission administrative susnommés.

### Article 3 :

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° AG-2023-006 en date du 23 janvier 2023 portant composition de la commission administrative paritaire des personnels administratifs, techniques et spécialisés de catégorie A est abrogé.

### Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "Télerecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231207-AG-2023-943-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Yvetot, le 07 DEC 2023

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

N°DBCA-2023-078

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SITE – BATIMENTS ANCIENNE USINE DANONE**

Le 04 décembre 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

\*

\* \*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code de l'éducation,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

La Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a sollicité la direction de l'entreprise DANONE dont le siège est à FERRIÈRES-EN-BRAY afin de pouvoir disposer des bâtiments de l'ancienne usine qui comprennent des zones de stockage et les anciens bureaux adaptés à la réalisation de formations, exercices, manœuvres et entraînements.

Dans ce cadre, le Sdis 76 s'engage à organiser une manœuvre annuelle sur le site DANONE en partenariat avec l'équipe de sécurité du site.

Cette convention est conclue pour une durée de un an à compter de sa signature. Elle définit les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques. Cette convention est faite à titre gracieux.

Ainsi, il convient d'autoriser le Président à signer la convention précitée, jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DBCA-2023-078-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

## CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

### Bâtiments ancienne usine DANONE

Entre :

L'entreprise **DANONE** dont le siège est route de Savignies 76220 FERRIÈRES EN BRAY

« le cocontractant »

Représentée par Monsieur Bruno MAUDUYT en exercice, agissant en qualité de directeur d'usine

d'une part,

ET

Le **SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME** dont le siège est 6, rue du Verger – CS 40078 – 76192 YVETOT

« le Sdis 76 »

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – Objet**

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation des bâtiments de l'ancienne usine appartenant au cocontractant. Ce dernier consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition de l'ancienne usine au Sdis 76 afin d'assurer le déroulement de l'entraînement de ses personnels.

## **ARTICLE 2 – Biens mis à disposition et utilisation des biens mis à disposition**

Le cocontractant agissant dans les droits du propriétaire des bâtiments, objet de la présente, met à la disposition des personnels du Sdis 76 les bâtiments aménagés et adaptés à la réalisation de formations, exercices, manœuvres, entraînements...

Les bâtiments mis à disposition, sont situés dans l'ancienne usine. Ils comprennent des zones de stockage et les anciens bureaux.

Ils ne comprennent pas la nouvelle usine.

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte.

## **ARTICLE 3 – Définition des utilisateurs et accès**

Les utilisateurs sont les sapeurs-pompiers du Sdis 76 ou des sapeurs-pompiers de Sdis extérieurs avec lesquels une convention de partenariat formation a été signée.

L'accès aux bâtiments mis à disposition est réservé aux personnes préalablement identifiées pendant la durée de validité de la convention.

## **ARTICLE 4 - Utilisation des biens mis à disposition**

Les modalités pratiques de la mise à disposition du site et notamment les jours et heures seront préalablement définies conjointement avec le cocontractant référent, afin de ne pas interférer dans l'activité principale du cocontractant et de permettre la planification et le déroulement dans les meilleures conditions.

Le Sdis 76 ne pourra employer le site mis à disposition à un autre usage que celui auquel il est destiné.

Le cocontractant se réserve le droit d'annuler, dans l'urgence, des utilisations programmées dans son intérêt.

## **ARTICLE 5 - Obligations et engagements des parties**

Le Sdis 76 est responsable du bon déroulement de l'utilisation du site. Les utilisateurs veillent au bon état des locaux et biens mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Les locaux et biens existants ne devront faire l'objet d'aucune dégradation. En cas de dégradations imputables, le Sdis 76 supportera le coût de la remise en état des biens et locaux mis à sa disposition.

Le Sdis 76 s'engage à organiser une manœuvre annuelle sur le site DANONE en partenariat avec l'équipe de sécurité du site.

Fluides : le cocontractant fera son affaire personnelle de tous les abonnements et dépenses de fluides (eau, gaz, électricité, chauffage ou toutes autres fournitures éventuelles).

#### **ARTICLE 6 – Dispositions administratives**

La mise à disposition du site dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre gracieux.

Le Sdis 76 prendra le site dans l'état dans lequel il se trouve au moment de l'entrée en possession.

#### **ARTICLE 7 - Entrée en vigueur, renouvellement et fin de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et sa validité est d'un an.

Le renouvellement des présentes interviendra par reconduction expresse, sans pouvoir excéder une durée totale de cinq années.

Chacun des cocontractants peut également, mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 2 mois après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de 15 jours.

Enfin, le Sdis 76 et/ou le cocontractant conserve pour sa part la faculté de résilier les présentes pour tout motif d'intérêt général.

#### **ARTICLE 8 - Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

#### **ARTICLE 9 - Assurance et responsabilité**

Le Sdis 76 s'engage à fournir au cocontractant une attestation Garantie Responsabilité Civile.

Le Sdis 76 est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

Le Sdis 76 s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par avance toute responsabilité du cocontractant en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.



Les activités du Sdis 76 se feront sous l'entière responsabilité de celui-ci. Le cocontractant dégage toute responsabilité en cas de pratique libre d'activité non encadrée des membres du Sdis 76, ainsi que dans le cas d'utilisation des locaux et des matériels non prévus par la présente convention.

En cas d'accident, la responsabilité du cocontractant ne pourra être engagée que pour un défaut de maintenance des seules et uniques installations dont il serait propriétaire. Il en est de même pour le matériel.

#### **ARTICLE 10 - Règlement des litiges et attribution de compétence**

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Fait à YVETOT, le

Le Directeur de l'entreprise DANONE,

Le Président  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur Bruno MAUDUYT**

N°DBCA-2023-079

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION ENTRE LA SARL L'ESPACE AQUATIQUE L'EFFET BLEU ET LE SDIS 76  
MISE A DISPOSITION DE LIGNES D'EAU ET DE LOCAUX**

Le 04 décembre 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

\*

\* \*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code de l'éducation,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Dans le cadre du maintien opérationnel des agents du Centre d'incendie et de secours de Saint-Romain-de-Colbosc, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a sollicité la SARL ESPACE AQUATIQUE L'EFFET BLEU, pour l'utilisation de lignes d'eau et de locaux aménagés et adaptés à la réalisation de formations, exercices, manœuvres, entraînements au sein de leur espace aquatique situé à Saint-Romain-de-Colbosc.

Dans ce cadre, le Sdis 76 assure la formation de maintien des acquis des personnels affectés à cette piscine en fonction des besoins de l'établissement en matière de secourisme et assurera des exercices d'évacuation incendie.

Cette convention est conclue pour une durée de un an à compter de sa signature. Elle définit les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques. Cette convention est faite à titre gracieux.

Il convient d'approuver les termes de la convention, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DBCA-2023-079-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

# CONVENTION D'OCCUPATION L'EFFET BLEU

Période du 04 septembre 2023 au ou 16 août 2024

## ENTRE

La **SARL ESPACE AQUATIQUE L'EFFET BLEU** ci-après aussi désignée « **le délégataire** », domiciliée 10 rue Jules LEMERCIER 76430 Saint Romain de Colbosc, représentée par Monsieur Lukas MARIN en qualité de directeur,

D'une part,

## Et

Le **SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME « Sdis 76 »**, domiciliée 6 rue du Verger – CS 40078 – 76190 YVETOT, représenté par Monsieur André GAUTIER en qualité de président.

D'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation des lieux suivants :

- Centre Aquatique l'Effet-Bleu,

Situés sur la commune de Saint-Romain-de-Colbosc, appartenant au **délégataire**. Ce dernier consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition de ses locaux au **Sdis 76** afin d'assurer le déroulement de l'entraînement de ses personnels.

### Article 2 : Biens mis à disposition et utilisation des biens mis à disposition

Le **délégataire** agissant dans les droits du propriétaire des locaux :

- Centre Aquatique l'Effet-Bleu,

Objet des présentes, met à la disposition des personnels du **Sdis 76** des locaux aménagés et adaptés à la réalisation de formations, exercices, manœuvres, entraînements.

Le Centre Aquatique 10 rue Jules Lemercier, commune de Saint-Romain-de-Colbosc mis à disposition, Il comprend des bassins de nage et des vestiaires différents locaux répartis sur 2 niveaux avec un sous-sol non accessible au public mais pouvant faire l'objet de reconnaissance pour les Sapeurs-Pompiers dans le cadre de cette convention.

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux est interdite.

### Article 3 : Définition des utilisateurs et accès

Les utilisateurs sont les Sapeurs-Pompiers du Centre d'Incendie et de Secours de Saint-Romain-de-Colbosc en activité, une liste nominative sera fournie au **délégataire** et des mises à jour régulières seront communiquées

L'accès aux locaux mis à disposition est réservé aux personnels préalablement identifiés pendant la durée de validité de la convention.

Période scolaire	Bassin utilisé	Horaires
Lundi	Sportif	10h00 / 13h15
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		

### Article 4 : Utilisation des biens mis à disposition

Les modalités pratiques de la mise à disposition des locaux et notamment les jours et heures seront préalablement définies conjointement avec le contractant référent, afin de ne pas interférer dans l'activité principale du **délégataire** et de permettre la planification et le déroulement dans les meilleures conditions.

Le **Sdis 76** ne pourra employer les locaux mis à disposition à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le **délégataire** se réserve le droit d'annuler, dans l'urgence, des utilisations programmées dans son intérêt.

### Article 5 : Obligation et engagements des parties

Le **Sdis 76** est responsable du bon déroulement de l'utilisation des locaux. Les utilisateurs veillent au bon état des locaux et biens mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Les locaux et biens existants ne devront faire l'objet d'aucune dégradation. En cas de dégradations imputables, le **Sdis 76** supportera le coût de la remise en état des biens et locaux mis à sa disposition.

Entretien :

Le **Sdis 76** demande que le **délégataire** assure l'entretien le temps de la mise à disposition.

Fluides :

Le **délégataire** fera son affaire personnelle de tous les abonnements et dépenses de fluides (eau, gaz, électricités, chauffage ou toutes autres fournitures éventuelles).

### Article 6 : Dispositions administratives

La mise à disposition des locaux dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre gracieux.

Le **Sdis 76** prendra les locaux dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en possession.

En contrepartie de cette mise à disposition, le **Sdis 76** proposera des formations ou interventions tel que recyclage PSE1-PSE2 / exercice incendie à titre gracieux au **délégataire**.

#### **Article 7 : Entrée en vigueur, renouvellement et fin de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et sa validité ira jusqu'au 16 aout 2024.

Chacun des cocontractants peut également, mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit à réception du courrier.

#### **Article 8 : Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

#### **Article 9 : Assurance et responsabilité**

Le **Sdis 76** s'engage à fournir au contractant une attestation Garantie Responsabilité Civile.

Le **Sdis 76** est responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

Le **Sdis 76** s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par avance toute responsabilité du **délégataire** en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.

Les activités du **Sdis 76** se feront sous l'entière responsabilité de celui-ci. Le **délégataire** dégage toute responsabilité en cas de pratique libre d'activité non encadrée des membres du **Sdis 76**, ainsi que dans le cas d'utilisation des locaux et des matériels non prévus par la présente convention.

#### **Article 10 : Règlement des litiges et attribution de compétence**

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

**Fait à Saint-Romain-de-Colbosc en double exemplaire, le     /     /**

Le Président  
du Service départemental d'incendie  
et de secours de la Seine-Maritime,

MARIN Lukas  
Directeur du centre aquatique  
L'Effet Bleu,

N°DBCA-2023-080

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE STAGE DECOUVERTE METIER POUR LA FORMATION D'ASSISTANT DE  
REGULATION MEDICALE AVEC LE CENTRE DE FORMATION DES ASSISTANTS  
DE REGULATION MEDICALE**

Le 04 décembre 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

\*

\* \*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code de l'éducation,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Le Centre de Formation des assistants de Régulation Médicale (CFARM) d'Amiens a sollicité le Sdis 76 afin de pouvoir accueillir au sein du Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (Codis) une élève dans le cadre de sa formation d'assistant de régulation médicale en stage découverte métier.

Cette convention est conclue pour la période du 18 au 22 décembre 2023. Elle définit les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques. Cette convention est faite à titre gracieux.

Ainsi, il convient d'autoriser le Président à signer la convention précitée, jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DBCA-2023-080-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023  
Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**



## **Centre de Formation des Assistants de Régulation Médicale G4**

Bâtiment des Ecoles  
30 avenue de la Croix Jourdain  
80 054 AMIENS CEDEX 1  
cfarmg4.secretariat@chu-amiens.fr  
03.22.08.87.25

### **Convention de stage découverte métier pour la formation d'assistant de régulation médicale**

La présente convention règle les rapports entre :

D'une part : **Centre de Formation des Assistants de Régulation Médicale G4**  
Représenté par : **Mr Didier RENAUT**, Directeur Général d'Etablissement

D'autre part : **CTA-CODIS SDIS 76**  
6 rue du Verger  
CS 40078  
76192 YVETOT cedex

Représenté(e) par : **Monsieur André GAUTIER**, Président du Conseil d'Administration du SDIS 76

La présente convention définit les règles relatives à l'organisation et au déroulement du stage accompli par l'élève suivant

Nom - Prénom	Métier	Service	Période(s)
JEFFROY ALEXANDRA	ARM	CTA CODIS	Du 18 au 22 décembre 2023 Soit 35 heures

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 124-1 et suivants, et les articles D.124-4 et suivants ;  
Vu le décret n° 2019-747 du 19 juillet 2019 relatif au diplôme d'assistant de régulation médicale et à l'agrément des centres de formation d'assistant de régulation médicale ;  
Vu l'arrêté du 19 juillet 2019 relatif à la formation conduisant au diplôme d'assistant de régulation médicale et à l'agrément des centres de formation d'assistant de régulation médicale, notamment les articles 10 à 12, 18, et ses annexes I à IV.

Il est convenu ce qui suit :

#### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention définit les rapports entre la structure d'accueil où le stage est réalisé, le centre de formation et l'élève, dans le cadre de la formation d'assistant de régulation médicale.  
La charte de stage formalise les engagements des deux parties dans l'encadrement des élèves.

#### **Article 2 – Objectifs du stage**

L'objectif du stage est d'appréhender et visualiser les missions d'un Assistant de Régulation Médicale et confirmer le projet professionnel.

Les thématiques abordées par l'élève sont définies par le centre de formation en lien avec la structure d'accueil conformément aux textes en vigueur sur la formation d'assistant de régulation médicale. Elles s'inscrivent dans le cadre du projet pédagogique défini par le centre de formation et approuvé par la structure d'accueil.

Un livret de stage dont un modèle figure en annexe IV de l'arrêté susvisé permet :

- D'effectuer un bilan du stage pour identifier les acquis, les points positifs, les difficultés et les éléments restant à acquérir.
- De réaliser une évaluation par l'élève et par le référent de stage.
- D'effectuer un bilan des compétences acquises, cette évaluation étant prise en compte pour la validation de chaque bloc de compétences.

#### **Article 3 – Modalités d'organisation et de déroulement du stage**

La période d'accueil en stage est validée conjointement par la structure d'accueil et le centre de formation.

Le stage est organisé sur la base d'une durée hebdomadaire de 35 heures.

L'élève respecte les horaires collectifs de la structure d'accueil.

Les stages sont effectués en travail posté sous la supervision d'un encadrant assistant de régulation médicale expérimenté et sous la responsabilité de l'encadrant de proximité référent de stage.

#### Article 4 - Encadrement de l'élève

La structure d'accueil désigne un référent de proximité en qualité de référent de stage, chargé d'assurer le suivi de l'élève et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux objectifs pédagogiques définis.

Le référent de stage est responsable de l'encadrement de l'élève.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage doit être portée à la connaissance du CFAMM.

#### Article 5 - Responsabilité et assurances

Pendant le stage, l'élève reste affilié à son régime de sécurité sociale. La couverture des dommages corporels subis par l'élève au sein de la structure d'accueil relève des règles qui lui sont applicables au regard de sa couverture sociale légale et des assurances complémentaires qu'il a souscrites.

En cas d'accident survenant à l'élève, soit dans la structure d'accueil, soit au cours de ses trajets en lien avec la réalisation du stage, la structure d'accueil s'engage à faire parvenir le plus rapidement possible toutes les déclarations requises au centre de formation.

Il appartient à l'élève d'être couvert par un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile personnelle.

#### Article 6 - Discipline

L'élève est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans la structure d'accueil.

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par le centre de formation dont il dépend. Dans ce cas, la structure d'accueil informe le référent pédagogique des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, la structure d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage.

Les tenues de travail sont fournies par le centre de formation et leur entretien sont à la charge des élèves.

#### Article 7 - Congés - Interruption du stage

Pour toute absence temporaire de l'élève (maladie ou absence injustifiée...), la structure d'accueil en avise le centre de formation. Toute interruption par l'élève, est signalée aux autres parties à la convention.

#### Article 8 - Devoir de réserve et confidentialité

Le devoir de réserve est de rigueur. L'élève prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par lui pour en faire publication, communication à des tiers sans l'accord préalable de la structure d'accueil. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. L'élève s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à la structure d'accueil, sauf après accord du référent de stage et pour utiliser ses documents à des fins d'apprentissages.

Durant le stage, les élèves sont soumis à la discipline de l'établissement d'accueil notamment en ce qui concerne le règlement intérieur, la charte de stage, le secret professionnel, la ponctualité.

#### Article 9 - Évaluation

La progression de l'élève est évaluée tout au long du stage dans le livret de stage. Le référent de stage évalue les compétences acquises, en lien avec l'élève, sur la base des critères fixés dans le livret de stage. À l'issue du stage, il transmet le livret de stage complété au référent pédagogique, pour la synthèse du parcours de formation clinique.

#### Article 10 - Durée et réalisation de la convention

La présente convention produit ses effets dans la période de réalisation du stage.

Toute modification de la présente convention ou de l'une de ses clauses fait l'objet d'un avenant conclu entre les parties.

La présente convention prendra effet le 12 décembre 2023.

Fait à Amiens, le vendredi 6 octobre 2023

Monsieur André GAUTIER  
Président du Conseil d'Administration du SMIS 76

Pour Monsieur Didier BERNARD, Directeur Général  
et par délégation  
Madame Dr. Irène MAHAULT  
Directrice du Centre de Formation des Assistants de  
Régulation Médicale d'Amiens

L'élève

N°DBCA-2023-081

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION D'ADHESION AU BLOC INSECABLE DE MISSIONS DU CDG 76**

Le 04 décembre 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Préserver, optimiser et adapter la RH</i>	<i>Permettre l'épanouissement personnel</i>

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code général de la fonction publique – article L. 452-39,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) est affilié volontairement au Centre de Gestion de la Seine-Maritime (CDG 76) pour la gestion des personnels PATS et bénéficie, à ce titre, des missions du bloc insécable prévu à l'article L.452-39 du Code général de la Fonction Publique pour ceux-ci.

Néanmoins, l'article L. 452-39 du Code général de la Fonction Publique prévoit qu'une collectivité ou un établissement, non affilié au Centre de gestion (SPP du Sdis 76) dans le ressort duquel il se trouve, peut, par délibération de son organe délibérant, demander à bénéficier de l'ensemble des missions suivantes représentants le bloc insécable :

- le secrétariat des conseils médicaux,
- une assistance juridique statutaire y compris pour la fonction de référent déontologue,
- une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine,
- une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite,
- la désignation d'un référent laïcité.

La collectivité ou l'établissement concerné ne peut exclure une ou plusieurs de ces missions qui constituent un appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines.

La mission de secrétariat des conseils médicaux est déjà assurée par le Centre de gestion pour l'ensemble des personnels du Sdis 76 et considérant la complexité de l'organiser, le Sdis 76 a intérêt à maintenir sa collaboration avec le Centre de gestion de la Seine-Maritime.

De plus, le service envisageait de conventionner avec le CDG 76 afin de bénéficier de son expertise pour les missions de référent déontologue et laïcité pour les personnels sapeurs-pompiers professionnels.

Aussi, le Centre de gestion de la Seine-Maritime propose au Sdis 76, une convention d'adhésion au bloc insécable de missions, prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024, pour une durée de 4 ans.

Les missions appartenant au bloc insécable sont financées, à titre exclusif, par une contribution assise sur la masse salariale des rémunérations versées aux agents relevant de la collectivité (dans le cas présent, les sapeurs-pompiers professionnels).

Considérant que le Sdis 76 est affilié volontaire au CDG 76 pour ses personnels PATS et cotise à hauteur de 0,65%, au titre de la cotisation obligatoire et de la cotisation additionnelle, sur cette masse salariale, la

contribution au bloc insécable a été déterminée par le Conseil d'administration du Centre de gestion en fonction des dépenses supportées par le CDG 76 pour la réalisation de ces missions, à hauteur de 0,02% pour l'année 2024.

Le coût budgétaire de la mise en œuvre de cette convention est estimé à 4 140 euros pour l'année 2024.

Ainsi, Il convient d'autoriser le Président à signer la convention précitée, jointe en annexe, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231205-DBCA-2023-081-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



# CONVENTION D'ADHÉSION AU BLOC INSECABLE DE MISSIONS

Le secrétariat des conseils médicaux  
L'assistance juridique statutaire y compris la fonction de  
réfèrent déontologue  
L'assistance au recrutement et à l'accompagnement  
individuel de la mobilité des agents hors de leur  
collectivité d'origine  
L'assistance à la fiabilisation des comptes de droits en  
matière de retraite  
La désignation d'un réfèrent laïcité

## **PREAMBULE :**

Certaines missions développées et proposées par le Centre de Gestion de la Seine-Maritime font partie d'un ensemble de missions dites « insécables » définies à l'article L452-39 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP), à savoir :

- Le secrétariat des conseils médicaux,
- L'assistance juridique statutaire y compris la fonction de référent déontologue,
- L'assistance au recrutement et à l'accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité d'origine,
- L'assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite,
- La désignation d'un référent laïcité.

La collectivité ou l'établissement non affilié concerné ne peut exclure, par principe, une ou plusieurs de ces missions qui constituent un appui technique global et indivisible à la gestion de ses ressources humaines.

Ainsi, la collectivité ou l'établissement non affilié qui souhaite bénéficier d'au moins une de ces missions est, selon la loi, dans l'obligation d'adhérer aux autres dans leur intégralité.

Ces cinq missions doivent par ailleurs être financées, à titre exclusif, par une contribution assise sur la masse salariale des rémunérations versées aux agents relevant de la collectivité ou de l'établissement non affilié bénéficiaire (*article L452-26 à 28 du CGFP*). Cette contribution est déterminée par le Conseil d'Administration en fonction des dépenses supportées par le Centre de Gestion dans la limite d'un taux de 0,2%.

Les collectivités et établissements qui demandent à bénéficier de cet ensemble de missions auront droit à une représentation au sein du Conseil d'Administration dans un collège spécifique. Selon l'effectif total de leurs agents titulaires et stagiaires (*inférieur ou supérieur à 4000*), ils disposent de deux ou trois sièges par catégorie de collectivités ou établissement, soit :

- Deux ou trois sièges pour la Région
- Deux ou trois sièges pour le Département
- Deux ou trois sièges pour les communes
- Deux ou trois sièges pour les établissements publics.

Toutefois, il est nécessaire d'attendre la fin du mandat et le renouvellement des exécutifs locaux, pour procéder à la désignation ou à l'élection des élus devant siéger au Conseil d'Administration du Centre de Gestion au sein du collège spécifique.

La présente convention a pour objet de préciser le cadre dans lequel s'inscrit les missions appartenant au bloc insécable ainsi que leurs conditions de réalisation et de financement.

## CONVENTION

### ENTRE :

....., sis Rue ..... – 76... .., représenté par  
Monsieur/Madame..... , Maire/Président, agissant en vertu de la délibération du  
..... en date du ,

Ci-après désigné par les termes « collectivité ou établissement »,

### Et

**Le Centre de Gestion de la Seine-Maritime**, sis 40 Allée de la Ronce – 76 230 ISNEAUVILLE, représenté par  
Monsieur Christophe BOUILLON, Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en  
date du 20 juin 2023.

Ci-après désigné par les termes « le CDG 76 »,

### IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Projet



## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions de réalisation et de financement des missions dites « insécables » auxquelles la collectivité ou l'établissement adhère :

- L'assistance juridique statutaire y compris la fonction de référent déontologue,
- Le secrétariat des conseils médicaux,
- L'assistance au recrutement et à l'accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité d'origine,
- L'assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite,
- La désignation d'un référent laïcité.

## **L'ASSISTANCE JURIDIQUE STATUTAIRE**

## **ARTICLE 2 : DOMAINE D'APPLICATION**

Le CDG 76, notamment à travers son service « juridique, documentation et instances disciplinaires », propose une assistance juridique statutaire sur les problématiques relatives à la gestion du personnel :

- Fonctionnaires stagiaires et titulaires
- Agents contractuels de droit public
- Autres personnels recrutés sur un dispositif ouvert aux collectivités

Le service « juridique, documentation et instances disciplinaires » intervient également, en tant que de besoin, sur les questions relatives au statut de l'élu territorial.

## **ARTICLE 3 : CONTENU DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE STATUTAIRE**

### 3.1. Saisine par la collectivité ou l'établissement

Dans le cadre de la mission d'assistance juridique statutaire, le CDG 76 apporte son expertise et une information fiable et précise aux services de la collectivité ou de l'établissement. Le service « juridique, documentation et instances disciplinaires » du CDG 76 assure de manière quotidienne une permanence téléphonique (*de 8h30 à 12h30*) permettant à la collectivité ou à l'établissement, par l'intermédiaire de ses représentants, de le consulter. La collectivité ou à l'établissement peut saisir le CDG 76 par courriers et courriels en vue d'obtenir une réponse écrite.

Les agents de la collectivité ou de l'établissement sont invités à saisir en premier lieu les services de leur employeur, ces derniers pourront saisir le CDG 76 en cas de besoin.

### 3.2. Documentation

Sur demande de la collectivité ou de l'établissement, le CDG 76 réalise les recherches de textes officiels (*lois, décrets, arrêtés, etc.*), circulaires, questions écrites, jurisprudences et d'autres documents relatifs à la gestion du personnel ainsi qu'au statut de l' élu territorial.

Également, le service « juridique, documentation et instances disciplinaires » du CDG 76 assure quotidiennement la veille et l'analyse d'une information pertinente, nécessaire et utile et la formalise par des supports d'information et d'expertise :

#### « L'Infos CDG 76 »

« L'Infos CDG 76 » est ciblé sur l'actualité juridique relative à la Fonction Publique Territoriale et au statut de l' élu territorial.

#### Etudes

Les circulaires d'expertise juridique portent sur un thème d'actualité lié à la gestion du personnel et au statut de l' élu territorial.

#### Fiches pratiques

Les fiches thématiques ont pour objet de synthétiser la réglementation et d'apporter des repères sur un thème d'actualité lié à la gestion du personnel et au statut de l' élu territorial.

#### Bases de modèles d'actes

A la demande de la collectivité ou l'établissement, des modèles de délibérations, d'arrêtés ou de contrats sont transmis.

\*

Afin d'améliorer le service rendu en matière de conseil et d'assistance statutaire, le CDG 76 sera amené à faire évoluer les supports d'information et d'expertise et à en proposer de nouveaux.

<b>ARTICLE 4 : QUALIFICATION DES AGENTS DU SERVICE « JURIDIQUE, DOCUMENTATION ET INSTANCES DISCIPLINAIRES »</b>
---

Dans le cadre de la présente convention, le CDG 76 s'engage à mettre à disposition, un service « juridique, documentation et instances disciplinaires » composé d'une équipe de juristes et de documentaliste recevant une formation constante répondant aux spécificités de l'expertise juridique statutaire et documentaire et dotée d'une expérience significative.

En tant que de besoin, le service « juridique, documentation et instances disciplinaires » du CDG 76 bénéficie, en interne, de l'expertise des autres services du Centre de Gestion pour la réalisation de la mission de conseil et d'assistance statutaire.

## **ARTICLE 5 : LIMITES ET CONDITIONS D'EXERCICE DE LA MISSION D'ASSISTANCE JURIDIQUE STATUTAIRE**

### Article 5-1. Obligations du CDG 76

Le Centre de Gestion s'engage à mettre à disposition un service « juridique, documentation et instances disciplinaires » expert, indépendant, objectif et neutre dans la réalisation de l'assistance juridique statutaire.

L'assistance juridique statutaire réalisée par le service « juridique, documentation et instances disciplinaires » sera conduite dans le strict respect de la confidentialité et de la discrétion professionnelle ainsi que sur la base des renseignements et documents fournis par la collectivité.

### Article 5-2. Obligations de la collectivité ou de l'établissement

La collectivité ou l'établissement s'engage à respecter l'ensemble de la présente convention et désigne le ou les interlocuteurs(s) du service « juridique, documentation et instances disciplinaires » pour la mise en œuvre de l'assistance juridique statutaire.

## **ARTICLE 6 : RESPONSABILITES**

Le service « juridique, documentation et instances disciplinaires » consiste en un appui technique destiné à éclairer la collectivité ou l'établissement qui reste seul compétent pour agir et décider des mesures à mettre en œuvre.

## **LE REFERENT DEONTOLOGUE ET LE REFERENT LAÏCITE**

## **ARTICLE 7 : DOMAINE D'APPLICATION**

Tout agent public peut saisir directement un référent déontologue et un référent laïcité.

La présente convention a pour objet de permettre aux agents de la collectivité ou l'établissement de saisir le ou les référents déontologues et laïcité désignés expressément par le Président du CDG 76, par voie d'arrêté.

Le référent déontologue et le référent laïcité sont tenus, dans l'exercice de leurs missions, au secret et à la discrétion professionnels.

## **ARTICLE 8 : CONTENU DE LA MISE A DISPOSITION DU REFERENT DEONTOLOGUE ET DU REFERENT LAÏCITE**

Le référent déontologue répond aux questions que les agents se posent dans le cadre de l'exercice de leurs missions mais aussi de leurs projets : cumul d'activités, création d'entreprise, départ vers le secteur privé, conflit d'intérêts, obligations déclaratives, obéissance hiérarchique, secret et discrétion professionnels, devoir de réserve...

Tout agent public, fonctionnaire (*titulaire ou stagiaire*) ou contractuel (*CDD et CDI*) peut saisir directement le référent déontologue.

Depuis le 1<sup>er</sup> février 2020, le référent déontologue peut être saisi également par les employeurs qui ont des doutes sérieux sur la création et la reprise d'une entreprise par l'un de leurs agents ou en cas d'exercice d'une activité privée pendant une cessation temporaire ou définitive de fonctions.

Le référent laïcité apporte tout conseil utile au respect du principe de laïcité à tout agent public et répond aux sollicitations des chefs de service et, d'une manière générale, de tout employeur territorial. Il est également chargé d'organiser une « journée de la laïcité » le 9 décembre de chaque année.

## **ARTICLE 9 : LIMITES ET CONDITIONS D'EXERCICE DE LA MISE A DISPOSITION DU REFERENT DEONTOLOGUE DU REFERENT LAÏCITE**

### Article 9-1. Obligations du CdG 76

Le Président du CDG 76 désigne et met à disposition des référents déontologues dans des conditions répondant au CGFP et au décret n° 2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologue dans la Fonction Publique.

Le Président du CDG 76 désigne et met à disposition des référents laïcité dans des conditions répondant au CGFP et au décret n° 2021-1802 du 23 décembre 2021 relatif au référent laïcité.

Il garantit le secret et la discrétion professionnels des référents déontologues et laïcité et s'assure que les échanges sont strictement personnels et confidentiels, exclusivement par écrit. A ce titre, la saisine des référents déontologues et laïcité est effectuée par voie postale ou par voie dématérialisée au moyen d'une adresse électronique dédiée :

[referent.deontologue@cdg76.fr](mailto:referent.deontologue@cdg76.fr)

[referent.laicite@cdg76.fr](mailto:referent.laicite@cdg76.fr)

Seuls les référents déontologues et laïcité, selon leur champ respectif d'intervention, peuvent prendre connaissance du contenu de la demande et apporter la réponse.

### Article 9-2. Obligations de la collectivité ou l'établissement

La collectivité ou l'établissement porte à la connaissance des agents relevant de son ressort l'existence des référents et les modalités de leur saisine.

## **LE SECRETARIAT DU CONSEIL MEDICAL**

## **ARTICLE 10 : DOMAINE D'APPLICATION**

Le Conseil médical, instance médicale unique, s'est substitué au Comité médical et à la Commission de réforme. Il intervient dans les conditions du CGFP et plus précisément de ses décrets d'application, notamment le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 et le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003.

Le Conseil médical peut se tenir en formation restreinte ou en formation plénière selon la nature de la saisine.

Son secrétariat est assuré par le Centre de Gestion et est placé sous l'autorité du Président du Conseil médical.

#### **ARTICLE 11 : MISE EN ŒUVRE DU SECRETARIAT DU CONSEIL MEDICAL**

Le CDG 76 assure l'instruction administrative des dossiers présentés devant le Conseil médical qui doit émettre un avis notamment dans les conditions du décret n ° 87-602 du 30 juillet 1987.

Il met en place les moyens adaptés au fonctionnement du secrétariat du Conseil médical notamment en affectant 3 gestionnaires pour le suivi administratif des dossiers et un médecin agréé à temps non complet qui, le cas échéant pour la formation restreinte, est en charge de la désignation du médecin généraliste ou spécialiste agréé qui devra assurer l'expertise nécessaire à l'examen du dossier.

Le secrétariat du Conseil médical assure une permanence téléphonique quotidienne (*pour la formation restreinte uniquement de 9h à 12h*).

#### **ARTICLE 12 : LIMITES ET CONDITIONS D'EXERCICE DU SECRETARIAT DU CONSEIL MEDICAL**

##### Article 12-1. Obligations du CDG 76

Le CDG 76 élabore les procédures et met à disposition de la collectivité un dossier de saisine du Conseil médical.

Il assure l'instruction administrative des dossiers, la préparation des séances sur la base d'un calendrier et assiste aux réunions du Conseil médical.

Il informe la collectivité de la date des séances.

Il informe également l'agent :

-En cas d'examen par le Conseil médical en formation restreinte :

- de la date à laquelle le Conseil médical examinera son dossier
- de son droit à consulter son dossier
- et des voies de contestation possibles devant le Conseil médical supérieur

-En cas d'examen par le Conseil médical en formation plénière :

- de la date à laquelle le cConseil médical examinera son dossier
- de son droit à consulter son dossier
- et de son droit d'être entendu par le Conseil médical

Le cas échéant, le secrétariat du Conseil médical peut recourir à l'expertise d'un médecin agréé dans le cadre de l'instruction du dossier.

Le médecin du service de médecine préventive compétent à l'égard du fonctionnaire dont le cas est soumis au Conseil médical est informé de la réunion et de son objet. Il peut obtenir, s'il le demande, communication du dossier de l'intéressé.

L'avis du Conseil médical est notifié, dans le respect du secret médical, à l'autorité territoriale et à l'agent par le secrétariat par tout moyen permettant de conférer une date certaine à cette notification.

Le Conseil médical supérieur peut être saisi par l'autorité territoriale ou à la demande de l'agent concerné en contestation des avis du conseil médical rendus en formation restreinte, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La contestation est présentée au Conseil médical qui la transmet au Conseil médical supérieur et en informe le fonctionnaire et l'autorité territoriale, par l'intermédiaire de son secrétariat.

Le CDG 76 s'engage aux obligations de secret et de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans le cadre du secrétariat.

#### Article 5-2. Obligations de la collectivité ou de l'établissement

La collectivité ou l'établissement s'engage à utiliser le formulaire de saisine mis à sa disposition accompagnée des pièces exigées par la réglementation notamment la demande de l'agent et le certificat du médecin traitant.

La collectivité ou l'établissement devra veiller également à :

- Communiquer le nom et les coordonnées de l'agent
- Communiquer le nom et les coordonnées du médecin du travail
- Compléter le dossier dès que le secrétariat du Conseil médical sollicite des pièces complémentaires
- Informar le secrétariat du Conseil médical de ses décisions suite à l'avis de l'instance
- Prendre en charge les frais d'expertise et les frais de déplacement dès lors que le secrétariat du Conseil médical décide de recourir à l'expertise d'un médecin agréé dans le cadre de l'instruction du dossier

### **L'ASSISTANCE AU RECRUTEMENT ET L'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL DE LA MOBILITE DES AGENTS HORS DE LEUR COLLECTIVITE D'ORIGINE**

#### **ARTICLE 13 : DOMAINE D'APPLICATION**

Le CDG 76 met à la disposition des collectivités et établissements le site Internet emploi-territorial.fr, afin de leurs permettre de s'acquitter de leurs obligations légales en matière de publicité des créations et vacances de postes.

Il assure également un « sourcing » des candidats dont le profil est susceptible d'intéresser un employeur public local. A ce titre, le CDG 76 peut être sollicité par la collectivité ou l'établissement en cas de besoin pour lui transmettre des profils pertinents dans le cadre d'une procédure de recrutement.

La mobilité étant une garantie fondamentale (*art. L. 511-4 code général de la fonction publique*), les agents publics sont amenés à occuper différentes fonctions au cours de leur carrière. Les opportunités liées à la mobilité professionnelle (*réorganisation des services, nouveaux métiers, anticipation de l'usure professionnelle ou volonté personnelle*) ou le reclassement (*inaptitude physique*) soulèvent donc de nombreux enjeux.

Le CDG 76, à travers son service « Mobilité, reclassement et handicap » accompagne les agents et les employeurs.

Il informe sur les différents dispositifs juridiques accompagnant la mobilité (*la mutation, le détachement, la disponibilité, la mise à disposition, l'intégration directe*), la formation (*CPF, VAE, préparation aux concours, congé de formation professionnelle, bilan de compétences ...*) et le retour à l'emploi (*période de mise en situation en milieu professionnel, stages, missions temporaires*).

Il conseille les agents afin de renforcer leur employabilité (*analyse du CV et de la lettre de motivation, diagnostic à travers l'étude du bilan professionnel, préparation aux entretiens de recrutement*)

Sur sollicitation de la collectivité ou de l'établissement, un conseiller « Mobilité, reclassement et handicap » du CDG 76 pourra accompagner (x) agent chaque année pour les aider dans leur démarche de mobilité externe.

(x): à définir lors de la signature

## L'ASSISTANCE A LA FIABILISATION DES COMPTES DE DROITS EN MATIERE DE RETRAITE

### ARTICLE 14 : DOMAINE D'APPLICATION

De l'affiliation à la liquidation, le CDG 76 contribue à fiabiliser les comptes de droits en matière de retraite. Par ses actions, il contribue à garantir qu'un fonctionnaire demandant sa retraite bénéficiera bien de l'intégralité de ses droits.

Le rôle du CDG 76, dans le cadre de la présente convention, consiste uniquement en un appui et un soutien théorique et pédagogique qui ne se substitue pas aux services de la collectivité ou de l'établissement dans la saisie et le suivi des dossiers de retraite de ses agents.

La collectivité ou l'établissement peut solliciter le CDG 76 pour éclaircir des points de réglementation en matière de retraite, obtenir son avis sur une situation ou encore mutualiser des échanges de pratiques professionnelles sur les retraites.

## DISPOSITIONS COMMUNES

### ARTICLE 15 : FINANCEMENT

Les missions appartenant au bloc insécable doivent être financées, à titre exclusif, par une contribution assise sur la masse salariale des rémunérations versées aux agents relevant de la collectivité ou de l'établissement non affilié bénéficiaire (article L452-26 à 28 du CGFP).

En principe, cette contribution a été déterminée par le Conseil d'Administration, en fonction des dépenses supportées par le CDG 76 pour la réalisation de ces missions, à hauteur de 0,04% pour l'année 2024.

Toutefois, le SDIS76 étant affilié volontaire au CDG76 pour ses personnels hors sapeur pompiers et cotisant à hauteur de 0.65%, au titre de la cotisation obligatoire et de la cotisation additionnelle, sur cette masse salariale, la contribution au bloc insécable a été déterminée par le Conseil d'Administration, en fonction des dépenses supportées par le CDG 76 pour la réalisation de ces missions, à hauteur de 0,02% pour l'année 2024.

La contribution est susceptible d'être revalorisée chaque année par le CDG 76 si ses dépenses en lien avec l'exercice des missions de la présente convention augmentent significativement. Par ailleurs, si la collectivité ou l'établissement souhaite que le CDG 76 prenne en charge davantage de missions notamment dans les domaines de l'assistance au recrutement et/ou à la fiabilité des comptes de droit à la retraite, un taux différent et individualisé pourra lui être proposé.

La collectivité ou l'établissement prend en charge les frais d'expertise et les frais de déplacement dès lors que le secrétariat du Conseil médical décide de recourir à l'expertise d'un médecin agréé dans le cadre de l'instruction du dossier d'un agent.

#### **ARTICLE 16 : DUREE ET RENOUVELLEMENT**

La présente convention est conclue pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction, dans la limite de quatre ans et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Les précédentes conventions d'adhésion à l'une ou plusieurs missions appartenant au bloc insécable sont abrogées.

À l'issue de la période de quatre ans, le CDG 76 proposera une nouvelle convention afin d'assurer la continuité du service.

Hormis la résiliation à échéance, les cas de résiliation sont les suivants :

- En cas de manquement à l'une des obligations de la convention par l'une des parties, l'autre partie peut mettre fin à la présente convention.
- En cas de désaccord sur les évolutions des modalités de financement qui résulteront des modifications apportées à l'article 15.

Dans les deux cas, la résiliation est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet 3 mois à la date de réception du courrier recommandé.

#### **ARTICLE 17 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Les litiges éventuels nés de l'application de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de ROUEN.

Fait à Isneauville,

Le .....

Le Centre de Gestion de la Seine-Maritime,  
Le Président,



N°DBCA-2023-082

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES**

Le 04 décembre 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
Ressources et moyens	Préserver, optimiser et adapter la RH	

\*

\* \*

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la fonction publique,
- le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
- la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

\*

\* \*

### **Tableau n°1 : effectifs au 31 décembre 2023 et au 1<sup>er</sup> janvier 2024**

#### **I - Création et suppression de postes**

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** :
  - par délibération n° DCA-2022-062 : création de 15 postes de caporaux et un poste de capitaine (emploi support) au 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;
  - par délibération n°DCA-2023-028 : création de 10 postes au centre d'incendie et de secours de Dieppe dans le cadre de la convention de partenariat entre le SDIS 76 et EDF au 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;
  - par délibération n°DCA-2023-060 : création d'un poste d'agent d'entretien au 1<sup>er</sup> janvier 2024.
- **Suppression** : néant

## II – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

Pour faire face à l'absence d'un agent en disponibilité de courte durée, le poste suivant pourra être tenu par un agent contractuel recruté sur la base de l'article L.332-13 du Code Général de la Fonction Publique :

- Agent de maintenance immobilière polyvalent, adjoint technique à agent de maîtrise principal au sein du groupement Immobilier.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DBCA-2023-082-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

Grades / cadres d'emplois	Emploi budgétaire au 01/01/2023	Emploi budgétaire au 31/12/2023	Titulaires	Contractuels	MAD*	Postes Pourvus Effectif total	Ecart pourvus/budgétaires
Contrôleur général	1	0	0			0	0
Colonel hors classe	1	1	1			1	0
Colonel	1	2	1		1	2	0
Lieutenant-colonel	10	13	12		1	13	0
Commandant	22	19	16		1	17	-2
Capitaine	28	26	19			19	-7
Lieutenant hors classe	12	12	9		1	10	-2
Lieutenant de 1re classe	38	36	33			33	-3
Lieutenant de 2e classe	31	32	30			30	-2
Adjudant	258	245	241			241	-4
Sergent	150	182	171			171	-11
Caporal-chef	112	113	113			113	0
Caporal	229	243	186	47		233	-10
Sapeur	30	30	29			29	-1
Filière SPP hors SSSM	923	954	861	47	4	912	-42
Médecin de classe exceptionnelle	3	3	2			2	-1
Médecin hors classe	1	1	0	1		1	0
Pharmacien hors classe	0	0	0			0	0
Pharmacien classe normale	1	1	0	1		1	0
Cadre supérieur de santé	1	1	1			1	0
Cadre de santé	2	2	2			2	0
Infirmier hors classe	3	3	3			3	0
Filière SPP SSSM	11	11	8	2	0	10	-1
Administrateur hors classe	1	0				0	0
Attaché	8	12	11	1		12	0
Rédacteur	39	35	25	7		32	-3
Adjoint administratif	95	96	86	4		90	-6
Filière Administrative	143	143	122	12		134	-9
Assistant socio-éducatif	1	1	0	1		1	0
Filière Sociale	1	1	0	1	0	1	0
Ingénieur	15	14	6	5		11	-3
Technicien	24	28	20	8		28	0
Agent de maitrise	34	39	34	1		35	-4
Adjoint technique	39	35	29	5		34	-1
Filière Technique	112	116	89	19	0	108	-8
Somme :	1190	1225	1080	81	4	1165	-60

\* Les mises à disposition font l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil

Autres contractuels	Nb
APPRENTI	5
ESC	0
L332 - 13	4
L 332 - 23	10
Contrat de projet	1
Somme :	20

Grades / cadres d'emplois	Emploi budgétaire au 31/12/2023	Emploi budgétaire au 01/01/2024	Titulaires	Contractuels	MAD*	Postes Pourvus Effectif total	Ecart pourvus/budgétaires
Contrôleur général	0	0	0			0	0
Colonel hors classe	1	1	1			1	0
Colonel	2	2	1		1	2	0
Lieutenant-colonel	13	13	12		1	13	0
Commandant	19	19	15		1	16	-3
Capitaine	26	25	19			19	-6
Lieutenant hors classe	12	11	9		1	10	-1
Lieutenant de 1re classe	36	39	35			35	-4
Lieutenant de 2e classe	32	32	30			30	-2
Adjudant	245	248	241			241	-7
Sergent	182	185	171			171	-14
Caporal-chef	113	114	113			113	-1
Caporal	243	260	186	48		234	-26
Sapeur	30	31	29			29	-2
Filière SPP hors SSSM	954	980	862	48	4	914	-66
Médecin de classe exceptionnelle	3	3	2			2	-1
Médecin hors classe	1	1	0	1		1	0
Pharmacien hors classe	0	0	0			0	0
Pharmacien classe normale	1	1	0	1		1	0
Cadre supérieur de santé	1	1	1			1	0
Cadre de santé	2	2	2			2	0
Infirmier hors classe	3	3	3			3	0
Filière SPP SSSM	11	11	8	2	0	10	-1
Administrateur hors classe	0	0				0	0
Attaché	12	12	11	1		12	0
Rédacteur	35	35	25	7		32	-3
Adjoint administratif	96	96	86	4		90	-6
Filière Administrative	143	143	122	12		134	-9
Assistant socio-éducatif	1	1	0	1		1	0
Filière Sociale	1	1	0	1	0	1	0
Ingénieur	14	14	6	5		11	-3
Technicien	28	28	20	7		27	-1
Agent de maitrise	39	39	34	1		35	-4
Adjoint technique	35	36	29	5		34	-2
Filière Technique	116	117	89	18	0	107	-10
Somme :	1225	1252	1081	81	4	1166	-86

\* Les mises à disposition font l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil

Autres contractuels	Nb
APPRENTI	5
ESC	0
L332 - 13	4
L 332 - 23	10
Contrat de projet	1
Somme :	20

N°DBCA-2023-083

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MORPHOTYPE DU FUTUR CIS LE GRAND-QUEVILLY**

Le 04 décembre 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis</i>	<i>Adapter le patrimoine Optimiser la gestion financière du patrimoine</i>

\*

\* \*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration du DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Dans le cadre de l'opération de reconstruction du Cis Le Grand-Quevilly, une réflexion a été menée sur la définition des exigences fonctionnelles du futur bâtiment.

Cette réflexion s'est portée sur l'activité opérationnelle d'une part, sur l'accueil des agents dans de bonnes conditions de travail, d'autre part.

Ces deux axes ont fait l'objet d'une étude prospective à long terme. L'évolution potentielle du nombre d'interventions met en lumière un besoin d'évolutivité du bâtiment à construire à prendre en compte lors de la définition du projet. (cf. annexe 1).

Aujourd'hui, le Cis Le Grand-Quevilly assure environ 3000 sorties d'engin à l'année avec un effectif de l'ordre de 19 sapeurs-pompiers professionnels et de 60 sapeurs-pompiers volontaires.

Les projections, en termes d'activité opérationnelle, identifient près de 4850 sorties d'engin dans les années 2030 et probablement 5000 vers les années 2040.

Ces évolutions sont dues également au changement du mode d'organisation du Cis en garde jour et nuit pour répondre aux délais d'intervention, d'une part, et de l'augmentation de la population au sein de la zone du Cis, d'autre part.

Pour répondre à l'augmentation de ces volumes d'activité opérationnelle, le Cis augmentera, par pallier, son effectif de sapeurs-pompiers pour atteindre l'objectif à terme de 120 agents (60 SPP et 60 SPV).

Le Cis disposera de 3 VSAV, 6 PL et 4 VL contre 1 VSAV, 4 PL et 2 VL aujourd'hui.

Au regard des éléments présentés, il est proposé aux membres du Bureau de bien vouloir se prononcer sur la proposition d'organisation et de surfaces utiles dans le cadre de la reconstruction du Cis Le Grand-Quevilly.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DBCA-2023-083-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023

Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

## Annexe 1 - Reconstruction du CIS Le Grand-Quevilly - Proposition d'organisation spatiale

Local	m² utiles	Normes et données d'entrée
<b>locaux opérationnels</b>		
Standard	18	Standard dimensionné pour accueillir le matériel nécessaire à la réception de l'alerte (Système de Gestion Opérationnelle + mobilier divers + postes de travail).
Réunion/formation/gestion PCA	60	Espace mutualisé à plusieurs fonctions - Capacité d'accueil max : 25 personnes.
Vestiaires courant Hommes ou femmes	100	Afin de prendre en compte l'évolution de la féminisation, les vestiaires seront divisés en 5 blocs de 20 agents. L'attribution par genre pourra ainsi évoluer au fil du temps.
Douches	40	L'Art.R.4228-10 du Code du travail prévoit 1 WC/10 femmes (2,5m²) ; 1 lavabo/10 pers.(2,5m²) ; 1 douche = 2,5m² x nb ; + surface de dégagement et banc. Calcul réalisé sur la base de l'effectif en garde. En 4 blocs distincts.
Vestiaires feu mixtes	60	Zone destinée à l'entreposage des tenues de feu et EPI divers dans le cadre de l'habillage avant acte opérationnel. Volume ouvert en proximité immédiate de la remise. Dans le cadre de l'évolutivité du CIS, le concepteur proposera une solution technique permettant de créer ultérieurement un bloc "vestiaires courants" supplémentaire dans la zone.
Zone reconditionnement EPI	10	Dans le cadre de la toxicité des fumées, intégration d'une zone non chauffée, ventilée naturellement pour la désorption des tenues après nettoyage en retour d'intervention. Zone située en limite de bâtiment avec accès depuis l'air de manœuvre et en remise. Ajout d'une armoire ozone dans le cadre de la gestion de la toxicité des fumées. Dimensionnement permettant de disposer un ensemble séchant et un portant pour les tenues.
Remise	360	60 m² / travée = taille engin + circulation piétonne. 6 travées sont proposées. Le positionnement d'une réserve foncière pour une extension de 2 travées supplémentaires sera étudié par le concepteur. Compte tenu de la configuration du site, une porte sectionnelle est prévue par travée.
Remise sanitaire isolée VSAV	135	48 m² / travée isolée = taille engin + circulation autour du véhicule x nbre d'engins. Nbre de véhicules maxi identifiés : 3. Espace isolé de la remise principale et chauffé, en lien direct avec les "zones annexes VSAV".
Zones annexes VSAV	2x15	Etablies suivant le mémo sur les préconisations du SSM. Locaux permettant le nettoyage et le reconditionnement du véhicule. Surface tenant compte des 3 VSAV.
Laverie	10	Ajout dans le cadre de la gestion de la toxicité des fumées. Dimensionnée pour accueillir un lave linge, un sèche linge, un étente à linge et un lavabo, à la demande du Groupement Technique et Logistique.
Local logistique	10	Nécessité de contenir plusieurs zones distinctes : logistique + linge souillé emballé + DASRI - Dimensionnement réalisé en collaboration avec le SSM et le Groupement Technique et Logistique.
Nettoyage petit matériel	12	Ajout dans le cadre de la gestion de la toxicité des fumées. Dimensionné pour accueillir des racks, deux chariots, un bac de lavage et une zone de séchage.
Reserve opérationnelle	50	Dimensionnement suivant nécessité de stockage + RETEX CIS existants.
Casier JSP Garçons et filles	8x2	Les Jeunes sapeurs pompiers arrivent en tenues. Une zone de simple entreposage des sacs et effets personnels est créée.
Stockage JSP	8	Zone de stockage, grillagée et verrouillable, des équipement liés à la pratique sportive des JSP (ex : filets, ballons...)
Local Spécialités	20	Dans le cadre d'une évolutivité du CIS, zone dédiée à l'entreposage de matériel dédiée aux spécialités.
Bureau encadrement	22	Bureau de 2 postes de travail. Norme NF X 35-102 - 11m²/personne pour un bureau partagé.
<b>Les locaux administratifs</b>		
Hall	5	Demandé de taille suffisante pour mettre en valeur l'image du CIS + affichage + distribution des flux. Volume desservant l'ensemble des zones du CIS, avec accès direct aux vestiaires dans un principe de marche en avant.
Bureau de chef de centre	15	Norme NF X 35-102 - 10m² pour 1 personne + 1 table de réunion.
Bureau des adjoints au chef de centre	15	Bureau de 2 postes de travail. Norme NF X 35-102 - 11m²/personne pour un bureau partagé.
Secrétariat	10	Bureau pour 1 poste de travail. Norme NF X 35-102 - Surface mini 10m²/personne pour un bureau d'une personne
Archives	5	Entreposage des dossiers confidentiels du CIS. En lien avec le bureau du CDC et le secrétariat.
Bureau de l'Amicale	10	Bureau pour 1 poste de travail. Norme NF X 35-102 - Surface mini 10m²/personne pour un bureau d'une personne
Réserve Amicale	5	Stockage du matériel de l'Amicale. Accessible depuis le bureau Amicale exclusivement.
Stockage/archives	5	Stockage des dossiers du CIS. Local fermé.
Sanitaires communs	10	Situé dans la zone vie du CIS, hors vestiaires. Non soumis à la réglementation PMR.
<b>Les locaux de vie</b>		
Foyer/restauration	80	Espace commun permettant l'évolution de la capacité d'accueil et la convivialité du CIS.
Cuisine	30	Surface permettant la préparation des repas à plusieurs. Circuit marche en avant, propre/sale.
Salle de sport	60	6m²/personne soit une capacité de 10 agents en simultané.
Salle TV	20	Dans la continuité du foyer, permettant une évolutivité de celui-ci.
Chambres	120	12 chambres x 10 m². Afin d'anticiper l'évolution des effectifs du CIS, le concepteur prévoiera les installations nécessaires à la création d'une surélévation d'un étage en toiture permettant l'ajout ultérieur de 10 chambres et 2 blocs sanitaires. Les circulations donnant l'accès aux chambres devront disposer de portes de recouvrement facilement déplaçables afin d'augmenter la capacité des zones d'accueil des personnels féminins.
Blocs sanitaires	20	En plusieurs blocs répartis à proximité des chambres. L'Art.R.4228-10 du Code du travail prévoit 1 WC/10 femmes (2,5m²) ; 1 lavabo/10 pers.(2,5m²) ; 1 douche = 2,5m² x nb ; + surface de dégagement et banc. Calcul réalisé sur la base de l'effectif en garde. En 4 blocs distincts.
Local Armoires	15	Zone d'entreposage du matériel de couchage entre les gardes.
<b>Les locaux techniques</b>		
Local ménage	3	Local nécessaire au stockage de produits et matériels d'entretien. 1 par étage suivant code du travail.
Local personnel ménage	5	Obligation code du travail. CIS professionnel disposant de personnel d'entretien.
Local Groupe électrogène	12	
Local CFO	6	Locaux dimensionnés suivant besoins fonctionnels (maintenance) et taille des équipements.
Local CFA	6	Dimensionnement en collaboration avec le Service de la Maintenance Immobilière, le Groupement Pilotage Evaluation et Systèmes d'Informations (PEPSI) et suivant les RETEX usagers.
Chaufferie	15	



N°DBCA-2023-084

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SAMU 76A ET LE SDIS 76  
EXPERIMENTATION ADJOINT AU CHEF DE SALLE CTA-CODIS AU CRRA15**

Le 04 décembre 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

\*

\* \*

Vu :

- *la loi n°86-11 du 06 janvier 1986 modifiée relative à l'Aide Médicale Urgente,*
- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code de la santé publique,*
- *le code du travail,*
- *la circulaire n°151 du 29 mars 2004 NOR\_INTE 0400038C relative au rôle des SAMU, des Sdis et des ambulanciers dans l'aide médicale urgente,*
- *la circulaire du 18 septembre 1992 NOR\_INT 9200266C relative aux relations entre le SDIS et les établissements publics hospitaliers dans les interventions relevant de la gestion quotidienne des secours,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Le Service d'Aide Médicale Urgente du Centre Hospitalier Universitaire de Rouen (SAMU 76A) a sollicité le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) pour expérimenter un mode de collaboration et d'organisation entre les deux services, pendant une période de 3 mois.

Dans ce cadre, le Sdis 76 délocalise un adjoint au chef de salle CTA-CODIS au sein du Centre de Réception et de Régulation des Appels du SAMU 76A situé à Rouen, en journée du lundi au vendredi.

Les missions du sous-officier du Sdis présent au CRRA15 sont principalement de fluidifier les relations opérationnelles entre les deux services, d'optimiser la prise en charge des appels d'urgence, de faciliter le partage d'informations et des pratiques mutuelles, d'apporter du conseil et d'optimiser le suivi des interventions.

L'expérimentation fera l'objet d'une évaluation conjointe, pour déterminer l'opportunité de pérenniser et/ou modifier le dispositif testé.

Cette convention est conclue pour une durée de 3 mois, du 06 novembre 2023 au 02 février 2024. Elle définit les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques, et les moyens mis à disposition. Cette convention est faite à titre gracieux.

Ainsi, il convient d'autoriser le Président à signer la convention précitée, jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DBCA-2023-084-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023

Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

## Convention de partenariat entre le CHU de Rouen-SAMU 76A et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine- Maritime

### ENTRE :

#### **Le centre Hospitalier Universitaire de Rouen**

Sis 1 rue de Germont à Rouen (76000)

Représenté par sa Directrice Générale, Madame Véronique DESJARDINS

Pour le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) 76A

Placé sous la responsabilité du Docteur Cédric DAMM

Ci-après dénommé le « CHU de Rouen » ou le « SAMU 76A »

D'une part,

### Et

#### **Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime – SDIS 76**

Sis rue du Verger à Yvetot (76190)

Représenté par le Président du Conseil d'administration, Monsieur André GAUTIER

Pour le Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime

Ci-après dénommé le « SDIS » ou le « CODIS »

D'autre part,

Le Centre Hospitalier Universitaire de Rouen et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime étant ci-après individuellement ou collectivement désignés par la ou les « Parties ».

- Vu la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 modifiée relative à l'Aide Médicale Urgente ;
- Vu le code de la santé publique relatif au SAMU, et au SMUR notamment les articles L.6311-1, R.6311-1 à R.6311-13, D.6123-15, D.6124-309 et D.6124-310 ;
- Vu le décrets n° 2006-576 du 22 mai 2006 relatif à la médecine d'urgence et modifiant le code de la santé publique ;
- Vu le décret n° 87-1005 du 16 décembre 1987 relatif aux missions et à l'organisation des unités participant au Service d'Aide Médicale Urgente modifié par le décret n°2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (Dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions du code la santé publique ;
- Vu le décret n° 97-620 du 30 mai 1997 relatif aux conditions techniques de fonctionnement auxquelles doivent satisfaire les établissements de santé pour être autorisés à mettre en œuvre des services mobiles d'urgence et de réanimation et modifiant le code de la Santé Publique (troisième partie : décrets) ;
- Vu la circulaire du 18 septembre 1992 NOR\_INT 9200266 C relative aux relations entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours et les établissements publics hospitaliers dans les interventions relevant de la gestion quotidienne des secours ;
- Vu la circulaire N° 151 du 29 mars 2004 NOR\_INTE 0400038C relative au rôle des SAMU, des SDIS et des ambulanciers dans l'aide médicale urgente ;

Il a été convenu et accepté ce qui suit :

#### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en place d'une nouvelle organisation au sein du Centre de Réception et de Régulation des Appels (CRRA) du Centre 15 du SAMU 76A par l'accueil d'un adjoint chef de salle du Centre de Traitement des Appels du Centre Opérationnels Départemental d'Incendie et de Secours (CTA-CODIS) du SDIS 76.

Cette nouvelle organisation a pour objectifs de :

- Fluidifier relations opérationnelles des lignes d'appel du Centre 15 et de la ligne d'appel du 18 des sapeurs-pompiers (SDIS) en tant que référent opérationnel du SDIS au Centre 15 ;
- Optimiser la prise en charge par le Centre 15 des appels santé reçus au SDIS, et des appels reçus au Centre 15 relevant du SDIS ;
- Faciliter le partage d'informations opérationnelles entre les deux services ;
- Optimiser et formaliser les demandes d'intervention du Centre 15 au SDIS et contribuer à leur suivi opérationnel ;
- Optimiser les demandes et le suivi des interventions avec engagement de moyens spéciaux par le SDIS notamment en situation sanitaire exceptionnel (SSE) ou à risques pour les équipes engagées.

#### Article 2 : Missions de l'adjoint chef de salle du CTA-CODIS du SDIS 76

L'adjoint chef de salle du CTA-CODIS du SDIS 76 au sein du CRRA du SAMU 76A a pour missions de :

- Coordonner les demandes d'intervention des moyens SDIS suivantes :
  - Dans le cadre des missions SDIS : secours d'urgence aux personnes (SUAP), relevage, moyens spéciaux,
  - En cas de carence de transport sanitaire urgent (TSU) : qualification, requalification.
- Vérifier et d'assurer la veille de la coordination des interventions conjointes SAMU-SDIS, soit :
  - Mise en conférence des lignes d'appel du 18 (sapeurs-pompiers) vers la ligne d'appel du 15 (SAMU) et de la ligne d'appel du 15 vers la ligne d'appel du 18,
  - Suivi et ajustement des moyens SDIS,
  - Vérification du report des moyens SDIS (véhicule de secours et d'assistance aux victimes, véhicule tout usage) ou de la SC (Dragon) sur les deux systèmes d'information.
- Etre l'interlocuteur de la ligne d'appel du 17 (police secours) pour la sécurisation des interventions à risque,
- Etre l'interlocuteur pour la sécurisation de la drop zone (DZ) en intervention primaire (Viking, Dragon),
- Assurer le suivi de la disponibilité des infirmiers sapeurs-pompiers (ISP) et proposer leur intervention aux médecins régulateurs hospitaliers (MRH),
- Participer à la visioconférence entre le SAMU et le SDIS chaque matin à 8h30.



### Article 3 : Moyens mis à disposition auprès de l'adjoint chef de salle du CTA CODIS

#### 3.1 – Mises à disposition

Afin de réaliser ces missions, il est mis à disposition de l'adjoint chef de salle du CTA-CODIS du SDIS 76 un poste dédié « Moyens SDIS » à proximité du poste « Moyens SAMU ».

Il dispose d'un numéro de téléphone dédié pour être joignable au SAMU 76A.

Il a accès aux systèmes d'information du :

- SDIS
- RRAMU : cet accès est limité aux demandes effectuées d'engagement d'un Moyen SP ou Sécurité civile.

Au regard de ces accès informatiques, il est rappelé que :

- Le matériel informatique fourni par le CHU de Rouen (unité centrale, PC avec écran et double écran, imprimante, webcam, casque audio, etc.) ainsi que la maintenance et le renouvellement desdits matériels sont gérés par le CHU de Rouen.
- De même l'utilisation de logiciels ou d'applications relevant de la responsabilité du CHU de Rouen sont gérés exclusivement par le CHU de Rouen.

#### 3.2 – Conditions du poste d'adjoint chef de salle CTA-CODIS au SDIS 76 au SAMU 76A

- Le poste est situé au CRRA du Centre 15.  
Ce poste couvre l'horaire de 7h30 à 19h30 du lundi au vendredi dans la mesure où le CODIS est en capacité de mettre à disposition un agent en fonction de l'activité opérationnelle et des effectifs du jour.
- Un vestiaire et un placard journalier sont mis à disposition.
- Les repas personnels sont pris dans les locaux prévus à cet effet au SAMU 76A.
- Le parking est situé à la caserne Gambetta du SDIS 76 où un badge d'accès aux locaux du CRRA 15 sera mis à disposition.

### Article 4 : Responsabilité et assurances

L'adjoint chef de salle du CTA-CODIS s'engage à respecter le règlement intérieur du CHU de Rouen et spécifiquement celui de l'Hôpital Charles Nicolle et du SAMU 76A, de se conformer au respect des règles de sécurité et de sécurité incendie.

Chacune des Parties à la convention assume ses propres risques de responsabilité et ceux de ses personnels liés à l'exécution de la présente convention.

Conformément à l'article L.1142-2 du Code de la santé publique, les Parties cocontractantes détiennent une police d'assurance les garantissant pour leur responsabilité administrative au titre de leurs activités de prévention, de diagnostic ou de soins. Cette garantie ne serait être mobilisée en cas de faute personnelle détachable du service.

## Article 5 : Bilan

Cette nouvelle organisation au sein du Centre de Réception et de Régulation des Appels (CRRA) du Centre 15 du SAMU 76A devra faire l'objet d'un bilan entre les deux structures.

A l'issue de ce bilan, sera envisagée la poursuite de cette nouvelle organisation telle qu'elle est décrite dans la présente convention ou d'intégrer de nouvelles modalités à cette dernière.

## Article 6 : Durée – Révision - Résiliation

### **6.1 – Durée de la convention**

La présente convention s'inscrit dans une phase pilote d'une durée de trois (3) mois du lundi 6 novembre 2023 au vendredi 2 février 2024.

Au-delà de la phase pilote, selon les constats établis par le bilan prévu à l'article 5 de la présente convention, celle-ci pourra être prolongée et/ou complétée par voie d'avenant ou par la signature d'une nouvelle convention entre les Parties.

### **6.2 – Modification de la convention**

Les deux Parties s'engagent à s'informer mutuellement de toute modification de fonctionnement en relation avec l'objet de la présente convention. Toute modification de la présente convention est subordonnée à l'accord préalable des deux Parties contractantes et fera l'objet d'un avenant.

### **6.3 – Résiliation de la convention**

Toute Partie ne souhaitant pas renouveler ses engagements sera tenue d'en avertir le cocontractant par courrier recommandé avec avis de réception, dans un délai d'un mois avant l'échéance du terme.

La présente convention peut être résiliée :

- Par accord mutuel des Parties ;
- En cas de défaut d'exécution avéré des présentes obligations, ou de désaccord persistant non susceptible d'être résolu, la convention peut être résiliée à la demande de l'une des Parties par courrier recommandé avec avis de réception ;

Aucune indemnité ne sera versée en cas de résiliation.

## Article 7 : Litige

Tout litige entre les Parties non susceptible d'être résolu par voie amiable sera porté devant le tribunal administratif de Rouen.

Fait à Rouen en deux exemplaires originaux, le 30 octobre 2023.

**Pour le CHU de Rouen**  
La Directrice Générale  
Madame Véronique DESJARDINS

**Pour le SDIS 76**  
Le Président du conseil d'administration  
Monsieur André GAUTIER

- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
11
- Pouvoirs :  
2
- Votants :  
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**APPROBATION D'UN REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER DANS LE CADRE DU PASSAGE  
A LA NOMENCLATURE COMPTABLE M57**

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER.

**Suppléant**

M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

**III. Membre de droit :**

-

**IV. Pouvoirs :**

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, Jean-Pierre THEVENOT, M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
Toutes	Tous	Tous

\*  
\* \*

Vu :

- les articles L 1424-1 et suivants relatifs aux services d'incendie et de secours,
- les articles L 1612-1 et suivants relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets locaux,
- l'article L 3241-1 rendant applicable aux Sdis l'essentiel des règles relatives aux finances des Départements,
- l'article L 3312-4 fixant les modalités de gestion des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP),
- le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- le référentiel budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs, régulièrement mis à jour par arrêté.

\*  
\* \*

Dans le cadre du passage à la M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2024, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) doit se doter d'un règlement budgétaire et financier (RBF).

Ce règlement budgétaire et financier (RBF), valable pour la durée de la mandature, dont le contenu est défini par le Code Général des Collectivités Territoriales, doit notamment :

- décrire les procédures budgétaires et comptables, en précisant notamment leurs modalités d'application au sein de notre établissement,
- formaliser un référentiel commun, une culture de gestion que les groupements, les services de notre établissement se sont appropriés,
- rappeler les normes et respecter le principe de permanence des méthodes,
- fixer le dispositif de gestion des autorisations de programmes (AP), d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP).

Le règlement budgétaire et financier qu'il vous est proposé ici d'adopter, reprend les notions évoquées précédemment en les adaptant au contexte de notre établissement.

C'est un document de référence pour l'ensemble des questionnements budgétaires et comptables émanant des acteurs (agents comme élus) du Sdis 76, dans l'exercice de leurs missions quotidiennes respectives.

Ainsi, il vous est proposé d'approuver le règlement budgétaire et financier du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DCA-2023-065-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023  
Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

# REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Le présent Règlement Budgétaire et Financier (RBF) formalise et précise les règles de gestion budgétaire et comptable en vigueur au SDIS de la Seine-Maritime, notamment les règles internes que l'établissement a souhaité se donner. Il constitue en cela un socle de connaissance commun à l'ensemble des acteurs de l'établissement public.

A l'occasion de chaque renouvellement de ses membres, le Conseil d'administration doit se doter d'un RBF valable pour la durée de la mandature. Ce règlement est mis à jour autant de fois que nécessaire.

Version délibérée par le Conseil d'administration le 4 décembre 2023

## PRÉAMBULE

Le référentiel budgétaire et comptable M57 devient obligatoire pour toutes les collectivités et établissements publics à compter du 1er janvier 2024. Il intègre progressivement les principes du futur recueil des normes comptables pour le secteur local, en cours d'élaboration par le conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP), visant à harmoniser les principes comptables au sein de la sphère publique au regard des standards internationaux.

L'adoption de ce référentiel suppose :

- Que le Comptable public ait émis un favorable,
- Que la délibération d'option pour l'application du référentiel M57 fasse expressément référence à l'avis du Comptable public.

Sur l'avis favorable du Payeur départemental, comptable de l'établissement, les membres du Conseil d'administration du Sdis 76 ont adopté la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57, pour son budget principal et son budget annexe restauration, à compter du 1er janvier 2024, par délibération n° 2023-... en date du 4 décembre 2023.

De manière générale, le RBF présente l'avantage de :

- Décrire les procédures de l'établissement, les faire connaître avec précision et se donner pour objectif de les suivre le plus précisément possible,
- Créer un référentiel commun et une culture de gestion que les services de l'établissement doivent s'approprier,
- Rappeler les normes et respecter le principe de permanence des méthodes,

## Table des matières

I.	LE CADRE BUDGÉTAIRE DU SDIS 76.....	4
1.	Les grands principes budgétaires .....	4
2.	Le cycle et les documents budgétaires .....	5
3.	La préparation et la présentation des différentes étapes budgétaires .....	6
II.	L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE ET LA GESTION DES CRÉDITS .....	8
1.	L'exécution avant le vote du budget.....	8
2.	L'engagement juridique et comptable.....	8
3.	La liquidation et le mandatement.....	9
4.	La carte achat.....	10
5.	L'exécution des recettes.....	10
6.	La fongibilité des crédits.....	11
7.	Les provisions pour risques et charges .....	11
8.	Les subventions.....	12
9.	La clôture de l'exercice .....	12
III.	LA GESTION PLURIANNUELLE DES CRÉDITS .....	13
1.	Définitions d'AP/CP et AE/CP.....	13
2.	Les objectifs de l'adoption des procédures d'AP/CP et AE/CP .....	14
3.	Création et contenu des AP/CP et AE/CP .....	14
4.	L'exécution des AP/CP et AE/CP .....	15
5.	Les dépenses imprévues.....	15
6.	L'information des élus .....	16
IV.	LA GESTION DU PATRIMOINE.....	16
1.	L'inventaire comptable.....	16
2.	Entrée et sortie de l'immobilisation .....	16
3.	Les biens de faible valeur .....	17
4.	L'amortissement .....	17
V.	LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE.....	18
1.	La dette du Sdis 76.....	18
2.	Les lignes de trésorerie.....	18
VI.	LES RÉGIES DU SDIS 76 .....	19

# I. LE CADRE BUDGÉTAIRE DU SDIS 76

## 1. Les grands principes budgétaires

Le budget est l'acte par lequel l'assemblée délibérante prévoit et autorise les dépenses et les recettes d'un exercice. Le budget d'un Sdis doit respecter les six grands principes des finances publiques, comme toute collectivité.

**Le principe d'annualité budgétaire** : le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées, par l'assemblée délibérante, les recettes et les dépenses d'un exercice budgétaire, soit du 1er janvier au 31 décembre. Il existe des dérogations à ce principe, notamment la possibilité de voter le budget jusqu'au 15 avril hors année de renouvellement général de l'assemblée délibérante et jusqu'au 30 avril en cas de renouvellement mais aussi les reports de crédits ou la gestion en autorisations de programme pour l'investissement.

**Le principe d'unité budgétaire** : la totalité des recettes et des dépenses doit figurer dans un document budgétaire unique. En pratique, ce principe connaît de nombreux aménagements notamment les budgets annexes. Notre établissement est concerné au travers du budget annexe restauration.

**Le principe d'universalité budgétaire** : toutes les opérations de dépenses et de recettes doivent être indiquées dans leur intégralité dans le budget. Ce principe est complété par les règles de non affectation des recettes aux dépenses et de non compensation entre les recettes et les dépenses. Des exceptions peuvent résulter de textes législatifs ou concerner les subventions affectées.

**Le principe de spécialité budgétaire** : il consiste à n'autoriser une dépense qu'à un service ou groupement pour un objet particulier. Ainsi, les crédits sont affectés à un service ou à un ensemble de services, et sont spécialisés par chapitre groupant les dépenses selon leur nature ou selon leur destination.

**Le principe d'équilibre budgétaire** : il implique l'existence d'un équilibre réel entre les recettes et les dépenses inscrites au budget et entre les deux sections (fonctionnement et investissement). Le remboursement en capital des annuités de la dette doit toujours être couvert par les ressources propres du Sdis 76.

**Le principe de sincérité budgétaire** : il implique l'exhaustivité, la cohérence et l'exactitude des informations budgétaires fournis par le Sdis 76. La sincérité budgétaire s'inscrit dans une logique de transparence de la gestion publique.

## 2. Le cycle et les documents budgétaires

Préalablement à la présentation du budget primitif, le Président du conseil d'administration du Sdis 76 présente à son Conseil d'administration (CASDIS) deux types de rapport.

Tout d'abord, un rapport sur **l'évaluation des ressources et des charges prévisibles (RERC)** est formalisé. Il développe les perspectives pour l'année à venir de l'établissement. Il s'agit d'un rapport spécifique aux Sdis.

Ce dernier permet au Département de prendre connaissance des montants prévisionnels de dépenses et recettes, tant en fonctionnement qu'en investissement.

Par ailleurs, le Département est informé des prévisions relatives aux contributions obligatoires appelées auprès des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) pour le financement du Sdis 76.

Pour mémoire, les contributions appelées auprès du bloc communal ne peuvent excéder le montant global de l'exercice précédent, augmenté de l'indice des prix à la consommation (Indice des prix à la consommation hors tabac).

Le RERC intègre les dispositions financières de la convention pluriannuelle de partenariat élaborée avec le Département et fixant sa participation.

Le Président du conseil d'administration du Sdis 76 présente, ensuite, et dans un délai de 2 mois précédant le vote du budget primitif, **le rapport d'orientations budgétaires (ROB)**. Il aborde notamment les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, les engagements pluriannuels notamment en matière de programmations d'investissements, les évolutions des charges de personnel et la structure de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'assemblée qui doit être acté par une délibération spécifique.

**Le budget primitif (BP)** prévoit les recettes et dépenses de l'établissement au titre de l'année et l'ouverture budgétaire des autorisations de programme et des crédits de paiement. Le budget peut être voté avec une reprise anticipée des résultats si le compte administratif n'a pas encore été adopté au moment du vote du budget primitif. Il est composé d'un certain nombre d'annexes obligatoires, permettant d'éclairer les élus (dette, éléments du bilan, engagements hors bilan, état du personnel). Ce dernier est présenté à l'assemblée délibérante qui le vote.

Le vote du budget du Sdis 76 s'effectue au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement. L'exécutif peut proposer au vote du conseil d'administration du Sdis 76 des autorisations de programmes (AP) dans le cadre d'une délibération distincte.

**Les décisions modificatives (DM)** autorisent la modification ou l'inscription nouvelle de dépenses non prévues lors des précédentes décisions budgétaires. Ces dépenses doivent être équilibrées par des recettes.

**Le budget supplémentaire (BS)** constitue une délibération budgétaire modificative ayant pour particularité de reprendre les résultats comptables de l'exercice précédent, dans l'hypothèse où ces derniers n'ont pas été repris lors du vote du budget primitif.

**Le compte administratif (CA)** est un document de synthèse qui présente les résultats de l'exécution du budget de l'exercice. Il présente en annexe un bilan de la gestion pluriannuelle. Il doit être conforme au compte de gestion présenté par le comptable public et dont le vote doit intervenir préalablement à celui du compte administratif.

Le compte administratif doit être voté avant le 30 juin de l'année suivant la clôture de l'exercice, en l'absence de l'ordonnateur qui doit quitter la salle lors de ce vote.

### **3. La préparation et la présentation des différentes étapes budgétaires**

#### **Le budget primitif (BP)**

Le budget du Sdis 76 est présenté par nature, sans présentation croisée par fonction, comme cela est possible pour les services publics à activité unique érigés en établissement public.

Le budget est divisé en chapitres et articles. Les crédits budgétaires font l'objet de regroupements au sein d'enveloppes financières globales appelées chapitres. En dépenses, les crédits votés sont limitatifs, les engagements ne peuvent être validés que si des crédits ont été inscrits. En recettes, les crédits sont évaluatifs, les recettes réalisées peuvent être supérieures aux prévisions. Ce dernier est présenté au conseil d'administration qui le vote avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique.

Certaines opérations s'envisagent sur plusieurs exercices, elles sont présentées sous la forme d'autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP), au sein de la section d'investissement.

A ce stade, le Sdis 76 ne dispose pas d'autorisation d'engagement en fonctionnement mais se laisse la possibilité d'y recourir en cas de nécessité.

Par ailleurs, **dans le cadre de la préparation budgétaire une note de cadrage** est transmise aux services et groupements, détaillant les étapes à effectuer selon le calendrier fixé par l'établissement. Il fixe les dates butoirs de transmission des expressions de besoin en fonctionnement comme en investissement, ainsi que les enveloppes, le cas échéant, à respecter pour chacun d'entre eux. A l'issue, le groupement finances organise des conférences budgétaires permettant aux groupements et services, gestionnaire de crédits de présenter leurs demandes auprès de l'équipe de Direction.

Au terme de ces conférences, des arbitrages budgétaires sont établis permettant ainsi au groupement finances de rédiger le RERC, le ROB et à terme d'équilibrer le budget primitif dans le respect de la convention de partenariat signée avec le Département.



### **Les décisions modificatives (DM)**

Au cours de l'exercice budgétaire, les prévisions de dépenses et de recettes formulées au sein du budget primitif peuvent être revues lors d'une (ou plusieurs) étape budgétaire spécifique dénommée « décisions modificative ».

Cette décision, partie intégrante du budget de l'exercice, doit respecter les mêmes règles de présentation et d'adoption que le budget primitif.

Les DM peuvent être prises jusqu'au 21<sup>ème</sup> jour après la fin de l'exercice pour permettre :

- Le règlement des dépenses engagées avant le 31 décembre de l'année précédente,
- La réalisation des opérations d'ordre de chacune des deux sections du budget ou entre ces sections.

Dans ce cadre, des entretiens budgétaires ont lieu en cours d'année, pour la préparation des décisions modificatives. Les expressions de besoin en fonctionnement comme en investissement des services ou groupements sont soumis pour arbitrage au groupement finances et auprès de l'équipe de Direction.

### **Le budget supplémentaire (BS)**

Le budget supplémentaire constitue une délibération budgétaire modificative ayant pour particularité de reprendre les résultats comptables de l'exercice précédent, dans l'hypothèse où ces derniers n'ont pas déjà été repris au budget primitif.

Le BS est facultatif et n'obéit qu'à une seule règle, l'équilibre à l'intérieur de chaque section.

### **Le compte administratif (CA)**

Le compte administratif est un document qui synthétise les résultats de l'exécution du budget annuel écoulé.

Accompagné d'une note brève et synthétique, il constate le solde d'exécution de la section d'investissement et le résultat de la section de fonctionnement.

Le CA étant le résultat de la gestion du président du conseil d'administration, ce dernier ne prend pas part au vote. Le débat s'effectue sous la présidence d'un administrateur désigné (1<sup>er</sup> vice-président, doyen..), le CASDIS approuve ainsi le résultat de l'exercice et donne quitus au président de sa gestion sur l'année écoulée.

### **Le compte de gestion (CG)**

Le compte de gestion est le résultat des opérations effectuées par le comptable public pour le compte du Sdis 76. Il reflète l'exactitude des écritures du compte administratif. Contrairement au vote au compte administratif, le président prend part au vote qui consiste à approuver le compte de gestion du comptable public.

## II. L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE ET LA GESTION DES CRÉDITS

### 1. L'exécution avant le vote du budget

Si le budget est voté après le 1<sup>er</sup> janvier, des aménagements sont prévus pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours à la date de vote effectif du budget primitif.

- **En fonctionnement**, il est possible de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, liquider et mandater les dépenses (hors autorisations d'engagement) dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente,
- **En investissement**, il est possible d'engager, liquider et mandater les dépenses (hors autorisation de programme), **dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent**, sous réserve d'une délibération de l'assemblée délibérante précisant le montant et l'affectation des crédits,
- Pour les dépenses à caractère pluriannuel comprises **dans une autorisation de programme ou une autorisation d'engagement**, il est possible de liquider et mandater les dépenses correspondant au niveau des crédits déjà ouverts lors d'étapes budgétaires antérieures.
- Il est également possible de mandater les dépenses afférentes au remboursement des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

### 2. L'engagement juridique et comptable

**L'engagement comptable** est une obligation en dépenses, et une faculté en recettes, bien que fort recommandé. Il est concomitant à l'engagement juridique, et permet de connaître à tout moment les crédits réellement disponibles. Il comporte nécessairement un montant prévisionnel de dépenses, un tiers identifié, une imputation budgétaire.

**L'engagement juridique** est l'acte par lequel un organisme public crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge. Les actes constitutifs des engagements juridiques sont : les bons de commandes, les marchés, certains arrêtés, certaines délibérations, la plupart des conventions.

Cette comptabilité d'engagement permet de dégager, en fin d'exercice :

- le montant des restes à réaliser, dépenses ou recettes d'investissement ou de fonctionnement, engagées mais non encore mandatées à la clôture de l'exercice, conformément à la liste des engagements visée par les gestionnaires de crédits qui constitueront des reports sur l'exercice n+1 (hors autorisations de programme),
- le montant **des rattachements de charges et de produits**, dépenses ou recettes significatives et non récurrentes de fonctionnement engagées pour lesquelles le service est fait et attesté avant le 31 décembre de l'exercice N. Cette procédure vise à faire apparaître dans le résultat d'un exercice donné toutes les charges et tous les produits qui s'y rapportent.

### 3. La liquidation et le mandatement

La liquidation est l'opération par laquelle la dépense devient certaine et exigible. Elle est arrêtée dans son montant définitif et devient susceptible d'être payée.

Au Sdis 76, elle suppose au préalable l'attestation du service fait par le service gestionnaire après :

- Vérification du produit livré et des quantités, de la réalisation totale de la prestation...,
- Vérification du prix appliqué (sur marché prix conformes au bordereau des prix unitaires, hors marché prix conformes au devis).

Une fois cette attestation effectuée, le service des affaires budgétaires et financières peut liquider.

**L'ordonnancement** est le mandat de payer émis par l'ordonnateur à destination du comptable public, accompagné des pièces justificatives lui permettant d'effectuer les vérifications et contrôles préalables au paiement. Il est également effectué par le service des affaires budgétaires et financières.

**Le paiement** est effectué par le comptable public. Il contrôle la qualité de l'ordonnateur, la disponibilité des crédits, l'imputation comptable, la validité de la dépense et le caractère libératoire du règlement. En revanche, il ne peut juger de l'opportunité de la dépense.

Par ailleurs, le Sdis 76 fait partie des établissements tenus à un délai global de paiement de 30 jours entre la réception de la facture et le décaissement par le Comptable public. Ce délai est réparti entre 20 jours pour le Sdis 76 et 10 jours pour le comptable. Depuis le 1er Janvier 2020, les fournisseurs du Sdis 76 ont **l'obligation de transmettre leurs factures via Chorus Pro**, solution unique mise à disposition gratuitement par l'État, qui permet de tracer toutes les étapes de leur traitement.

En cas de non-respect du délai global de paiement, **des intérêts moratoires** sont versés au fournisseur. En plus des intérêts moratoires, le créancier reçoit une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 €.

Cependant, le Sdis 76 peut suspendre le délai de paiement en cas d'erreur sur la facture ou de contestation du service fait (erreurs de quantités, de prix, prestation non totalement effectuée). Le service gestionnaire du Sdis 76 procède alors au rejet de la facture. À réception de l'ensemble des justificatifs, un nouveau délai de 30 jours est ouvert.

Si le retard est de la responsabilité de la Paierie Départementale, un titre est émis à l'encontre du Payeur Départemental au prorata du nombre de jours de retard qui lui est imputable.

## 4. La carte achat

Le Sdis 76 a souscrit un contrat avec un établissement bancaire pour disposer de cartes d'achat. Ce dispositif s'appuie sur un compte bancaire fonctionnant sur un principe d'avance de trésorerie à reconstituer, chaque fin de mois, par l'émission d'un mandat global.

La carte achat permet aux agents du Sdis 76 de s'approvisionner directement auprès de fournisseurs identifiés, fluidifiant ainsi le traitement administratif.

Cependant, l'utilisation de la carte achat permet de répondre à des besoins urgents principalement en fonctionnement tels que : la fleuristerie, l'alimentation, la quincaillerie, les frais de transport et le carburant.

La carte est rigoureusement personnelle et ne doit pas faire l'objet de prêt. Le titulaire est responsable de l'utilisation de la carte et est désigné par un arrêté du Président.

## 5. L'exécution des recettes

Toute créance de l'établissement fait l'objet d'un titre qui matérialise ses droits.

La recette peut être établie à partir d'un document externe (jugement exécutoire), un acte multilatéral (contrat, convention, bail, etc) ou encore par un document produit par l'ordonnateur (état de frais reposant sur une délibération, etc).

Le document permettant d'établir le titre de recettes doit mentionner :

- Le nom et le prénom de la personne devant payer la créance, pour les personnes morales, il faut faire apparaître le nom de celle-ci à titre principal,
- Son adresse précise,
- L'indication de la nature de la créance,
- La référence aux textes (législatifs, réglementaires, délibération) ou au fait générateur sur lesquels est fondée l'existence de la créance,
- Le montant de la somme à recouvrer.

Il est adressé par le service gestionnaire au service chargé des finances et est accompagné des pièces justifiant l'émission du titre de recettes (délibération, etc).

La liquidation de la recette consiste à calculer le montant de la créance que détient l'administration sur un débiteur.

L'émission d'un titre de recette est le commencement de la procédure de mise en recouvrement. Dès son émission, il a une force exécutoire, obligeant le débiteur à payer.

## 6. La fongibilité des crédits

En principe, seule l'assemblée délibérante est autorisée à modifier les crédits votés. La fongibilité des crédits consiste en la possibilité pour l'exécutif de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, au sein de la même section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

En application de l'article L.5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante peut, par délibération autoriser l'exécutif à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section.

En pratique, cette autorisation est donnée lors du vote du budget.

Ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre.

**Ces virements font l'objet de décisions expresses notifiées au comptable public, transmises au contrôle de légalité et présentées à l'assemblée délibérante lors de sa plus proche séance.** Ces virements se matérialisent sous la forme d'arrêté.

Enfin, il peut être procédé à **des virements de crédits au sein d'un même chapitre** entre articles budgétaires. En effet, le budget est voté par les élus au niveau du chapitre. Les gestionnaires doivent alors effectuer leurs demandes de virements de crédits auprès du service des affaires budgétaires et financières, seul habilité à réaliser cette opération.

## 7. Les provisions pour risques et charges

En application des principes de prudence et de sincérité, toute entité publique locale a l'obligation de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré, ou une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif. Le montant de la provision ou dépréciation doit être enregistré dans sa totalité sur l'exercice au cours duquel le risque ou la perte de valeur est constaté.

Le Sdis 76 constitue des provisions notamment pour créances douteuses. Elles doivent être effectuées quand il existe un doute sur le recouvrement des créances de l'établissement.

Ainsi, le comptable public peut demander l'admission en non-valeur de certaines de ces créances s'il estime que le paiement n'aboutira pas. Il peut également décider de les laisser en provisions, afin de poursuivre le recouvrement par les différentes voies légales qui s'ouvrent à lui.

## 8. Les subventions

Chaque année, des délibérations spécifiques sur l'ensemble des demandes de subventions de fonctionnement des associations sont présentées aux membres du conseil d'administration du Sdis 76.

Par ailleurs, en M57, les subventions d'investissement versées sont considérées, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, comme un actif spécifique, ce qui implique leur suivi individualisé en comptabilité.

Il faut alors les comptabiliser à l'actif aux comptes 204x ou 2324 si l'entité bénéficiaire est en capacité de suivre le lien entre la subvention octroyée et l'immobilisation acquise. Dans le cas contraire, elles sont comptabilisées au compte 657X « subvention ».

Par ailleurs, il convient de les comptabiliser au compte 2324 (immobilisations incorporelles en cours) lorsque la subvention comporte des conditions de réalisations. Ces subventions sont alors transférées au compte 204X à la date à laquelle l'immobilisation financée est mise en service chez le bénéficiaire.

Le Sdis 76 commence à amortir la subvention à compter de la date de mise en service de l'immobilisation financée chez l'entité bénéficiaire. Par simplification, il est possible de retenir la date du dernier mandat de la subvention comme début d'amortissement. La durée d'amortissement sera égale à celle d'utilisation attendue de l'immobilisation financée.

## 9. La clôture de l'exercice

Pour préparer la clôture de l'exercice, une information est transmise aux groupements, afin de leur indiquer les dates butoirs de l'exécution budgétaire en cours (derniers virements de crédits, derniers bons de commande, dernières validations de service fait, préparation des rattachements des charges et produits à l'exercice et calcul des reports en investissement).

Le rattachement des charges et des produits répond au principe d'annualité budgétaire et concourt à la sincérité budgétaire.

Le rattachement des charges à l'exercice N+1 porte sur les dépenses de fonctionnement engagées pour lesquelles le service fait a été constaté durant l'exercice N sans toutefois que la facture ne soit parvenue au Sdis. Ces dépenses, récapitulées sur un état détaillé par chapitre d'imputation et rappelant le numéro et le montant de l'engagement, donnent lieu à l'émission de mandats de rattachement. Le rattachement des charges ne concerne que la section de fonctionnement, alors que la section d'investissement peut faire l'objet de reports de crédits (ou restes à réaliser).

Le rattachement des produits à l'exercice N+1 porte sur les recettes engagées durant l'exercice N sans toutefois que les sommes ne soient encaissées dans l'année. Ces recettes donnent lieu à l'émission de titres de rattachement.

Les opérations de rattachement des charges doivent prendre en compte les intérêts courus non échus (ICNE). A la clôture de l'exercice, le rattachement des ICNE donne lieu à l'émission d'un mandat récapitulatif faisant apparaître les intérêts se rapportant à l'exercice mais non échus.

Au début de l'exercice suivant, l'ordonnateur émet un mandat ou un titre d'annulation pour le montant des charges et produits rattachés de l'exercice précédent.

Les charges et les produits constatés d'avance qui ont donné lieu à l'émission d'un mandat de paiement ou d'un titre de recettes se rapportant partiellement ou totalement à l'exercice suivant sont exclus du résultat annuel.

A la clôture de l'exercice, les charges constatées d'avance donnent lieu à émission d'un mandat d'annulation ou de réduction. Au début de l'exercice suivant, l'ordonnateur établit un nouveau mandat de régularisation sans décaissement (opérations d'ordre).

Pour les produits constatés d'avance, l'opération est identique : émission d'un titre de recettes d'annulation et émission d'un titre de recettes sur l'exercice suivant sans encaissement (opérations d'ordre).

### III. LA GESTION PLURIANNUELLE DES CRÉDITS

**Les autorisations de programme en investissement (AP) et les autorisations d'engagement en fonctionnement (AE)** permettent de ne pas faire supporter, au budget d'un seul exercice, l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice, tout en affichant une vision à moyen terme. Elles **constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur plusieurs années**. L'équilibre budgétaire de la section s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées annuellement dans le cadre des AP ou AE.

#### 1. Définitions d'AP/CP et AE/CP

L'AP/CP :

L'autorisation de programme constitue l'engagement par lequel le conseil d'administration détermine une enveloppe financière tant sur la réalisation de tout ou partie d'un programme d'investissement.

Le sdis 76 utilise actuellement la pratique de l'AP/CP pour sa gestion pluriannuelle en investissement.

L'AE/CP :

L'autorisation d'engagement (AE) concerne des crédits de fonctionnement. Les AE sont limitées quant à l'objet de la dépense. Cette procédure est réservée aux seules dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions au titre desquelles le Sdis 76 s'engage, au-delà d'un exercice budgétaire, dans la cadre de l'exercice de ses compétences, à verser une subvention, une participation.

## 2. Les objectifs de l'adoption des procédures d'AP/CP et AE/CP

L'adoption des procédures d'AP/CP et d'AE/CP vise à atteindre les objectifs suivants :

- Donner de la lisibilité aux investissements dont la réalisation couvre plusieurs exercices budgétaires,
- Donner de la lisibilité sur le financement de certaines opérations en détaillant les recettes correspondantes,
- Donner une meilleure sincérité au budget en rapprochant les prévisions des réalisations,
- Améliorer les taux de réalisation des crédits et la diminution corrélative des reports en investissement.

## 3. Création et contenu des AP/CP et AE/CP

Les AP et les AE sont proposées par le Président du Conseil d'administration et votées par l'assemblée par une délibération distincte de celle du vote du budget, ou d'une décision modificative, lors de toute étape budgétaire.

Cette délibération, dont le libellé doit être suffisamment clair, permet de fixer l'ensemble des éléments constitutifs de l'AP/AE : l'objet, le millésime, le besoin à satisfaire, le montant, le calendrier prévisionnel de réalisation, la ventilation des crédits de dépenses. L'échéancier ainsi fixé permet de déterminer les crédits de paiement (CP). La somme des CP doit correspondre au montant de l'AP/AE.

L'autorisation de programme est constituée lorsque le conseil d'administration décide d'inscrire au budget d'un exercice les premiers crédits de paiement.

Cette décision est dite affectation de l'AP.

L'affectation (acte comptable) consiste, après l'individualisation d'une action (acte politique), à réserver tout ou partie de l'autorisation de programme ou d'engagement votée, pour la réalisation d'une ou plusieurs opérations.

L'affectation matérialise comptablement la décision de l'ordonnateur de mettre en réserve un montant de crédits déterminé pour une opération.

L'affectation doit comporter un objet, un montant, un délai et mentionner l'autorisation de programme ou d'engagement de rattachement.

Les AP du Sdis 76 concernent des opérations d'un périmètre financier conséquent (construction de casernes, achats de véhicules...). Ces AP ont une durée qui est déterminée en fonction du projet et qui peut être adaptée selon son évolution, par une délibération de relissage de l'AP et une étape budgétaire.

La délibération de création de l'autorisation de programme intègre également les modes de financement.

Les crédits de recettes (CR) sont constitués par les financements provenant des engagements juridiques encadrés par des conventions.



## 4. L'exécution des AP/CP et AE/CP

L'exécution des AP et AE est également soumise à la règle de l'engagement préalable.

Ainsi, les AP et AE sont engagées comptablement par des engagements pluriannuels dits engagements d'AP.

Lors d'une étape budgétaire (BP, BS ou DM), le Président peut proposer un rapport relatif au relissage des AP/AE.

Ainsi, en fonction des réalisations, les crédits de paiement peuvent faire l'objet d'un ajustement en montant ou en durée.

L'échéancier doit faire l'objet d'un ajustement pour tenir compte des crédits de paiement constatés au compte administratif.

Au terme du projet, le Président propose la clôture de l'AP/AE dans une délibération spécifique qui met en évidence le montant final du programme.

Dans le cas contraire, l'AP ou l'AE est conservée jusqu'à clôture de l'ensemble des engagements.

## 5. Les dépenses imprévues

Avec le référentiel M57, des AP ou AE de « dépenses imprévues » peuvent être votées par l'assemblée délibérante pour faire face à des événements imprévus en section d'investissement ou de fonctionnement, dans la limite de 2 % des dépenses réelles de la section concernée. Ces mouvements sont pris en compte dans le plafond des 7,5 % des dépenses réelles de la section limitant les mouvements de crédits de chapitre à chapitre. Ces AP et ces AE ne comportent pas d'articles, ni de crédits de paiement et ne donnent pas lieu à exécution.

En cas d'événement imprévu, l'assemblée délibérante peut affecter ces AP ou ces AE sur le chapitre ou la dépense est nécessaire et utiliser les crédits de paiement existants de ce chapitre.

En l'absence d'engagement constaté à la fin de l'exercice, la part de l'AP ou de l'AE non affectée est obligatoirement annulée. Par ailleurs, une fois l'AP ou l'AE engagée sur l'article correspondant à la dépense imprévue, les crédits de paiement du chapitre sont consommés. En cas d'insuffisance de crédits de paiement sur le chapitre, l'exécutif peut procéder à des mouvements de crédits de paiement pour exécuter ces dépenses. Ces virements sont alors pris en compte dans le plafond de 7,5 % au maximum fixé par l'assemblée délibérante, relatif à la fongibilité des crédits.

Les montants d'AP ou d'AE prévus au titre des dépenses imprévues ne viennent pas impacter l'équilibre budgétaire.

## 6. L'information des élus

Les Sdis ont l'obligation de rendre compte de leur gestion pluriannuelle via les annexes budgétaires.

Au Sdis 76, les délibérations de recalage des AP et de leurs CP sont l'occasion de faire un point sur l'AP, aussi bien au niveau financier concernant l'utilisation effective des CP, qu'au niveau technique pour justifier de l'avancement des dossiers.

Avec le référentiel M57, un état de suivi des AP doit être présenté à chaque conseil d'administration.

Enfin, le vote du compte administratif est également l'occasion de présenter l'annexe budgétaire « situation des autorisations d'engagement et de programme », qui comprend notamment des informations sur l'état des stocks d'AP au terme de l'exercice.

## IV. LA GESTION DU PATRIMOINE

### 1. L'inventaire comptable

Le Sdis 76 dispose d'un patrimoine destiné à lui permettre de remplir les missions qui lui sont dévolues. Ce patrimoine figure au bilan. Celui-ci doit donner une image fidèle, complète et sincère de la situation patrimoniale de l'établissement. La bonne tenue de cet inventaire participe ainsi à la sincérité de l'équilibre budgétaire.

L'inventaire comptable correspond à l'ensemble des biens meubles ou immeubles, matériels, immatériels ou financiers, en cours de production ou achevés, propriété ou quasi propriété du Sdis.

Par ailleurs, le comptable public assure la tenue de l'actif immobilisé, qui doit être conforme à l'inventaire comptable de l'ordonnateur. Ce fichier permet d'une part, un suivi individuel et détaillé de chaque immobilisation et d'autre part, de justifier les soldes des comptes apparaissant à la balance et au bilan.

Chaque élément de patrimoine est référencé sous un numéro d'inventaire qui identifie le compte de rattachement et qui est transmis au comptable public. Tout mouvement en investissement doit faire référence à un numéro d'inventaire. Ces numéros sont référencés dans le logiciel financier.

### 2. Entrée et sortie de l'immobilisation

Un bien est comptabilisé en immobilisation s'il répond aux 5 critères cumulatifs suivants :

- le bien est destiné à rester durablement (non consommé au 1er usage) dans le patrimoine du Sdis ou à augmenter la valeur et/ou la durée de vie du bien immobilisé,
- le bien est un élément identifiable,
- le bien est amené à générer pour l'établissement des avantages économiques futurs (une valeur économique positive),

- le bien est un élément contrôlé par le Sdis (maîtrise des conditions d'utilisation du bien et du potentiel de service ou des avantages économiques associés à cette utilisation). Le droit de propriété n'est pas suffisant ni indispensable pour la comptabilisation d'une immobilisation,
- L'évaluation doit être déterminée avec une fiabilité suffisante.

La sortie d'une immobilisation du patrimoine fait l'objet d'une délibération spécifique avant la cession de l'immobilisation (à titre gratuit ou onéreux) ou à une destruction partielle ou totale (mise au rebut ou sinistre). Lors d'une cession d'un bien mobilier ou immobilier, des opérations d'ordre budgétaire (avec constatation d'une plus ou moins-value traduisant l'écart entre la valeur nette comptable du bien et sa valeur de marché) sont comptabilisées.

### 3. Les biens de faible valeur

Ces biens sont amortis en une fois, dans l'année qui suit leur acquisition, et ils sont sortis automatiquement de l'inventaire comptable et de l'actif à l'issue de l'année d'amortissement. Le seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations s'amortissent en 1 an est fixé à 500 € TTC, sauf si les achats constituent un ensemble homogène acquis en lot.

### 4. L'amortissement

L'amortissement est une technique comptable qui permet, chaque année, de constater forfaitairement la dépréciation des immobilisations et de dégager les ressources pour pouvoir les renouveler régulièrement. Ce procédé comptable permet d'étaler dans le temps la charge consécutive au remplacement des immobilisations. La dotation aux amortissements constitue une dépense obligatoire.

L'amortissement est obligatoire pour les Sdis sur l'ensemble de l'actif immobilisé, y compris les subventions d'investissement versées conformément à l'article R 2321.1 du code général des collectivités territoriales. Il existe des exceptions notamment les œuvres d'art et les terrains (autres que les terrains de gisement).

La durée d'amortissement propre à chaque catégorie de bien est fixée par délibération du conseil d'administration. À chaque immobilisation correspond un tableau d'amortissement.

L'amortissement se traduit budgétairement par une écriture d'ordre donnant lieu à :

- une dépense de fonctionnement pour constater la dépréciation du bien par la dotation aux amortissements (article 6811),
- une recette d'investissement pour provisionner l'éventuel remplacement du bien (articles 28xx). Ces deux mouvements sont d'un montant identique.

En application du principe de permanence des méthodes, le Sdis 76 n'appliquera pas à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 l'amortissement au prorata temporis préconisé par la M57 mais, va poursuivre de manière dérogatoire l'amortissement de ses biens en année pleine à compter de l'exercice suivant leur acquisition.

Il est enfin nécessaire de préciser qu'avec le référentiel budgétaire et comptable M57, le Sdis peut continuer de neutraliser budgétairement les amortissements liés aux bâtiments administratifs et aux subventions d'équipement versées.

## V. LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE

Le Président a reçu délégation du Conseil d'administration du Sdis 76, par délibération n° DCA 2021-030 du 06 septembre 2021, pour procéder, si besoin, dans la limite des sommes inscrites au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus au budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les lignes de trésorerie.

### 1. La dette du Sdis 76

Pour compléter ses ressources, un Sdis peut recourir à l'emprunt pour le financement de la section d'investissement uniquement. Les emprunts des Sdis auprès des établissements de crédit ou des sociétés de financement sont soumis à certaines conditions définies à l'article L.1611-3-1 du CGCT.

Le remboursement du capital emprunté correspond à une dépense d'investissement, chapitre 16, qui doit être inscrite au budget et couverte par des recettes propres. Il est donc impossible de couvrir la charge d'une dette préexistante par un nouvel emprunt. Ce remboursement doit être mentionné dans le compte administratif.

Le remboursement des intérêts est comptabilisé en fonctionnement dans le chapitre 66 «charges financières». Le total de ces deux charges constitue l'annuité du remboursement de la dette.

### 2. Les lignes de trésorerie

Chaque Sdis dispose d'un compte au Trésor Public. Ses fonds y sont obligatoirement déposés et il lui est interdit de les placer. À l'inverse, des besoins de trésorerie peuvent apparaître. Il revient alors au Sdis de se doter d'outils de gestion de trésorerie, afin d'optimiser au mieux l'évolution de celle-ci.

Les lignes de trésorerie permettent de financer le décalage dans le temps entre le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes. Les crédits afférents ne donnent lieu à aucune inscription de recette budgétaire et ne peuvent financer de l'investissement.

## VI. LES RÉGIES DU SDIS 76

L'exécution du budget suppose un partage des tâches fondé sur le principe de la séparation de l'ordonnateur (Président du Sdis 76) et du comptable (Paierie départementale)<sup>1</sup>.

L'ordonnateur :

L'ordonnateur (Sdis 76) prescrit l'exécution des recettes et des dépenses. Il liquide les recettes, engage et liquide les dépenses. Au Sdis 76, le rôle d'ordonnateur revient de droit au Président.

Par arrêté du Président, le directeur et le directeur adjoint ont reçu délégation pour exercer le rôle d'ordonnateur dans les limites fixées par cet arrêté. Des délégations complémentaires peuvent être attribuées par arrêté du Président du Sdis 76 à certains niveaux hiérarchiques dans un champ de délégation déterminé.

Le comptable public (payeur départemental) est seul chargé :

- De la prise en charge et du recouvrement des ordres de recettes qui lui sont remis par l'ordonnateur, les créances constatées par un contrat ou autre titre dont il assure la conservation ainsi que l'encaissement des droits au comptant (numéraire) et des recettes de toute nature (dons, legs, subventions...) que le Sdis est habilité à recevoir,
- Du paiement des dépenses, soit sur ordre émanant du Sdis, soit au vu des titres présentés par les créanciers, soit de sa propre initiative (débit d'office), ainsi que de la suite à donner aux oppositions,
- De la garde et de la conservation des fonds et valeurs appartenant ou confiés au Sdis,
- Du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités (régie d'avance...),
- De la conservation des pièces justificatives des opérations et des documents de comptabilité.

Par ailleurs, le comptable public assure une prestation de conseil et d'assistance en matière budgétaire, comptable et financière.

Ce principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable connaît une exception avec les régies d'avances et de recettes, notamment destinées à faciliter l'encaissement de recettes et le paiement de dépenses.

Actuellement, le Sdis 76 a procédé à création de trois régies :

- Une régie d'avance « fonds de secours exceptionnel », par délibération du Conseil d'administration en date du 12 décembre 2010 ayant pour objectifs la prévention du déséquilibre budgétaire des foyers d'agents, le maintien des capacités financières (en cas d'évènements non maîtrisables soit des charges excessives ou une perte de revenus) et le rétablissement de l'autonomie financière.
- Le Sdis 76 dispose de 3 sites de restauration collective sur le département (Direction, Rouen Gambetta et Centre de Développement des Compétences).

---

<sup>1</sup> Décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Concernant les sites de restauration collective, deux modes de gestion sont retenus :

- En régie pour les sites de la Direction et du Cis Rouen Gambetta ;
- Externalisée pour le CeDeC situé à Saint Valéry en Caux.

Le Sdis 76 a confié à une société extérieure la gestion de la restauration sur le site de Saint Valéry en Caux.

De ce fait, le Sdis 76 dispose de trois régies de recettes :

- une pour le restaurant administratif de la Direction départementale,
- une pour le centre d'incendie et de secours de Rouen Gambetta,
- une pour le centre de formation situé à Saint Valery en Caux.

Ces différentes régies visent à l'encaissement des repas des agents du Sdis 76.

- Des régies temporaires de recettes peuvent être mises en place notamment lors des concours de sapeurs-pompiers professionnels.

Projet

- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
2
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ACTUALISATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT**

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléant**

M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
Ressources et moyens	Moderniser et valoriser le patrimoine	Optimiser la gestion financière du patrimoine

\*

\* \*

Vu :

- le Code Général des Collectivités territoriales,
- l'instruction budgétaire et comptable M61, version en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018,
- la délibération n°1 du 11 février 2004 du Conseil d'administration portant sur la mise en œuvre de la M61,
- la délibération n°2011-CA-41 du 15 décembre 2011 du Conseil d'administration portant les durées d'amortissement,
- la délibération n°2015-CA-54 du 17 décembre 2015 du Conseil d'administration portant actualisation des durées d'amortissement,
- la délibération n°2016-CA-54 du 14 décembre 2016 du Conseil d'administration portant actualisation des durées d'amortissement,
- la délibération n°2017-CA-35 du 15 décembre 2017 du Conseil d'administration portant actualisation des durées d'amortissement,
- la délibération n°2018-CA-35 du 13 décembre 2018 du Conseil d'administration portant actualisation des durées d'amortissement,
- la délibération n°DCA-2019-050 du 05 décembre 2019 du Conseil d'administration portant actualisation des durées d'amortissement,
- la délibération n°DCA-2022-053 du 06 décembre 2022 du Conseil d'administration portant actualisation des durées d'amortissement,
- la délibération n° DCA-2023-050 du 16 novembre 2023 du Conseil d'administration portant adoption de la nomenclature comptable M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

\*

\* \*

Les Services départementaux d'incendie et de secours sont soumis à l'obligation d'amortir les biens immobilisés acquis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, qu'ils soient corporels ou incorporels. L'objectif poursuivi est d'améliorer la sincérité des comptes par la constatation comptable de l'amoindrissement de la valeur de chacun des éléments intégrés à l'actif de l'Etablissement ; amoindrissement résultant notamment de l'usage, du temps ou encore d'un changement d'ordre technique.

La durée de vie probable du bien considéré permet de cerner au mieux cette notion de dépréciation et va donc servir d'assise dans le temps au mécanisme d'amortissement qui sera initié à partir de l'exercice suivant la mise en service dudit bien.

Suite à la mise en place de la M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les durées d'amortissement doivent être fixées par le Conseil d'administration dans le cadre de cette nouvelle instruction comptable.



Les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception :

- des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans ;
- des frais d'études et des frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans ;
- des frais de recherche et de développement qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans ;
- des brevets qui sont amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève ;
- des subventions d'équipement versées qui sont amorties :
  - sur une durée maximale de 5 ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises ;
  - sur une durée maximale de 30 ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;
  - sur une durée maximale de 40 ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national.

Pour les autres catégories de dépenses, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée probable d'utilisation.

Le tableau constitutif de l'annexe 1 présente les différentes durées d'amortissement proposées pour l'ensemble des catégories représentatives de biens susceptibles d'être acquis par le Service.

Ces durées d'amortissement proposées s'appliqueront aux acquisitions effectuées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023<sup>1</sup>, se substituant donc aux dispositions des délibérations prises antérieurement.

Il en va de même de l'application des principes suivants prévus par l'instruction M57 :

- l'application du mode d'amortissement linéaire (répartition égale de la dépréciation sur la durée de vie du bien),
- la fixation à 500 € TTC, du seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations s'amortissent en 1 an, sauf si les achats constituent un ensemble homogène acquis par lot,
- la sortie de l'actif, des biens de faible valeur amortis sur 1 an, au 31 décembre de l'année suivant leur acquisition,
- la sortie de l'actif des biens acquis par lot, dont la valeur unitaire est différente, selon la méthode du coût moyen pondéré.

L'instruction M57 prévoit également que l'amortissement est calculé pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata du temps prévisible d'utilisation. Néanmoins, l'aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations, notamment pour les catégories faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire reste possible sur délibération.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien vouloir adopter la liste des immobilisations non soumises à la règle du prorata temporis et les durées d'amortissement jointe en annexe 1.

---

<sup>1</sup> Et donc un impact sur le montant de la dotation aux amortissements 2024.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DCA-2023-066-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

Immobilisations incorporelles - Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Frais d'études (non suivies de réalisation)		5 ans	5 ans
Frais de recherche et de développement (en cas de réussite du projet)		5 ans	5 ans
Frais d'insertion (en cas d'échec du projet)		5 ans	5 ans
Logiciels	Logiciels bureautiques	3 ans	3 ans
	Prologiciels métiers	10 ans	10 ans
	Système d'alerte	12 ans	12 ans
Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Matériel de transmission et de téléphonie	Récepteurs d'ordres (Récepteur Individuel d'Appel Sélectif, Transmetteur Individuel d'Appel Sélectif)	5 ans	5 ans
	Terminaux de téléphonies (téléphones IP, Numériques et DECT complexes)	8 ans	8 ans
	Terminaux de radio (portatifs, mobiles, bases)	8 ans	8 ans
	Infrastructures (autocommutateurs)	10 ans	10 ans
	Matériels USSH (balises GPS, VHF portatives, casques de transmission)	8 ans	8 ans
	Autres matériels de transmissions	8 ans	8 ans
	Smartphones	2 ans	2 ans
	Equipements véhicule satellitaire	6 ans	6 ans
Matériel bureautique	Autres matériels de téléphonie	8 ans	8 ans
	PC fixes	5 ans	5 ans
	PC portables	3 ans	3 ans
	Tablettes	3 ans	3 ans
	Ecrans	5 ans	5 ans
	Fax	3 ans	3 ans
	Imprimantes	1 an	1 an
	Imprimantes externes avec fonctionnalités spécifiques (ECG...)	3 ans	3 ans
Matériel informatique	Serveurs	6 ans	6 ans
	Matériel réseau	4 ans	4 ans
	Copieurs	5 ans	5 ans
Moyens élévateurs automobiles	Bras Elévateurs Aériens (BEA)	20 ans	20 ans
	Echelles Pivotantes Séquentielles (EPS)	20 ans	20 ans
Véhicules sanitaires	Véhicules de Secours Aux Victimes (VSAV)	10 ans	10 ans
	Véhicules de Soutien Sanitaire (VSS) / SSO	20 ans	20 ans
Engins pompes et de secours routiers	Camions Citernes Forestiers Moyens (CCFM) / Camions Citernes Industriels (CCI et CCGC)	25 ans	25 ans
	Camions Citernes Ruraux (CCR)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Légers (FPTL) / Véhicules Première Intervention (VPI)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne (FPT)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Grande Puissance (FPTGP)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Secours Routiers (FPTSR)	20 ans	20 ans
	Fourgons Mousse Grande Puissance (FMOGP)	20 ans	20 ans
	Autres PL d'occasion (VAS, ...)		10 ans
	Véhicules de Secours Routier Moyen (VSRM)	20 ans	20 ans
	Dévidoirs Automobiles (DA)	25 ans	25 ans
Engins de balisage et opérations diverses	Véhicules de Balisage et Signalisation (VBS)	20 ans	20 ans
	Véhicule Ateliers (VARI)	10 ans	10 ans
	Véhicules Tous Usages (VTU) / Véhicules Tous Usages option Balisage et Signalisation (VTU-BS) / Véhicules LOGistiques (VLOG)	20 ans	20 ans
	Véhicules de Maintenance (VMA)	10 ans	10 ans
Véhicules de liaison, de reconnaissance et de transport	Vélos électrique		6 ans
	Véhicules Légers (VL)	8 ans	8 ans
	Véhicules légers (VL) électriques	8 ans	8 ans
	Véhicules légers (VL) d'occasion		5 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance (VLR)	12 ans	12 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Groupe (VLRG) / Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Colonne (VLRCC)	12 ans	12 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance Tout Chemin (VLRTC)	12 ans	12 ans
	Véhicules légers Hors Route (VLHR) / Véhicules Légers Tout terrain (VLTT)	25 ans	20 ans
	Véhicule de tranport de personnes (VTP)	15 ans	15 ans
	Voiturette de transport de matériels	10 ans	10 ans
	Tracteur polyvalent	10 ans	10 ans

Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Engins spécialisés	Véhicule Groupe de Reconnaissance et Intervention en Milieu Périlleux (VGRIMP)	20 ans	20 ans
	Fourgon Risques Technologiques (FRT) / Fourgon et véhicules Risques Nucléaires Radiologiques Bactériologiques Chimiques (FNRBC - VNRBC)	20 ans	20 ans
	Véhicule de Secours Aquatique (VSAQ)	10 ans	10 ans
	Véhicule poste de commandement (VPCS) site	20 ans	20 ans
	Véhicule poste de commandement (VPCC) colonne	12 ans	12 ans
	Véhicule auto-école		25 ans
	Véhicule satellitaire (châssis)	12 ans	12 ans
Porte-cellules	Véhicule Porte-Cellules (VPCE)	25 ans	25 ans
Cellules spécialisées	Toutes cellules (CEPAR, UMD, ...)	25 ans	25 ans
Remorques	Moto-Pompes Remorquables (MPR) / Remorques Epuisement (REP)	20 ans	20 ans
Matériels nautiques	Bateaux de Sauvetage Léger (BSL)	10 ans	10 ans
	Bateaux pour navigation en Seine	12 ans	12 ans
Equipement des véhicules	Boitiers de commande /Combinés haut parleur	10 ans	10 ans
	Roues	12 ans	12 ans
	Echelles	10 ans	10 ans
	Porte échelle	10 ans	10 ans
	Aménagement	suit la catégorie d'appartenance	suit la catégorie d'appartenance
Petit matériel de sauvetage et de lutte contre les incendies et les risques courants	Incendie	10 ans	10 ans
	Sauvetage	10 ans	10 ans
	dont cordes et harnais	7 ans	7 ans
	Désincarcération	15 ans	15 ans
	Drône léger	3 ans	3 ans
	Drône moyen	4 ans	4 ans
	Drône lourd	5 ans	5 ans
	Accessoires drones léger	3 ans	3 ans
	Accessoires drones moyen	4 ans	4 ans
	Accessoires drones lourd	5 ans	5 ans
Petit matériel de secours à personne	Epuisement (dont matériels d'obturation)	15 ans	15 ans
	Kit de lutte contre les frelons asiatiques	10 ans	10 ans
	Matériel biomédical	8 ans	8 ans
	Matériel d'immobilisation	4 ans	4 ans
Equipement de protection des personnels (hors équipes spécialisées)	Bagagerie	4 ans	4 ans
	Dispositif de transport	8 ans	8 ans
	Tenue de protection textile	10 ans	10 ans
	Tenue F1/ Polos / Gants	2 ans	2 ans
	Bottes d'intervention et chaussures de sécurité	7 ans	7 ans
	Chaussants non incendie	2 ans	2 ans
	Casques	15 ans	15 ans
	ARI	10 ans	10 ans
Matériels et équipement dédiés aux équipes spécialisées	Masques et visières de protection	1 an	1 an
	Bouteilles sous pression	15 ans	15 ans
	<u>Spécialité risques technologiques :</u>		
	Tenues à usage limité	5 ans	5 ans
	Tenues lourdes	10 ans	10 ans
	Appareils de détection	10 ans	10 ans
	Sondes	5 ans	5 ans
	Aspirateur de récupération des effluents et poussières	15 ans	15 ans
	Barrages flottants	10 ans	10 ans
	Ecran de protection des rayonnements	15 ans	15 ans
	Citernes souples	10 ans	10 ans
	Détecteurs gazeux	5 ans	5 ans
	Valise de détection toxique de guerre	3 ans	3 ans
	Douche de décontamination SAS	10 ans	10 ans
	Pincés à distance	10 ans	10 ans
	<u>Spécialité sauvetage déblaiement :</u>		
	Combinaisons	3 ans	3 ans
	Vibraphones et vibrascopes	10 ans	10 ans
	Elingues textiles	7 ans	7 ans
	Elingues et câbles acier	10 ans	10 ans
	<u>Spécialité intervention à bord des navires :</u>		
	Tenues Feux de navire et sous-combinaisons	10 ans	10 ans
	Tenues de survie en mer	7 ans	7 ans
	Bottes Feux de navire	7 ans	7 ans

Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
	<u>Spécialité aquatique :</u>		
	Combinaisons humides et semi-sèches	5 ans	5 ans
	Combinaisons étanches	7 ans	7 ans
	Instruments d'éclairage (lampes...)	5 ans	5 ans
	Gilets de sauvetage ou de stabilisation	7 ans	7 ans
	Instruments de mesure (montres, profondimètres...)	10 ans	10 ans
	Matériel de relevage (bouée de palier, parachutes...)	10 ans	10 ans
	Ceintures de lestage et plomb	10 ans	10 ans
	Détendeurs	10 ans	10 ans
	Paddle board	15 ans	15 ans
	<u>Spécialité Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux :</u>		
	Combinaisons	3 ans	3 ans
	Treuils	15 ans	15 ans
	Barquettes	20 ans	20 ans
	Civière	10 ans	10 ans
Mobilier, matériel et outillages techniques	Sièges	5 à 15 ans	5 à 15 ans
	Mobilier		
	Audiovisuel		
	Outillages		
	Autres		
Immobilier	Construction bâtiment	40 ans	40 ans
	Réhabilitation bâtiment	20 ans	20 ans
	Travaux de voirie	10 ans	10 ans
	Travaux de toiture	20 ans	20 ans
	Pylônes	15 ans	15 ans
	Installations, matériels et outillage technique attachés aux bâtiments	10 ans	10 ans
	Subventions d'équipement versées	durée d'amortissement du bien ou 30 ans	durée d'amortissement du bien ou 30 ans
Reconditionnement de véhicules	Aménagements complémentaires modifiant la catégorie d'appartenance du bien	durée d'amortissement de la nouvelle catégorie d'appartenance	durée d'amortissement de la nouvelle catégorie d'appartenance
		- durée d'amortissement pratiquée sous l'empire de la précédente catégorie d'appartenance	- durée d'amortissement pratiquée sous l'empire de la précédente catégorie d'appartenance
Subventions	Subventions reçues visant à financer un ou plusieurs équipements	durée d'amortissement du bien ou 5 ans	durée d'amortissement du bien ou 5 ans
	Subventions reçues visant à financer un ou plusieurs biens immobiliers	durée d'amortissement du bien ou 30 ans	durée d'amortissement du bien ou 30 ans

- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
2
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ACTUALISATION DE LA TARIFICATION DES PRESTATIONS ET DES  
STRUCTURES DE FORMATION**

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléant**

M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
Ressources et moyens	Préserver, optimiser et adapter la RH	Permettre l'épanouissement professionnel

\*

\* \*

Vu :

- la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, notamment le Titre III, articles 37-38 et 39,
- la délibération n° 4 du Conseil d'administration du 08 février 2000 approuvant les tarifs journalier de formation, modifiée,
- la délibération n°DBCA-2022-041 approuvant le tarif des repas pris auprès des prestataires extérieurs lors des formations déconcentrées organisées par le Sdis 76.

\*

\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) dispose d'un agrément lui permettant de former les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires de notre département, mais également des stagiaires notamment d'autres départements.

Outre ces prestations de formation, le Sdis 76 peut fournir des prestations de locations de salles ou de matériels aux autres Sdis, ainsi qu'à d'autres organismes publics, comme privés.

Le Sdis 76 propose d'actualiser l'ensemble des tarifs sur la base de la progression de l'indice des prix à la consommation (soit +4,9 %, avec arrondi au dixième), pour les conventions conclues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Vous trouverez ci-dessous le détail des tarifs hors taxe (HT).

#### FRAIS DE RESTAURATION

Restauration dans nos structures départementales				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Petit-déjeuner	Par personne	2,43 €	2,55 €	/
Déjeuner	Par personne	10,41 €	10,94 €	/
Dîner	Par personne	10,41 €	10,94 €	/

Restauration en dehors de nos structures départementales				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Petit-déjeuner	Par personne	5,58 €	5,85 €	/
Déjeuner	Par personne	15,00 €	15,00 €	Tarif délibération DBCA-
Dîner	Par personne	15,00 €	15,00 €	2022-041

#### FRAIS D'HEBERGEMENT

Hébergement dans nos structures départementales				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Nuitée en chambre double ou collective	Par personne	37,50 €	39,50 €	/
Nuitée en chambre simple (sur demande expresse)	Par personne	55,50 €	58,00 €	/

Hébergement en dehors de nos structures départementales				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Nuitée en chambre double ou collective	Par personne	67,50 €	71,00 €	/
Nuitée en chambre simple (sur demande expresse)	Par personne	83,50 €	87,50 €	/

**FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS PEDAGOGIQUES, TECHNIQUES ET LOGISTIQUES**

Action de formation dans nos structures départementales (hors frais de restauration et d'hébergement)				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Forfait journée-stagiaire – Formations de tronc commun (hors frais de restauration et	Journée	151,50 €	159,00 €	/
	1/2 journée	76,00 €	79,50 €	
Forfait journée-stagiaire – Formations spécialisées (hors frais de restauration et d'hébergement)	Journée	189,50 €	199,00 €	/
	1/2 journée	95,00 €	99,50 €	
Surcoût pour frais de mise à disposition de structures spécifiques de formations (hors frais de restauration et d'hébergement) :				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Formations avec feu réel STRUCTURE VULCAIN	Journée	2 180,00 €	2 287,00 €	A ajouter, le cas échéant, au forfait journée-stagiaire adapté
	1/2 journée	1 131,50 €	1 187,00 €	
Formations avec feu réel CAISSONS FEU BOIS COEPT	Journée	275,00 €	288,50 €	
	1/2 journée	137,50 €	144,00 €	
Formations avec feu réel CAISSON FEU GAZ	Journée	68,50 €	72,00 €	
	1/2 journée	35,00 €	36,50 €	
Formations STRUCTURE MULTI-ACTIVITE TOUR « ULMA » PARCOURS ARI	Journée	284,00 €	298,00 €	
	1/2 journée	141,50 €	148,50 €	
Formations en CIS	Journée	284,00 €	298,00 €	
	1/2 journée	141,50 €	148,50 €	
Dispositif ENEDIS	Journée	21,00 €	22,00 €	/
	1/2 journée	10,50 €	11,00 €	/
Consommables pour simulation de feux (palettes bois, allume-feu, allumettes...)	Journée	53,00 €	55,50 €	/
	1/2 journée	26,50 €	28,00 €	/
Consommables (décontamination, gants nitrile, masques FFP3)	Journée	/	53,00 €	
	½ journée	/	26,50 €	
Caisson d'attaque 20 pieds	Journée	31,50 €	33,00 €	/
	1/2 journée	16,00 €	17,00 €	/
Caisson d'attaque 40 pieds	Journée	63,50 €	66,50 €	/
	1/2 journée	31,50 €	33,00 €	/
ARI	Par appareil	/	68,20 €	
Tenue de feu complète	Par tenue	/	64,40 €	nettoyage compris
Tenue TSI	Par tenue	/	34,00 €	nettoyage compris
Extincteur 6 kg	Par appareil	/	36,70 €	
Extincteur 9 kg	Par appareil	/	81,80 €	
Extincteur 50 kg	Par appareil	/	262,00 €	
Vestiaires	Forfait par groupe de 5 stagiaires	/	52,45 €	
Douches	Forfait par groupe de 5 stagiaires	/	52,45 €	
Travaux pratiques système feu		/	31,50 €	
Travaux pratiques aquarium/explosion de poussière		/	52,45 €	

**FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS ET MATERIELS**

		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Plaстрons Tous statuts et grades confondus	A l'heure	13,00 €	13,50 €	/
VSUAP, engins pompe, moyens nautiques et moyens élévateurs aériens	A l'heure	59,50 €	62,50 €	/
VTU / VLHR	A l'heure	66,50 €	70,00 €	/
VL	A l'heure	50,00 €	52,50 €	/
Expert - spécialiste (base officier catégorie A)	A l'heure	65,00 €	65,00 €	/
Sous-officier (du grade de sergent à adjudant-chef)	A l'heure	30,00 €	31,50 €	/
Officier catégorie B (de lieutenant 2 <sup>ème</sup> classe à lieutenant hors classe)	A l'heure	35,50 €	37,00 €	/
Officier catégorie A (de capitaine à colonel)	A l'heure	45,50 €	47,50 €	/

**LOCATION DES SALLES DE FORMATION**

		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Salle de formation de 20 personnes	Journée	226,50 €	237,50 €	Système de vidéo-projection, tableau blanc compris
	1/2 journée	114,50 €	120,00 €	
Salle de formation de 50 personnes	Journée	454,00 €	476,00 €	
	1/2 journée	228,50 €	239,50 €	
Amphithéâtre de 190 personnes	Journée	896,50 €	940,50 €	Système de vidéo-projection, tableau blanc et système de sonorisation compris
	1/2 journée	285,00 €	299,00 €	
Forfait mise à disposition Quizzbox	Journée	64,50 €	67,50 €	/
	1/2 journée	32,50 €	34,00 €	



**FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS SPORTIFS**

		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Forfait de mise à disposition de l'ensemble parcours sportif (hors frais de transport de l'équipement)	Semaine	679,00 €	712,50 €	Berce, accompagnement et personnel requis
Mise à disposition d'installations ou de dispositifs sportifs	Journée	1 131,50 €	1 187,00 €	/

**FRAIS DIVERS**

		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Frais de dossier	Par facture émise	41,50 €	43,50 €	/
Frais de constitution d'une formation personnalisée		414,50 €	435,00 €	/

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'appliquera en fonction de la réglementation en vigueur. Différents taux de TVA pourront s'appliquer selon le type de prestation proposé.

Le Président du Conseil d'administration est autorisé à conclure les conventions se rapportant au modèle approuvé en annexe.

Les mises à disposition à titre gracieux font l'objet de conventions spécifiques soumises à l'approbation du Bureau du conseil d'administration.

Les dispositions contraires des délibérations antérieures sont abrogées à compter de la prise d'effet de la présente délibération.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DCA-2023-067-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION PONCTUELLE  
DE MOYENS ET BIENS DU SDIS 76 À D'AUTRES SERVICES  
A TITRE ONÉREUX**

**ENTRE :**

**LA « COMMUNE, ÉTABLISSEMENT PUBLIC, COLLECTIVITÉ, ÉTAT,  
PERSONNE PRIVÉE »**

**« le cocontractant »**

Représenté(e) par son « Maire, Directeur, Directeur Général, Représentant, Président... » en exercice, agissant en vertu d'une « délibération du Conseil Municipal, du Conseil d'Administration... ».

d'une part,

**ET**

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA  
SEINE-MARITIME** dont le siège est 6, rue du Verger – CS 40078 – 76192 YETOT CEDEX.

**« le Sdis 76 »**

Représenté par Monsieur XX XX, agissant en qualité de Président.

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 - Objet**

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation de locaux et ou biens appartenant au Sdis 76. Le Sdis 76 consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition de ses locaux ou biens à titre onéreux au cocontractant afin d'assurer le déroulement de ..... (objectifs).

## **ARTICLE 2 – Moyens, biens mis à disposition**

Le Sdis 76 agissant dans les droits du propriétaire des locaux/biens, objets de la présente convention, met à la disposition des personnels ..... des locaux/biens aménagés et adaptés à la réalisation de (formations, visites médicales, exercices).

Les locaux/biens mis à disposition, sont situés ..... et comprennent ..... et éventuellement ..... (le mobilier).

Ils ne comprennent pas : le matériel (.....).

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux/biens est interdite.

## **ARTICLE 3 – Définition des utilisateurs et accès**

Les utilisateurs sont .....

L'accès aux locaux/biens mis à disposition est réservé aux personnels préalablement identifiés, pendant la durée de validité de la convention.

## **ARTICLE 4 - Utilisation des biens mis à disposition**

Les modalités pratiques de la mise à disposition des locaux/biens et notamment les jours et heures seront préalablement définies conjointement avec le bureau/service/groupement référent, afin de ne pas interférer dans l'activité principale du Sdis 76 et de permettre la planification et le déroulement dans les meilleures conditions.

Le cocontractant ne pourra employer les locaux et biens mis à disposition à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le Sdis 76 se réserve le droit d'annuler, dans l'urgence, des utilisations programmées dans l'intérêt du Sdis 76, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit (nombre de jours adaptable) après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

## **ARTICLE 5 - Obligations et Engagements des parties**

Le cocontractant est responsable du bon déroulement de l'utilisation du local/bien. Les utilisateurs veillent au bon état des locaux et biens mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Le cocontractant devra informer le Sdis 76 de tout sinistre ou dégradation, se produisant dans les locaux ou moyens mis à disposition, dès lors qu'il résulte d'une utilisation anormale des locaux ou moyens mis à disposition.

En cas de dégradations, de sinistre ou d'utilisation anormale des locaux mis à disposition, le cocontractant supportera le coût de la remise en état, sur présentation des factures ou mémoires correspondants par le Sdis 76.

Concernant l'entretien :

- Le Sdis 76 assure l'entretien des locaux et moyens mis à disposition durant la durée de la convention.

Fluides:

- Le Sdis 76 prend en charge tous les abonnements et dépenses de fluides (eau, gaz, électricité, chauffage ou toutes autres fournitures éventuelles).

#### **ARTICLE 6 – Description de la prestation**

La prestation fournie par le Sdis 76 comprend :

- hébergement (nuitée) du ..... au .....
- restauration (petit-déjeuner, déjeuner, dîner) du ..... au .....
- location de salles de formation (type de salles, nombre) du ..... au .....
- location de structure(s) (type de la/les structure(s) du ..... au .....
- autres : .....

Ou

La prestation fournie par le Sdis 76 est détaillée à l'article 8 de la présente convention.

#### **ARTICLE 7 – Dispositions administratives**

La mise à disposition des locaux dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre onéreux.

Le cocontractant prendra les locaux/biens dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en possession.

Cas échéant :

- le Sdis 76 aura à sa charge tous impôts, taxes et redevances se rapportant à l'espace occupé.

#### **ARTICLE 8 – Dispositions financières**

- hébergement (à détailler) : ... € TTC/ personne pour une durée de (à détailler)
- restauration (à détailler) : ... € TTC/ personne pour une durée de (à détailler)
- location de locaux (à détailler) : ... € TTC / pour une durée de (à détailler)
- location de structure(s) (à détailler) : ... € TTC / pour une durée de (à détailler)
- autres : .....

Le cocontractant s'engage à verser au Sdis 76, pour rémunération de service, la somme de ..... pour les prestations de mise à sa disposition de (biens meubles, immeubles ou service du Sdis 76).

Dans l'hypothèse où les mesures de résiliation indiquées à l'article 9 n'ont pas été mises en œuvre, le Sdis 76 sera indemnisé en cas d'annulation selon les conditions suivantes :

- pour toute annulation dans un délai supérieur à 15 jours calendaires avant le début de l'action de formation, les frais de dossier et frais de constitution d'une formation personnalisée resteront dus.

- dès lors que l'annulation est formulée dans les 15 jours calendaires qui précèdent l'action de formation, l'ensemble des frais inhérents seront facturés.

En cas de situation opérationnelle exceptionnelle, le Sdis 76 se réserve le droit d'annuler tout ou partie de la prestation. En pareil cas, à défaut de pouvoir reprogrammer la prestation, une réduction de la facturation sera réalisée au prorata du nombre de jours ou de prestations annulés.

Le règlement s'effectuera à l'issue de la mise à disposition des (biens meubles, immeubles ou service du Sdis 76) après réception des titres de recettes.

#### **ARTICLE 9 – Durée de la convention**

La présente convention est établie pour la période du (date) au (date).

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de (adaptable) ou lorsque le cocontractant cesse d'utiliser les locaux.

Enfin le Sdis 76 conserve pour sa part la faculté de résilier la présente pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit (nombre jours adaptable) après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

#### **ARTICLE 10 - Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. L'avenant devra être signé dans un délai de (adaptable) avant le début de la mise à disposition des locaux.

#### **ARTICLE 11 - Assurance et Responsabilité**

Le cocontractant s'engage à fournir au Sdis 76 une attestation Garantie Responsabilité Civile, à la signature de ladite convention.

Le cocontractant est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

**Il contracte à cet effet toutes assurances utiles, notamment en responsabilité civile et pour les risques locatifs.**

L'utilisateur s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par

avance toute responsabilité du Sdis 76 en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.

**ARTICLE 12 - Règlement des litiges et attribution de compétence**

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot, en 2 exemplaires originaux, le .....

Le Président du Conseil  
d'administration du Sdis 76,

« Monsieur le Maire, Directeur,  
Directeur Général,  
Président du Conseil d'administration... »,

PROJET

- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
2
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ACTUALISATION DES TARIFS APPLIQUES AUX NON RESTITUTION DES EFFETS  
D'HABILLEMENT OU RESTITUTION D'EFFETS SALES ET DOTATIONS INDIVIDUELLES**

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléant**

M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
Ressources et moyens	Adapter les équipements au besoin	Doter le Sdis d'équipements efficaces, efficients, simples et résistants

\*

\* \*

Vu :

- le règlement intérieur du SDIS, notamment son article 4-1,
- la délibération n° 2017-CA-39.3 instaurant une tarification applicable aux non restitution des effets d'habillement ou restitution d'effets sales, modifiée.

\*

\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a institué un tarif applicable en cas de non restitution des effets d'habillement ou de restitution d'effets sales.

Les prestations remboursées sur la base des tarifs des fournisseurs sont actualisées suivant les dispositions propres à chaque marché.

Seuls les frais de gestion sont à réviser. Il est proposé d'appliquer une augmentation de 4,9 %, progression constatée de l'indice des prix à la consommation sur l'année écoulée, arrondie à l'euro supérieur.

Les tarifs appliqués à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 sont les suivants :

LIBELLE	FACTURATION
Non restitution d'effets ou restitution d'effets détériorés	A la valeur de remplacement
Cession d'effets en lien avec une mutation	A la valeur actuelle des effets
Restitution d'effets sales	Frais de nettoyage et désinfection mis en œuvre
Non restitution des matériels de dotation individuelle	A la valeur de remplacement
Frais de gestion par facture émise (non remboursables)	46,00 euros

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DCA-2023-068-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**



- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
2
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ACTUALISATION DES TARIFS DE LA RESTAURATION**

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléant**

M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Ressources et moyens</i>	-	-

\*

\* \*

Vu :

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9,
- la délibération n° 3 du 28 juin 2000 approuvant les tarifs de la restauration, modifiée.

\*

\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) propose un service de restauration administrative dont les tarifs sont actualisés chaque année.

Il est proposé d'appliquer une augmentation de 4,9 % à compter du 08 janvier 2024.

Le détail des nouveaux tarifs vous est présenté en annexe.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'appliquera en fonction de la réglementation en vigueur.

Les dispositions contraires des délibérations antérieures sont abrogées à compter de la prise d'effet de la présente délibération.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DCA-2023-069-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Catégorie de prix	Précisions	TARIFS RESTAURANTS ADMINISTRATIFS			
		TARIF REDUIT		TARIF PLEIN	
		Tarifs antérieurs	A compter du 08/01/2024	Tarifs antérieurs	A compter du 08/01/2024
		TTC	TTC	TTC	TTC
Petit déjeuner	Jus de fruit, boisson chaude (café, thé, chocolat), pain, beurre, confiture	0,97	1,01	2,67	2,81
Hors d'Oeuvre 2	Crudités (carottes, céleris, concombre, betteraves, tomates,...) oeuf dur, pâté foie et campagne	0,75	0,78	1,91	2,01
Hors d'Oeuvre 3	Charcuterie composée, salade composée (petite), avocat, coleslaw, surimi, jambon fumé, fruits de mer... entrée sur grande assiette / toutes les autres	0,97	1,01	2,55	2,68
Plat 1	Fonction du prix d'achat, affichage le jour même	1,94	2,02	4,97	5,23
Plat 2	Précision : Tous les plats composés comme choucroute, paëlla, tartiflette, ... = Plat 3 + légumes en accompagnement	2,44	2,56	6,25	6,55
Plat 3		2,89	3,04	7,52	7,89
Légumes ou légumes et féculents en accompagnement		0,75	0,78	1,91	2,01
Féculents en accompagnement		0,48	0,51	1,29	1,35
Assiette de légumes ou assiette de légumes et féculents		1,45	1,52	3,78	3,97
Salade	Salade nature	0,48	0,51	1,29	1,35
Jambon		1,45	1,52	3,70	3,87
Fromage 1	Saint Paulin et Camembert	0,48	0,51	1,29	1,35
Fromage 2	Tous les autres fromages	0,75	0,78	1,91	2,01
Dessert 1	Yaourt nature et fromage blanc nature en pot (100/125g), 1 pomme, 1 orange	0,48	0,51	1,29	1,35
Dessert 2	Yaourt aux fruits (125g) / Kiwi, banane, poire : à l'unité	0,75	0,78	1,91	2,01
Dessert 3	Fruits de saison (exp fraises) et salade de fruits / Yaourts de 150g et plus (type gourmands) / Fromage blanc en barquette ou coupe	1,03	1,08	2,67	2,81
Dessert 4	Glaces, pâtisseries et entremets (exp mousse chocolat, crème brûlée)	1,33	1,40	3,48	3,64
Soda ou eau gazeuse		0,68	0,72	1,79	1,88
Eau plate 50 cl		0,36	0,39	0,90	0,95
Eau 1l		0,59	0,63	1,53	1,61
Sandwich	Jambon, beurre ou mayonnaise	2,22	2,33	4,47	4,69
Repas école	Entrée, plat, fromage et dessert	4,05	4,25	11,45	12,00
Repas sans entcaissement direct par la régie	Entrée, plat, fromage et dessert (boisson non comprise)			11,45	12,00
Perte ou non restitution badge *		4,15	4,36		
Remplacement badge *					

TVA au taux de 10% sauf \* à 20%

- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
2
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ACTUALISATION DES TARIFS ET DES PARTICIPATIONS DEMANDES PAR LE SDIS 76 AUX  
BENEFICIAIRES DE CERTAINES PRESTATIONS**

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléant**

M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

\*

\* \*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.1424-42 et L.1424-2,*
- *la délibération n° 10 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 instaurant les nouvelles pratiques de tarification des interventions payantes,*
- *la délibération n° 2014-CA-09 portant sur l'actualisation des tarifs et des participations demandés par le Sdis76 aux bénéficiaires de certaines formations, modifiée.*

\*

\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a institué des tarifs applicables aux bénéficiaires de certaines prestations.

Il est proposé d'actualiser les tarifs existants sur la base de la progression constatée de l'indice des prix à la consommation (soit +4,9 %, avec arrondi à l'euro supérieur).

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les tarifs sont fixés comme suit :

Type de sortie non urgente (hors secours à personne)	MOINS DE 2 HEURES FORFAIT		PLUS DE 2 HEURES OU SANS FORFAIT	
	Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur
Ouverture de porte	297 €	312 €	Sans objet	
Inondation de locaux	297 €	312 €	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Destruction d'insectes par carence d'entreprises privées spécialisées, hors lieux publics qui restent gratuits < 5M	122 €	128 €	122 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *	128€ + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *
Destruction d'insectes par carence d'entreprises privées spécialisées, hors lieux publics qui restent gratuits > 5M <15 M	241 €	253 €	122 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *	128 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *
Destruction d'insectes par carence d'entreprises privées spécialisées, hors lieux publics qui restent gratuits > 15 M	417 €	438 €	122 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *	128 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *
Pollution	297 €	312 €	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Réquisitions de l'autorité judiciaire	Sans objet	Sans objet	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Ascenseurs	297 €	312 €	Sans objet	
Service de sécurité	Sans objet	Sans objet	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Prestation d'assistance au remorquage ou à la récupération d'objet flottant	297 €	312 €	Sans objet	
FRAIS DE GESTION par facture émise	43 €	46 €	43 €	46 €

La facturation des moyens engagés sera calculée sur la base des éléments suivants :

TARIF DE MOBILISATION DES MOYENS			
TARIF HORAIRE DES MOYENS MATERIELS ET DU PERSONNEL NECESSAIRE A L'ENGAGEMENT			
<i>La durée est calculée de l'heure de départ à l'heure de retour au CIS. Toute heure commencée est due.</i>			
Type d'engin	Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Observations
FPT	297 €	312 €	Y compris engins assimilés
EPS / BEA	297 €	312 €	
CCF	297 €	312 €	Y compris engins assimilés (CCR, CCI...)
MPE	190 €	200 €	Y compris tous les moyens légers d'épuisement ... (VTU + REP)
HYDROSUB (CEDGP)	413 €	434 €	
VTU	122 €	128 €	
VRT	297 €	312 €	Tous les engins risques technologiques (FRT, Cellule Dépollution...)
Autres véhicules (VSAV, VPC, VSAQ, Cellule...)	297 €	312 €	
VL / VLR / VLHR / VLRTC	123 €	130 €	
FMOGP	413 €	434 €	
TARIF HORAIRE DES MOYENS HUMAINS SUPPLEMENTAIRES			
<i>La durée est calculée de l'heure de départ à l'heure de retour au CIS. Toute heure commencée est due.</i>			
75 % du taux de base de l'indemnité des sapeurs-pompiers volontaires selon le grade			
MATERIELS DETERIORES ET CONSOMMABLES			
Au coût de leur valeur de remplacement			

Les dispositions contraires des délibérations antérieures sont abrogées à compter de la prise d'effet de la présente délibération.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DCA-2023-070-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
2
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ACTUALISATION DES TARIFICATIONS RELATIVES A LA PRESIDENCE DES JURYS S.S.I.A.P**

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléant**

M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

\*  
\* \*

Vu :

- *l'article L.1424-42 du Code des collectivités territoriales,*
- *l'arrêté du 2 mai 2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur, notamment son article 9, modifié,*
- *la délibération n° DBCA-2021-031 relatif à l'actualisation des tarifications de présidence de Jurys des Services de sécurité incendie et d'assistance aux Personnes (SSIAP).*

\*  
\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) assure une mission de contrôle de la certification des personnels permanents des services de sécurité incendie et d'assistance aux personnes (SSIAP) facturée aux centres de formation organisateur.

Il est proposé d'appliquer une augmentation de 4,9 % des différents tarifs sur la base de l'indice des prix à la consommation sur l'année écoulée, arrondie à l'euro supérieur.

Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les tarifs sont établis comme suit :

<b>Tarifs appliqués en 2023</b>	<b>Tarifs applicables en 2024</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Jury d'examen et co-signature des diplômes des lauréats : <ul style="list-style-type: none"> <li>- SSIAP 1 équipier : 552 €</li> <li>- SSIAP 2 chef d'équipe : 606 €</li> <li>- SSIAP 3 chef de service : 767 €</li> </ul> </li> <li>• Co-signature de diplômes par équivalence : 28 € l'unité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Jury d'examen et co-signature des diplômes des lauréats : <ul style="list-style-type: none"> <li>- SSIAP 1 équipier : 580 €</li> <li>- SSIAP 2 chef d'équipe : 636 €</li> <li>- SSIAP 3 chef de service : 805 €</li> </ul> </li> <li>• Co-signature de diplômes par équivalence : 30 € l'unité</li> </ul>

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DCA-2023-071-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
2
- Votants :  
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**ACTUALISATION CESSION DE DROITS D'UTILISATION DES PHOTOGRAPHIES  
APPARTENANT AU SDIS 76**

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléant**

M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Modernisation et sécurisation</i>	<i>Garantir la sécurité juridique</i>	<i>Sécurité fonctionnelle et administrative</i>

\*

\* \*

Vu :

- *le code de la propriété intellectuelle et notamment ses articles L. 11-1, L. 121-7-1 et L. 131-3-1 à L. 131-3-3,*
- *les dispositions du code électoral,*
- *la délibération n° DBCA-2021-043 relatif à la cession de droits d'utilisation des photographies appartenant au Sdis 76.*

\*

\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a instauré un tarif relatif aux photographies appartenant au Service et prises par les agents de l'établissement dans le cadre de leurs missions.

Il est proposé d'appliquer une augmentation de 1,5 % de ce dernier pour tenir compte de l'évolution du point d'indice du personnel.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, le tarif appliqué au lot de 10 photographies est fixé à 32 €, arrondi à l'euro inférieur.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DCA-2023-072-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
3
- Votants :  
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONTRIBUTIONS COMMUNALES OU INTERCOMMUNALES POUR 2024**

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléant**

M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

Monsieur Florent SAINT-MARTIN à Madame Louisa COUPPEY.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service de qualité sur le territoire</i>	-
<i>Ressources et moyens</i>	-	-

\*

\* \*

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L.1424-35 et R.1424-32,*
- *la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,*
- *la délibération 2018-CA-38 relative aux modalités de répartitions des contributions communales ou intercommunales,*
- *la délibération DCA-2022-063 relative aux contributions communales pour 2023.*

\*

\* \*

L'enveloppe des contributions des communes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI) est révisée chaque année sur la base de la progression de l'indice des prix à la consommation constatée sur une année ; pour le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) l'indice de référence est celui de septembre.

Pour 2024, l'inflation constatée s'établit à 4,9 % (Septembre 2022 - Septembre 2023, ensemble des ménages).

Conscient du contexte économique qui pèse notamment sur les collectivités, il est proposé de minorer à 3,5 % l'inflation retenue pour les contributions appelées auprès des communes et EPCI.

Le montant total des contributions 2023 s'élevait à 38 824 794 € ; soit les montants d'enveloppes de zone suivants :

	Contribution brute 2023
Enveloppe zone A	18 698 266 €
Enveloppe zone B	12 324 925 €
Enveloppe zone C	7 801 603 €

En conséquence, le montant total des contributions 2024, après application de l'inflation, est arrêté à 40 183 669 € ; soit les montants d'enveloppes de zone suivants :

	Contribution brute 2024
Enveloppe zone A	19 352 706 €
Enveloppe zone B	12 756 295 €
Enveloppe zone C	8 074 668 €

Au vu des éléments de calculs indiqués en annexes n° 1 et 2, le montant des contributions individuelles 2024 de chaque contributeur est indiqué en annexe n° 3.

Le montant de cette dépense obligatoire sera notifié aux maires et aux présidents d'EPCI avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

A l'instar de l'année passée, les contributeurs auront le choix, d'ici au 15 janvier 2024, entre deux options de paiement (sans mandatement préalable) selon la modalité suivante :

- soit le paiement mensuel d'1/12<sup>ème</sup>, le 26 janvier 2024 puis aux alentours du 20 de chaque mois jusqu'à décembre 2024,
- soit le paiement unique au 19 février 2024.

En l'absence de réponse à cette échéance, un débit d'office unique à la date du 19 février 2024 sera opéré.

\*

\* \*

Par ailleurs, il est constaté que le dispositif de convergence, validé par le Conseil d'administration en décembre 2018, ne permettra pas d'atteindre à moyen terme l'objectif d'harmonisation (en euros par habitant) des contributions des communes appartenant à la même classification du Schéma départemental d'analyse et de couvertures des risques (Sdacr).

Toutefois, l'inflation appliquée à ces contributions limite les effets de cette convergence.

La convergence au sein de chaque catégorie du Sdacr est assurée par la part population, dont le taux fixé en 2018 à 4,75 % n'a pas été réajusté depuis.

Sans remettre en question le mode de calcul des contributions, il est nécessaire d'accroître le rythme de leur convergence en majorant le taux de cette part population.

Il est donc proposé de travailler dès le début de l'année 2024, pour une application en 2025, sur le réajustement de ce taux afin de parvenir à un coût équivalent par habitant des communes de la même strate du Sdacr à l'horizon 2028.

\*

\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent ce dossier par 15 votes pour et 1 abstention.*

**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DCA-2023-073-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Communes	Zone SDACR	Population DGF 2023	Contributions brutes 2023	Contributions brutes 2024
Allouville-Bellefosse	C	1 186	27 096 €	27 773 €
Alvimare	C	629	8 595 €	9 036 €
Ambrumesnil	C	500	7 952 €	8 287 €
Amfreville-la-Mi-Voie	B	3 344	108 504 €	111 927 €
Amfreville-les-Champs	C	185	1 937 €	2 075 €
Anceaumeville	C	702	10 947 €	11 420 €
Ancourt	C	662	20 879 €	21 175 €
Ancourteville-sur-Héricourt	C	357	4 204 €	4 464 €
Ancretiéville-Saint-Victor	C	380	5 128 €	5 395 €
Ancretteville-sur-Mer	C	185	3 143 €	3 264 €
Angerville-Bailleul	C	193	3 141 €	3 269 €
Angerville-la-Martel	C	1 140	13 455 €	14 284 €
Angerville-l'Orcher	C	1 425	21 586 €	22 555 €
Angiens	C	602	10 391 €	10 782 €
Anglesqueville-la-Bras-Long	C	137	2 072 €	2 165 €
Anglesqueville-l'Esneval	C	676	8 616 €	9 099 €
Anneville-Ambourville	C	1 213	36 924 €	37 486 €
Anneville-sur-Scie	C	446	7 192 €	7 489 €
Annouville-Vilmesnil	C	474	7 039 €	7 363 €
Anquetierville	C	350	5 321 €	5 559 €
Anvéville	C	322	4 518 €	4 742 €
Ardouval	C	173	2 503 €	2 622 €
Arelaune-en-Seine	C	2 615	45 898 €	47 587 €
Argueil	C	358	5 677 €	5 917 €
Arques-la-Bataille	C	2 594	81 430 €	82 597 €
Aubéguimont	C	193	3 127 €	3 255 €
Aubermesnil-aux-Érables	C	214	3 531 €	3 672 €
Aubermesnil-Beaumais	C	524	13 795 €	14 068 €
Auberville-la-Manuel	C	166	2 395 €	2 510 €
Auberville-la-Renault	C	470	6 461 €	6 790 €
Aumale	B	2 049	73 860 €	75 853 €
Auppegard	C	724	11 733 €	12 214 €
Authieux-Ratiéville	C	417	6 161 €	6 447 €
Autigny	C	321	4 225 €	4 452 €
Auvilliers	C	119	1 870 €	1 950 €
Auzebosc	C	1 499	18 472 €	19 551 €
Auzouville-l'Esneval	C	373	6 141 €	6 388 €
Auzouville-sur-Ry	C	707	10 501 €	10 985 €
Auzouville-sur-Saône	C	157	2 560 €	2 664 €
Avesnes-en-Bray	C	306	4 624 €	4 832 €
Avesnes-en-Val	C	303	4 315 €	4 525 €
Avremesnil	C	1 068	16 778 €	17 496 €
Bacqueville-en-Caux	C	1 986	30 842 €	32 182 €
Bailleul-Neuville	C	247	3 272 €	3 447 €
Baillolet	C	125	1 965 €	2 049 €
Bailly-en-Rivière	C	548	8 749 €	9 115 €
Baons-le-Comte	C	353	6 186 €	6 414 €
Bardouville	C	637	19 378 €	19 673 €
Barentin	B	12 521	270 771 €	285 507 €
Baromesnil	C	227	3 941 €	4 088 €
Bazinval	C	448	5 690 €	6 010 €
Beaubeac-la-Rosière	C	511	7 280 €	7 634 €
Beaumont-le-Hareng	C	274	3 586 €	3 780 €
Beaurepaire	C	533	7 215 €	7 590 €
Beaussault	C	453	6 641 €	6 952 €
Beautot	C	157	2 089 €	2 200 €
Beauval-en-Caux	C	493	8 191 €	8 516 €
Beauvoir-en-Lyons	C	680	8 928 €	9 410 €
Bec-de-Mortagne	C	681	10 883 €	11 338 €
Belbeuf	B	2 304	69 116 €	71 554 €
Bellencombre	C	625	12 145 €	12 532 €
Bellengreville	C	504	7 210 €	7 559 €
Belleville-en-Caux	C	760	11 008 €	11 532 €
Belmesnil	C	457	7 421 €	7 725 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2023	Contributions brutes 2023	Contributions brutes 2024
Bénarville	C	279	3 633 €	3 831 €
Bénesville	C	191	2 686 €	2 819 €
Bénouville	C	219	2 518 €	2 678 €
Bernières	C	649	10 214 €	10 650 €
Bertheauville	C	106	2 184 €	2 248 €
Bertreville	C	124	2 352 €	2 430 €
Bertreville-Saint-Ouen	C	355	5 966 €	6 199 €
Bertrimont	C	221	3 654 €	3 800 €
Berville	C	708	9 003 €	9 509 €
Berville-sur-Seine	C	559	16 253 €	16 523 €
Beuzeville-la-Grenier	C	1 278	18 545 €	19 426 €
Beuzeville-la-Guérand	C	251	2 904 €	3 087 €
Beuzevillette	C	642	10 164 €	10 594 €
Bézancourt	C	438	4 871 €	5 194 €
Bierville	C	335	4 684 €	4 917 €
Bihorel	B	8 409	280 896 €	289 390 €
Biville-la-Baignarde	C	679	10 621 €	11 078 €
Biville-la-Rivière	C	112	1 772 €	1 847 €
Blacqueville	C	743	10 079 €	10 601 €
Blainville-Crevon	C	1 250	20 423 €	21 252 €
Blangy-sur-Bresle	C	2 941	56 781 €	58 608 €
Blosseville	C	324	6 839 €	7 032 €
Bois-d'Ennebourg	C	579	8 993 €	9 384 €
Bois-Guilbert	C	315	3 636 €	3 866 €
Bois-Guillaume	B	14 865	457 756 €	473 320 €
Bois-Hérault	C	182	2 637 €	2 762 €
Bois-Himont	C	478	7 043 €	7 371 €
Bois-l'Évêque	C	621	7 106 €	7 561 €
Boissay	C	422	5 133 €	5 438 €
Bolbec	B	11 758	296 539 €	309 778 €
Bolleville	C	583	9 362 €	9 751 €
Bonsecours	B	6 587	219 005 €	225 673 €
Boos	B	4 044	117 611 €	121 943 €
Bordeaux-Saint-Clair	C	725	10 265 €	10 768 €
Bornambusc	C	261	4 242 €	4 415 €
Bosc-Bérenger	C	205	3 107 €	3 246 €
Bosc-Bordel	C	452	7 629 €	7 925 €
Bosc-Édeline	C	375	5 197 €	5 459 €
Bosc-Guérand-Saint-Adrien	C	1 094	14 139 €	14 917 €
Bosc-Hyons	C	469	5 875 €	6 211 €
Bosc-le-Hard	C	1 598	33 042 €	34 004 €
Bosc-Mesnil	C	331	4 042 €	4 281 €
Bosville	C	644	12 724 €	13 120 €
Boudeville	C	222	3 273 €	3 425 €
Bouelles	C	293	4 341 €	4 542 €
Bourdainville	C	474	6 059 €	6 397 €
Bourville	C	339	5 081 €	5 312 €
Bouville	C	1 014	15 493 €	16 181 €
Brachy	C	745	12 559 €	13 048 €
Bracquetuit	C	345	5 554 €	5 784 €
Bradiancourt	C	226	2 671 €	2 835 €
Brametot	C	216	3 155 €	3 304 €
Bréauté	C	1 415	21 029 €	21 997 €
Brémontier-Merval	C	607	6 450 €	6 902 €
Bretteville-du-Grand-Caux	C	1 429	20 515 €	21 503 €
Bretteville-Saint-Laurent	C	168	2 797 €	2 908 €
Buchy	C	2 965	47 667 €	49 644 €
Bully	C	941	14 219 €	14 859 €
Bures-en-Bray	C	348	4 465 €	4 713 €
Butot	C	293	4 768 €	4 963 €
Butot-Vénesville	C	278	6 501 €	6 658 €
Cailleville	C	289	5 711 €	5 889 €
Cailly	C	757	16 474 €	16 918 €
Callengeville	C	526	8 103 €	8 459 €
Calleville-les-Deux-Églises	C	341	5 422 €	5 650 €
Campneuseville	C	492	7 925 €	8 253 €
Canehan	C	400	5 535 €	5 814 €
Canouville	C	381	6 481 €	6 730 €
Canteleu	B	14 181	509 292 €	523 112 €
Canville-les-Deux-Églises	C	365	5 420 €	5 670 €
Cany-Barville	B	3 140	79 815 €	83 342 €
Carville-la-Folletière	C	437	4 388 €	4 717 €
Carville-Pot-de-Fer	C	107	1 925 €	1 993 €



Communes	Zone SDACR	Population DGF 2023	Contributions brutes 2023	Contributions brutes 2024
Catenay	C	697	11 316 €	11 779 €
Caudebec-lès-Elbeuf	B	10 089	343 233 €	353 336 €
Cauville-sur-Mer	C	1 638	22 492 €	23 639 €
Cideville	C	416	5 173 €	5 472 €
Clais	C	274	3 752 €	3 944 €
Clasville	C	376	5 904 €	6 157 €
Claville-Motteville	C	282	4 203 €	4 396 €
Cléon	B	4 953	170 822 €	175 749 €
Clères	C	1 399	24 278 €	25 186 €
Cleuville	C	209	2 346 €	2 500 €
Cléville	C	156	2 607 €	2 710 €
Cliponville	C	261	4 339 €	4 511 €
Colleville	C	798	19 881 €	20 313 €
Colmesnil-Manneville	C	118	3 277 €	3 336 €
Compainville	C	187	2 025 €	2 164 €
Conteville	C	519	8 053 €	8 403 €
Contremoulins	C	175	3 100 €	3 213 €
Cottévrard	C	481	6 345 €	6 685 €
Crasville-la-Mallet	C	189	3 394 €	3 515 €
Crasville-la-Rocquefort	C	251	4 122 €	4 288 €
Criel-sur-Mer	C	3 783	50 074 €	52 749 €
Criquebeuf-en-Caux	C	420	7 915 €	8 179 €
Criquetot-le-Mauconduit	C	205	4 268 €	4 391 €
Criquetot-l'Esneval	C	2 669	43 984 €	45 749 €
Criquetot-sur-Longueville	C	226	3 433 €	3 587 €
Criquetot-sur-Ouville	C	822	11 357 €	11 931 €
Criquiers	C	752	10 759 €	11 279 €
Critot	C	495	7 868 €	8 199 €
Croisy-sur-Andelle	C	537	9 139 €	9 490 €
Croixdalle	C	341	4 321 €	4 565 €
Croix-Mare	C	745	10 936 €	11 448 €
Cropus	C	262	3 956 €	4 134 €
Crosville-sur-Scie	C	254	3 902 €	4 074 €
Cuverville	C	365	5 262 €	5 514 €
Cuverville-sur-Yères	C	218	3 190 €	3 340 €
Cuy-Saint-Fiacre	C	676	9 734 €	10 201 €
Dampierre-en-Bray	C	472	6 760 €	7 086 €
Dampierre-Saint-Nicolas	C	465	8 292 €	8 591 €
Dancourt	C	248	4 029 €	4 194 €
Darnétal	B	9 936	323 900 €	334 050 €
Daubeuf-Serville	C	423	5 884 €	6 179 €
Dénestanville	C	281	4 128 €	4 321 €
Déville-lès-Rouen	B	10 757	350 684 €	361 672 €
Dieppe	A	30 423	1 100 895 €	1 145 499 €
Doudeauville	C	112	1 461 €	1 541 €
Doudeville	C	2 568	45 021 €	46 681 €
Douvrend	C	547	8 296 €	8 668 €
Drosay	C	219	4 611 €	4 742 €
Duclair	B	4 084	140 776 €	144 840 €
Écalles-Alix	C	518	8 716 €	9 056 €
Écrainville	C	1 014	16 428 €	17 102 €
Écretteville-lès-Baons	C	379	6 449 €	6 697 €
Écretteville-sur-Mer	C	174	1 840 €	1 970 €
Ectot-l'Auber	C	715	8 344 €	8 865 €
Ectot-lès-Baons	C	404	6 633 €	6 900 €
Elbeuf	B	16 366	564 411 €	580 691 €
Elbeuf-en-Bray	C	429	6 478 €	6 770 €
Elbeuf-sur-Andelle	C	493	5 552 €	5 914 €
Életot	C	681	9 775 €	10 246 €
Ellecourt	C	164	2 610 €	2 720 €
Émanville	C	767	9 553 €	10 104 €
Envermeu	C	2 145	41 632 €	42 961 €
Envronville	C	362	5 800 €	6 042 €
Épinay-sur-Duclair	C	518	15 744 €	15 984 €
Épouville	B	2 686	56 160 €	59 348 €
Épretot	C	802	11 498 €	12 053 €
Épreville	C	1 062	22 037 €	22 675 €
Ermenouville	C	167	2 440 €	2 555 €
Ernemont-la-Villette	C	217	3 106 €	3 256 €
Ernemont-sur-Buchy	C	295	3 625 €	3 838 €
Esclavelles	C	394	5 605 €	5 878 €
Eslettes	C	1 658	24 719 €	25 852 €
Esteville	C	502	6 963 €	7 313 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2023	Contributions brutes 2023	Contributions brutes 2024
Étaimpuis	C	849	12 331 €	12 916 €
Étainhus	C	1 239	17 842 €	18 698 €
Étalleville	C	450	6 654 €	6 962 €
Étalondes	C	1 088	25 393 €	26 007 €
Étoutteville	C	857	8 742 €	9 385 €
Étretat	B	1 886	56 488 €	58 485 €
Eu	B	7 036	286 981 €	293 352 €
Fallencourt	C	197	2 747 €	2 884 €
Fécamp	A	18 947	487 617 €	518 200 €
Ferrières-en-Bray	C	1 702	43 994 €	44 893 €
Fesques	C	148	2 002 €	2 106 €
Flamanville	C	494	6 538 €	6 887 €
Flamets-Frétils	C	180	2 524 €	2 649 €
Flocques	C	727	11 480 €	11 968 €
Fongueusemare	C	197	3 021 €	3 154 €
Fontaine-en-Bray	C	182	2 983 €	3 104 €
Fontaine-la-Mallet	B	2 699	54 027 €	57 265 €
Fontaine-le-Bourg	C	1 837	30 686 €	31 895 €
Fontaine-le-Dun	C	931	27 231 €	27 678 €
Fontaine-sous-Préaux	C	576	15 068 €	15 370 €
Fontenay	C	1 696	18 245 €	19 504 €
Forges-les-Eaux B	B	3 583	86 322 €	90 414 €
Forges-les-Eaux C	C	483	10 390 €	10 675 €
Foucarmont	C	804	17 356 €	17 829 €
Foucart	C	373	5 655 €	5 909 €
Franqueville-Saint-Pierre	B	6 300	211 144 €	217 498 €
Fréauville	C	158	2 243 €	2 353 €
Freneuse	C	982	27 338 €	27 829 €
Fresles	C	250	2 873 €	3 056 €
Fresnay-le-Long	C	334	5 211 €	5 436 €
Fresne-le-Plan	C	579	8 447 €	8 845 €
Fresnoy-Folny	C	731	11 233 €	11 728 €
Fresquiennes	C	1 064	16 959 €	17 671 €
Freulleville	C	379	5 936 €	6 191 €
Frichemesnil	C	406	6 976 €	7 240 €
Froberville	C	1 217	24 718 €	25 457 €
Fry	C	153	2 430 €	2 532 €
Fultot	C	261	3 087 €	3 277 €
Gaillfontaine	C	1 261	23 369 €	24 166 €
Gainneville	B	2 529	47 810 €	50 884 €
Gancourt-Saint-Étienne	C	244	3 784 €	3 949 €
Ganzeville	C	490	10 608 €	10 896 €
Gerponville	C	409	5 623 €	5 909 €
Gerville	C	454	8 244 €	8 533 €
Goderville	B	2 915	46 042 €	49 713 €
Gommerville	C	740	11 388 €	11 889 €
Gonfreville-Caillot	C	389	4 888 €	5 167 €
Gonfreville-l'Orcher	B	9 146	450 176 €	457 365 €
Gonnetot	C	195	3 390 €	3 516 €
Gonneville-la-Mallet	C	1 410	21 324 €	22 283 €
Gonneville-sur-Scie	C	548	7 540 €	7 923 €
Gonzeville	C	138	1 789 €	1 887 €
Goupillières	C	423	6 578 €	6 863 €
Gournay-en-Bray	B	6 157	143 084 €	150 189 €
Gouy	C	915	24 696 €	25 165 €
Graimbouville	C	636	8 976 €	9 418 €
Grainville-la-Teinturière	C	1 126	25 248 €	25 898 €
Grainville-sur-Ry	C	454	8 103 €	8 394 €
Grainville-Ymauville	C	448	6 969 €	7 271 €
Grand-Camp	C	788	11 477 €	12 019 €
Grand-Couronne	B	9 948	333 791 €	343 818 €
Grandcourt	C	360	5 808 €	6 048 €
Graval	C	165	1 935 €	2 055 €
Grèges	C	870	24 060 €	24 498 €
Grémonville	C	463	6 314 €	6 639 €
Greuville	C	400	6 259 €	6 528 €
Grigneuseville	C	384	5 795 €	6 056 €
Gruchet-le-Valasse	B	3 176	82 458 €	86 001 €
Gruchet-Saint-Siméon	C	750	11 692 €	12 197 €
Grugny	C	1 013	16 727 €	17 396 €
Grumesnil	C	473	7 176 €	7 497 €
Guerville	C	489	7 316 €	7 650 €
Gueures	C	574	9 208 €	9 591 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2023	Contributions brutes 2023	Contributions brutes 2024
Gueutteville	C	91	1 400 €	1 462 €
Gueutteville-les-Grès	C	449	7 843 €	8 134 €
Harcanville	C	552	7 433 €	7 822 €
Harfleur	B	8 418	191 664 €	201 435 €
Hattenville	C	737	10 222 €	10 737 €
Haucourt	C	207	3 591 €	3 725 €
Haudricourt	C	454	7 623 €	7 921 €
Haussez	C	336	4 399 €	4 637 €
Hautot-l'Auvray	C	352	8 280 €	8 478 €
Hautot-le-Vatois	C	360	4 953 €	5 205 €
Hautot-Saint-Sulpice	C	706	10 165 €	10 653 €
Hautot-sur-Mer	B	2 083	67 682 €	69 813 €
Hautot-sur-Seine	C	409	11 576 €	11 778 €
Héberville	C	127	2 033 €	2 118 €
Hénouville	C	1 386	37 625 €	38 332 €
Héricourt-en-Caux	C	983	15 362 €	16 024 €
Hermanville	C	123	1 932 €	2 015 €
Hermeville	C	379	6 378 €	6 627 €
Héronnelles	C	155	1 740 €	1 854 €
Heugleville-sur-Scie	C	661	10 068 €	10 517 €
Heuqueville	C	733	11 011 €	11 511 €
Heurteauville	C	317	5 332 €	5 540 €
Hodeng-au-Bosc	C	598	18 906 €	19 173 €
Hodeng-Hodenger	C	301	3 869 €	4 083 €
Houdetot	C	205	2 548 €	2 695 €
Houpeville	C	2 973	83 473 €	84 950 €
Houquetot	C	345	5 234 €	5 468 €
Hugleville-en-Caux	C	436	5 499 €	5 811 €
Illois	C	423	5 116 €	5 422 €
Imbleville	C	322	5 252 €	5 466 €
Incheville	C	1 254	26 325 €	27 074 €
Ingouville	C	337	6 591 €	6 799 €
Isneauville	B	3 666	94 118 €	98 222 €
Jumièges	C	1 762	54 708 €	55 509 €
La Bellière	C	58	1 169 €	1 204 €
La Bouille	C	732	22 758 €	23 091 €
La Cerlangue	C	1 407	23 660 €	24 584 €
La Chapelle-du-Bourgay	C	123	2 138 €	2 218 €
La Chapelle-Saint-Ouen	C	149	1 450 €	1 563 €
La Chapelle-sur-Dun	C	240	3 367 €	3 534 €
La Chaussée	C	555	9 070 €	9 438 €
La Crique	C	347	5 218 €	5 455 €
La Ferté-Saint-Samson	C	484	6 472 €	6 813 €
La Feuillie	C	1 365	19 558 €	20 502 €
La Fontelaye	C	29	560 €	578 €
La Frénaye	B	2 138	39 233 €	41 848 €
La Gaillarde	C	431	6 600 €	6 892 €
La Hallotière	C	239	2 872 €	3 045 €
La Haye	C	386	5 021 €	5 295 €
La Houssaye-Béranger	C	543	8 715 €	9 077 €
La Londe	C	2 430	71 025 €	72 193 €
La Neuville-Chant-d'Oisel	C	2 420	69 193 €	70 378 €
La Poterie-Cap-d'Antifer	C	498	6 061 €	6 421 €
La Remuée	C	1 301	20 511 €	21 384 €
La Rue-Saint-Pierre	C	785	7 491 €	8 087 €
La Trinité-du-Mont	C	880	11 736 €	12 357 €
La Vaupalière	C	1 197	26 206 €	26 906 €
La Vieux-Rue	C	594	7 682 €	8 105 €
Lamberville	C	206	3 133 €	3 273 €
Lammerville	C	338	5 632 €	5 855 €
Landes-Vieilles-et-Neuves	C	137	2 106 €	2 199 €
Lanquetot	C	1 181	17 851 €	18 655 €
Le Bocasse	C	666	12 243 €	12 665 €
Le Bois-Robert	C	380	5 459 €	5 722 €
Le Bourg-Dun	C	543	7 208 €	7 592 €
Le Catelier	C	289	4 157 €	4 357 €
Le Caule-Sainte-Beuve	C	510	7 337 €	7 689 €
Le Grand-Quevilly	A	26 410	916 156 €	955 436 €
Le Hanouard	C	284	5 833 €	6 004 €
Le Havre	A	169 826	8 619 045 €	8 832 999 €
Le Héron	C	262	4 090 €	4 266 €
Le Houlme	B	4 192	135 789 €	140 083 €
Le Mesnil-Durdent	C	34	731 €	751 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2023	Contributions brutes 2023	Contributions brutes 2024
Le Mesnil-Esnard	B	8 302	277 113 €	285 502 €
Le Mesnil-Lieubray	C	118	1 475 €	1 560 €
Le Mesnil-Réaume	C	814	8 720 €	9 325 €
Le Mesnil-sous-Jumièges	C	641	19 020 €	19 324 €
Le Petit-Quevilly	A	22 348	819 269 €	851 884 €
Le Thil-Riberpré	C	245	3 348 €	3 520 €
Le Tilleul	C	727	11 146 €	11 638 €
Le Torp-Mesnil	C	472	4 689 €	5 045 €
Le Trait	B	4 904	174 261 €	179 067 €
Le Tréport	B	6 019	177 156 €	183 574 €
Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen	C	1 286	37 817 €	38 432 €
Les Cent-Acres	C	68	1 105 €	1 150 €
Les Grandes-Ventes	C	1 828	37 667 €	38 769 €
Les Ifs	C	80	1 698 €	1 746 €
Les Loges	C	1 171	25 522 €	26 208 €
Les Trois-Pierres	C	808	12 481 €	13 027 €
Les-Hauts-de-Caux	C	1 381	23 614 €	24 515 €
Lestanville	C	99	1 511 €	1 578 €
Lillebonne	B	8 946	368 822 €	376 867 €
Limésy	C	1 544	23 388 €	24 438 €
Limpville	C	411	6 037 €	6 319 €
Lindebeuf	C	400	5 354 €	5 636 €
Lintot	C	481	6 764 €	7 098 €
Lintot-les-Bois	C	202	3 064 €	3 201 €
Londinières	C	1 323	20 147 €	21 045 €
Longmesnil	C	55	1 378 €	1 408 €
Longroy	C	663	16 718 €	17 074 €
Longueil	C	604	9 848 €	10 249 €
Longuerue	C	343	4 997 €	5 233 €
Longueville-sur-Scie	C	986	15 836 €	16 494 €
Louvetot	C	770	10 483 €	11 023 €
Lucy	C	212	2 469 €	2 624 €
Luneray	B	2 245	40 201 €	42 961 €
Malaunay	B	6 214	200 002 €	206 386 €
Malleville-les-Grès	C	245	3 737 €	3 903 €
Manéglise	C	1 299	20 607 €	21 477 €
Manéhouville	C	234	3 617 €	3 775 €
Maniquerville	C	500	9 479 €	9 792 €
Manneville-ès-Plains	C	363	6 571 €	6 803 €
Manneville-la-Goupil	C	1 076	16 478 €	17 207 €
Mannevillette	C	923	12 438 €	13 088 €
Maromme	B	11 005	372 427 €	383 475 €
Marques	C	264	3 797 €	3 979 €
Martainville-Épreville	C	729	12 394 €	12 871 €
Martigny	C	429	13 529 €	13 721 €
Martin-Église	C	1 754	47 714 €	48 607 €
Massy	C	345	5 056 €	5 293 €
Mathonville	C	339	3 447 €	3 701 €
Maucombe	C	419	5 884 €	6 175 €
Maulévrier-Sainte-Gertrude	C	1 041	15 969 €	16 674 €
Mauny	C	175	2 465 €	2 587 €
Mauquenchy	C	375	5 116 €	5 379 €
Mélamare	C	942	16 178 €	16 792 €
Melleville	C	278	4 519 €	4 704 €
Ménerval	C	187	3 102 €	3 225 €
Ménonval	C	241	3 201 €	3 371 €
Mentheville	C	307	3 149 €	3 379 €
Mésangueville	C	177	2 607 €	2 728 €
Mesnières-en-Bray	C	1 193	19 031 €	19 829 €
Mesnil-Follemprise	C	124	1 954 €	2 037 €
Mesnil-Mauger	C	262	4 000 €	4 178 €
Mesnil-Panneville	C	752	9 670 €	10 206 €
Mesnil-Raoul	C	1 135	13 665 €	14 487 €
Meulers	C	589	7 445 €	7 866 €
Millebosc	C	251	4 258 €	4 422 €
Mirville	C	361	5 565 €	5 809 €
Molagnies	C	216	2 710 €	2 865 €
Monchaux-Soreng	C	647	10 926 €	11 350 €
Monchy-sur-Eu	C	594	8 864 €	9 270 €
Mont-Cauvaire	C	872	10 812 €	11 439 €
Montérolier	C	616	8 994 €	9 418 €
Montigny	C	1 317	19 640 €	20 540 €
Montvilliers	B	15 866	361 632 €	380 042 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2023	Contributions brutes 2023	Contributions brutes 2024
Montmain	C	1 433	42 384 €	43 066 €
Montreuil-en-Caux	C	509	8 436 €	8 772 €
Montrouty	C	308	3 939 €	4 159 €
Mont-Saint-Aignan	A	20 437	706 761 €	737 189 €
Montville	B	4 655	90 310 €	95 935 €
Morgny-la-Pommeraye	C	1 095	15 926 €	16 680 €
Morienne	C	220	2 880 €	3 036 €
Mortemer	C	92	1 592 €	1 652 €
Morville-sur-Andelle	C	310	4 286 €	4 503 €
Motteville	C	785	12 805 €	13 326 €
Moulineaux	C	940	29 297 €	29 723 €
Muchedent	C	143	2 284 €	2 380 €
Nesle-Hodeng	C	377	5 124 €	5 389 €
Nesle-Normandeuse	C	520	10 639 €	10 954 €
Neufbosc	C	413	5 209 €	5 505 €
Neufchâtel-en-Bray	B	4 890	143 092 €	148 318 €
Neuf-Marché	C	715	11 241 €	11 721 €
Neuville-Ferrières	C	579	9 574 €	9 956 €
Néville	C	1 456	27 549 €	28 461 €
Nointot	C	1 402	19 818 €	20 791 €
Nolléval	C	455	5 735 €	6 061 €
Normanville	C	700	10 679 €	11 154 €
Norville	C	1 025	16 114 €	16 803 €
Notre-Dame-d'Aliermont	C	767	10 169 €	10 711 €
Notre-Dame-de-Bliquetuit	C	839	11 376 €	11 965 €
Notre-Dame-de-Bondeville	B	7 094	238 917 €	246 055 €
Notre-Dame-du-Bec	C	468	6 800 €	7 122 €
Notre-Dame-du-Parc	C	194	2 550 €	2 687 €
Nullemont	C	150	1 923 €	2 030 €
Ocqueville	C	494	10 825 €	11 114 €
Octeville-sur-Mer	B	6 199	110 917 €	118 540 €
Offranville	B	3 431	108 634 €	112 184 €
Oherville	C	252	4 140 €	4 307 €
Oissel	B	12 431	386 625 €	399 587 €
Omonville	C	327	5 087 €	5 307 €
Orival	C	887	28 476 €	28 866 €
Osmoy-Saint-Valery	C	351	5 518 €	5 754 €
Ouainville	C	542	11 800 €	12 118 €
Oudalle	C	457	16 386 €	16 563 €
Ourville-en-Caux	C	1 165	25 232 €	25 917 €
Ouville-l'Abbaye	C	684	10 026 €	10 496 €
Ouville-la-Rivière	C	505	8 596 €	8 926 €
Paluel	C	511	10 451 €	10 760 €
Parc-d'Anxtot	C	603	8 675 €	9 092 €
Pavilly	B	6 234	129 355 €	136 769 €
Petit Caux	C	10 337	230 529 €	236 511 €
Petit-Couronne	B	8 924	300 717 €	309 694 €
Petiville	C	1 152	27 129 €	27 775 €
Pierrecourt	C	505	7 977 €	8 316 €
Pierrefiques	C	161	2 015 €	2 130 €
Pierreval	C	554	6 464 €	6 868 €
Pissy-Pôville	C	1 300	19 669 €	20 553 €
Pleine-Sève	C	144	2 744 €	2 834 €
Pommereux	C	114	1 587 €	1 667 €
Pommeréval	C	523	5 694 €	6 081 €
Ponts-et-Marais	C	841	18 444 €	18 935 €
Port Jérôme sur Seine B	B	8 939	365 936 €	374 012 €
Port Jérôme sur Seine C	C	1 569	60 351 €	60 900 €
Préaux	C	1 884	28 970 €	30 245 €
Prétot-Vicquemare	C	242	2 661 €	2 840 €
Preuseville	C	171	2 314 €	2 434 €
Puisenval	C	30	1 018 €	1 030 €
Quevillon	C	614	17 609 €	17 909 €
Quévreville-la-Poterie	C	1 043	28 924 €	29 447 €
Quiberville	C	850	13 343 €	13 914 €
Quièvre-court	C	434	6 753 €	7 046 €
Quincampoix	C	3 183	47 717 €	49 889 €
Raffetot	C	511	8 302 €	8 642 €
Rainfreville	C	96	1 456 €	1 521 €
Réalcamp	C	620	10 682 €	11 085 €
Rebets	C	164	2 085 €	2 202 €
Rétonval	C	194	3 040 €	3 170 €
Reuville	C	152	2 078 €	2 185 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2023	Contributions brutes 2023	Contributions brutes 2024
Ricarville-du-Val	C	200	2 113 €	2 262 €
Richemont	C	452	7 744 €	8 039 €
Rieux	C	621	10 135 €	10 547 €
Rives en Seine B	B	2 265	65 836 €	68 263 €
Rives en Seine C	C	1 974	52 241 €	53 267 €
Riville	C	319	4 601 €	4 821 €
Robertot	C	244	2 362 €	2 547 €
Rocquefort	C	342	4 886 €	5 123 €
Rocquemont	C	807	11 250 €	11 813 €
Rogerville	C	1 694	55 714 €	56 440 €
Rolleville	C	1 216	19 743 €	20 551 €
Roncherolles-en-Bray	C	505	7 698 €	8 041 €
Roncherolles-sur-le-Vivier	C	1 237	32 637 €	33 281 €
Ronchois	C	200	2 725 €	2 865 €
Rosay	C	282	4 131 €	4 325 €
Rouen	A	117 749	3 951 807 €	4 128 820 €
Roumare	C	1 564	20 511 €	21 620 €
Routes	C	288	3 424 €	3 633 €
Rouville	C	620	9 208 €	9 632 €
Rouvray-Catillon	C	240	3 530 €	3 695 €
Rouxmesnil-Bouteilles	B	1 868	61 568 €	63 467 €
Royville	C	330	4 643 €	4 872 €
Ry	C	785	15 056 €	15 545 €
Saône-Saint-Just	C	151	2 608 €	2 706 €
Sahurs	C	1 243	38 856 €	39 418 €
Sainneville	C	867	14 180 €	14 755 €
Saint-Aignan-sur-Ry	C	354	5 091 €	5 336 €
Saint-André-sur-Cailly	C	847	14 264 €	14 820 €
Saint-Antoine-la-Forêt	C	1 120	16 689 €	17 455 €
Saint-Arnoult	C	1 491	22 690 €	23 702 €
Saint-Aubin-Celloville	C	1 187	28 955 €	29 607 €
Saint-Aubin-de-Crétot	C	514	8 379 €	8 720 €
Saint-Aubin-Épinay	C	1 037	31 190 €	31 676 €
Saint-Aubin-le-Cauf	C	882	15 518 €	16 087 €
Saint-Aubin-lès-Elbeuf	B	8 524	275 576 €	284 316 €
Saint-Aubin-Routot	C	1 957	22 299 €	23 734 €
Saint-Aubin-sur-Mer	C	291	4 423 €	4 621 €
Saint-Aubin-sur-Scie	C	1 317	34 755 €	35 441 €
Saint-Clair-sur-les-Monts	C	626	9 845 €	10 266 €
Saint-Crespin	C	322	4 766 €	4 987 €
Saint-Denis-d'Aclon	C	138	2 334 €	2 424 €
Saint-Denis-le-Thiboult	C	522	8 558 €	8 904 €
Saint-Denis-sur-Scie	C	710	10 645 €	11 129 €
Sainte-Adresse	B	7 489	163 954 €	172 739 €
Sainte-Agathe-d'Aliermont	C	307	5 099 €	5 301 €
Sainte-Austreberthe	C	665	10 396 €	10 844 €
Sainte-Beuve-en-Rivière	C	191	2 804 €	2 935 €
Sainte-Colombe	C	241	4 841 €	4 988 €
Sainte-Croix-sur-Buchy	C	701	9 997 €	10 483 €
Sainte-Foy	C	645	9 355 €	9 800 €
Sainte-Geneviève	C	289	4 473 €	4 668 €
Sainte-Hélène-Bondeville	C	760	11 881 €	12 393 €
Sainte-Marguerite-sur-Duclair	C	2 062	60 264 €	61 255 €
Sainte-Marguerite-sur-Mer	C	699	20 516 €	20 851 €
Sainte-Marie-au-Bosc	C	388	4 299 €	4 585 €
Sainte-Marie-des-Champs	C	1 600	30 747 €	31 743 €
Saint-Étienne-du-Rouvray	A	28 662	1 036 518 €	1 078 549 €
Saint-Eustache-la-Forêt	C	1 253	19 619 €	20 462 €
Saint-Georges-sur-Fontaine	C	930	13 713 €	14 351 €
Saint-Germain-des-Essourts	C	395	6 284 €	6 548 €
Saint-Germain-d'Étables	C	253	4 359 €	4 524 €
Saint-Germain-sous-Cailly	C	339	4 090 €	4 335 €
Saint-Germain-sur-Eaulne	C	229	3 589 €	3 743 €
Saint-Gilles-de-Crétot	C	423	5 211 €	5 516 €
Saint-Gilles-de-la-Neuville	C	655	9 951 €	10 396 €
Saint-Hellier	C	532	7 487 €	7 857 €
Saint-Honoré	C	205	3 211 €	3 349 €
Saint-Jacques-d'Aliermont	C	347	5 689 €	5 919 €
Saint-Jacques-sur-Darnétal	C	3 165	80 894 €	82 580 €
Saint-Jean-de-Folleville	C	841	14 823 €	15 365 €
Saint-Jean-de-la-Neuville	C	639	8 574 €	9 024 €
Saint-Jean-du-Cardonnay	C	1 368	23 498 €	24 389 €
Saint-Jouin-Bruneval	C	1 943	49 833 €	50 865 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2023	Contributions brutes 2023	Contributions brutes 2024
Saint-Laurent-de-Brèvedent	C	1 534	24 968 €	25 987 €
Saint-Laurent-en-Caux	C	792	15 388 €	15 879 €
Saint-Léger-aux-Bois	C	514	7 817 €	8 166 €
Saint-Léger-du-Bourg-Denis	B	3 663	116 184 €	119 971 €
Saint-Léonard	C	1 825	38 143 €	39 235 €
Saint-Lucien / Ex Sigy en Bray fusionné	C	249	3 645 €	3 816 €
Saint-Maclou-de-Folleville	C	646	10 437 €	10 867 €
Saint-Maclou-la-Brière	C	477	7 434 €	7 755 €
Saint-Mards	C	195	3 392 €	3 518 €
Saint-Martin-au-Bosc	C	283	3 248 €	3 455 €
Saint-Martin-aux-Arbres	C	330	5 066 €	5 289 €
Saint-Martin-aux-Buneaux	C	984	15 830 €	16 486 €
Saint-Martin-de-Boscherville	C	1 580	46 161 €	46 921 €
Saint-Martin-de-l'If	C	1 761	25 770 €	26 980 €
Saint-Martin-du-Bec	C	664	9 622 €	10 080 €
Saint-Martin-du-Manoir	C	1 494	24 256 €	25 249 €
Saint-Martin-du-Vivier	C	1 742	52 496 €	53 311 €
Saint-Martin-le-Gaillard	C	317	5 441 €	5 648 €
Saint-Martin-l'Hortier	C	281	3 738 €	3 936 €
Saint-Martin-Osmonville	C	1 219	15 627 €	16 496 €
Saint-Maurice-d'Ételan	C	316	4 436 €	4 656 €
Saint-Michel-d'Halescourt	C	130	1 975 €	2 063 €
Saint-Nicolas-d'Aliermont	B	3 815	69 742 €	74 413 €
Saint-Nicolas-de-la-Haie	C	433	6 675 €	6 968 €
Saint-Nicolas-de-la-Taille	C	1 683	21 288 €	22 492 €
Saint-Ouen-du-Breuil	C	835	12 457 €	13 028 €
Saint-Ouen-le-Mauger	C	284	4 651 €	4 839 €
Saint-Ouen-sous-Bailly	C	239	3 380 €	3 546 €
Saint-Paër	C	1 330	41 121 €	41 728 €
Saint-Pierre-Bénouville	C	389	5 807 €	6 073 €
Saint-Pierre-de-Manneville	C	917	25 473 €	25 933 €
Saint-Pierre-des-Jonquières	C	83	1 790 €	1 839 €
Saint-Pierre-de-Varengeville	C	2 328	70 380 €	71 466 €
Saint-Pierre-en-Port	C	1 064	17 099 €	17 809 €
Saint-Pierre-en-Val	C	1 117	17 893 €	18 639 €
Saint-Pierre-lès-Elbeuf	B	8 370	279 140 €	287 601 €
Saint-Pierre-le-Vieux	C	226	3 242 €	3 398 €
Saint-Pierre-le-Viger	C	285	4 722 €	4 910 €
Saint-Rémy-Boscrocourt	C	828	12 440 €	13 005 €
Saint-Riquier-en-Rivière	C	159	2 424 €	2 532 €
Saint-Riquier-ès-Plains	C	686	14 088 €	14 502 €
Saint-Romain-de-Colbosc	B	4 431	86 015 €	91 369 €
Saint-Saëns	C	2 374	48 287 €	49 727 €
Saint-Saire	C	623	8 898 €	9 329 €
Saint-Sauveur-d'Émalleville	C	1 261	17 687 €	18 565 €
Saint-Sylvain	C	157	4 495 €	4 572 €
Saint-Vaast-d'Équiqueville	C	789	10 700 €	11 254 €
Saint-Vaast-Dieppedalle	C	424	8 130 €	8 394 €
Saint-Vaast-du-Val	C	481	7 590 €	7 913 €
Saint-Valery-en-Caux	B	4 781	117 874 €	123 296 €
Saint-Victor-l'Abbaye	C	781	12 364 €	12 888 €
Saint-Vigor-d'Ymonville	C	1 165	41 171 €	41 630 €
Saint-Vincent-Cramesnil	C	722	9 226 €	9 741 €
Sandouville	C	809	34 274 €	34 512 €
Sassetot-le-Malgardé	C	123	2 000 €	2 082 €
Sassetot-le-Mauconduit	C	1 232	21 344 €	22 144 €
Sasseville	C	290	5 872 €	6 048 €
Sauchay	C	459	6 278 €	6 600 €
Saumont-la-Poterie	C	439	6 769 €	7 066 €
Sauqueville	C	357	11 673 €	11 827 €
Saussay	C	374	5 558 €	5 814 €
Saussezemare-en-Caux	C	452	6 467 €	6 780 €
Senneville-sur-Fécamp	C	946	18 177 €	18 766 €
Sept-Meules	C	178	2 842 €	2 961 €
Serqueux	C	986	15 798 €	16 456 €
Servaville-Salmonville	C	1 148	19 199 €	19 954 €
Sierville	C	1 129	15 523 €	16 313 €
Sigy-en-Bray / Ex Sigy en Bray fusionné	C	520	7 515 €	7 874 €
Smermesnil	C	394	4 325 €	4 616 €
Sommery	C	873	11 878 €	12 491 €
Sommesnil	C	121	1 546 €	1 632 €
Sorquainville	C	200	2 668 €	2 809 €
Sotteville-lès-Rouen	A	29 792	1 060 198 €	1 104 130 €



Communes	Zone SDACR	Population DGF 2023	Contributions brutes 2023	Contributions brutes 2024
Sotteville-sous-le-Val	C	753	23 840 €	24 176 €
Sotteville-sur-Mer	C	556	7 251 €	7 646 €
Tancarville	C	1 256	26 423 €	27 172 €
Terres de Caux B	B	2 379	37 515 €	40 512 €
Terres de Caux C	C	1 972	27 869 €	29 238 €
Thérouldeville	C	693	8 676 €	9 173 €
Theuville-aux-Maillots	C	567	7 228 €	7 633 €
Thiergeville	C	424	5 535 €	5 836 €
Thiétreville	C	419	6 300 €	6 586 €
Thil-Manneville	C	686	9 683 €	10 160 €
Thiouville	C	303	4 437 €	4 645 €
Tocqueville-en-Caux	C	153	2 114 €	2 221 €
Tocqueville-les-Murs	C	288	3 884 €	4 087 €
Torcy-le-Grand	C	835	12 532 €	13 101 €
Torcy-le-Petit	C	513	7 997 €	8 343 €
Tôtes	C	1 619	24 827 €	25 924 €
Touffreville-la-Corbeline	C	860	13 959 €	14 531 €
Touffreville-sur-Eu	C	236	3 647 €	3 806 €
Tourville-la-Rivière	B	2 582	83 509 €	86 156 €
Tourville-les-Ifs	C	740	11 630 €	12 127 €
Tourville-sur-Arques	C	1 249	37 792 €	38 374 €
Toussaint	C	717	13 118 €	13 574 €
Trémauville	C	109	1 615 €	1 690 €
Trouville	C	633	10 097 €	10 520 €
Turretot	C	1 531	23 258 €	24 298 €
Val-de-la-Haye	C	728	20 646 €	21 005 €
Val-de-Saône	C	1 531	24 185 €	25 212 €
Val-de-scie	C	2 594	41 329 €	43 064 €
Valliquerville	C	1 465	24 248 €	25 215 €
Valmont	C	910	18 681 €	19 230 €
Varengeville-sur-Mer	C	1 282	37 998 €	38 607 €
Varneville-Bretteville	C	344	5 127 €	5 362 €
Vassonville	C	444	7 015 €	7 313 €
Vatierville	C	144	1 957 €	2 058 €
Vattetot-sous-Beaumont	C	590	8 794 €	9 197 €
Vattetot-sur-Mer	C	489	9 754 €	10 053 €
Vatteville-la-Rue	C	1 206	17 045 €	17 882 €
Veauville-lès-Quelles	C	146	2 579 €	2 673 €
Vénestanville	C	219	3 223 €	3 373 €
Ventes-Saint-Rémy	C	238	3 828 €	3 987 €
Vergetot	C	462	6 354 €	6 677 €
Veules-les-Roses	C	1 058	16 234 €	16 951 €
Veulottes-sur-Mer	C	641	8 337 €	8 792 €
Vibeuf	C	626	9 549 €	9 974 €
Vieux-Manoir	C	782	11 101 €	11 643 €
Vieux-Rouen-sur-Bresle	C	581	10 366 €	10 739 €
Villainville	C	313	5 056 €	5 264 €
Villers-Écalles	C	1 777	50 288 €	51 165 €
Villers-sous-Foucarmont	C	191	3 418 €	3 540 €
Villy-sur-Yères	C	218	2 644 €	2 802 €
Vinnemerville	C	263	3 765 €	3 947 €
Virville	C	353	4 879 €	5 126 €
Vittefleur	C	806	15 849 €	16 346 €
Wanchy-Capval	C	364	5 211 €	5 463 €
Yainville	C	1 053	32 245 €	32 730 €
Yébleron	C	1 304	22 958 €	23 799 €
Yerville	B	2 546	42 942 €	46 110 €
Ymare	C	1 208	35 389 €	35 968 €
Yport	C	1 084	23 530 €	24 166 €
Ypreville-Biville	C	599	8 365 €	8 782 €
Yquebeuf	C	243	3 864 €	4 027 €
Yvecrique	C	653	10 970 €	11 399 €
Yvetot	B	11 576	318 993 €	331 644 €
Yville-sur-Seine	C	451	13 759 €	13 968 €

<b>TOTAL</b>	<b>1 301 884</b>
--------------	------------------



**CONTRIBUTEURS BENEFICIANT D'UN ABATTEMENT AU TITRE  
DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU VOLONTARIAT**

Communes éligibles au dispositif	Nombre de SPV éligibles au dispositif au 01/10/2022	Nombre de SPV éligibles au dispositif au 01/10/2023	Montant de l'abattement
Aumale	1	2	2 000 €
Bailly-en-Rivière	0	1	1 000 €
Cailly	1	0	- €
Étoutteville	1	0	- €
Ferrières-en-Bray	1	0	- €
Fontaine-le-Bourg	2	2	2 000 €
Forges-les-Eaux	3	2	2 000 €
Foucarmont	2	2	2 000 €
Gaillefontaine	1	0	- €
Gonzeville	1	1	1 000 €
Héricourt-en-Caux	1	1	1 000 €
La Feuillie	2	2	2 000 €
Les Grandes-Ventes	3	2	2 000 €
Saint-Nicolas-d'Aliermont	1	1	1 000 €
Saint-Vaast-d'Équiqueville	1	1	1 000 €
Terres de Caux	1	1	1 000 €
Villers-sous-Foucarmont	1	1	1 000 €
	<b>23</b>	<b>19</b>	<b>19 000 €</b>

Pour mémoire, conformément à la délibération n°2018-CA-38 du 13 décembre 2018, avant de fixer le montant à appeler auprès de chaque contributeur (c'est-à-dire la contribution nette), il est pris en compte le financement du dispositif de soutien au volontariat des communes rurales (au sens de l'INSEE) ou de moins de 5 000 habitants ayant conventionné, avant le 1er octobre de l'année N-1, pour libérer leurs personnels engagés en tant que sapeur-pompier volontaire dans un Centre d'incendie et de secours (Cis) non mixte, tel que stipulé dans le Règlement opérationnel en vigueur au 1er octobre de l'année N-1.

Ces communes bénéficient d'un abattement fixé à 1 000 € par agent communal disponible ou, à titre exceptionnel, de 500 € par agent pour les communes contributrices qui sortent du dispositif en cas de modification du statut du Cis en centre mixte.

Le montant total des abattements accordé est répercuté sur l'ensemble des autres contributeurs proportionnellement au niveau de leur contribution brute de l'année N.

CONTRIBUTIONS NETTES 2024 APPELEES

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
EPCI	
CA de la Région Dieppoise	1 744 909 €
Fécamp Caux Littoral Agglo	931 046 €
Le Havre Seine Métropole	11 230 816 €
CC des Villes Sœurs	694 521 €
CC Roumois Seine	2 588 €
CC Terroir de Caux	655 143 €
Métropole Rouen Normandie	17 585 232 €
COMMUNES NOUVELLES DONT LE CLASSEMENT SDACR DES COMMUNES DELEGUEES EST DIFFERENT	
Forges-les-Eaux	99 094 €
Port Jérôme sur Seine	435 122 €
Rives en Seine	121 556 €
Terres de Caux	68 764 €
COMMUNES	
Allouville-Bellefosse	27 786 €
Alvimare	9 040 €
Amfreville-les-Champs	2 076 €
Anceaumeville	11 426 €
Ancourteville-sur-Héricourt	4 466 €
Ancretiéville-Saint-Victor	5 398 €
Angerville-Bailleul	3 271 €
Angiens	10 787 €
Anglesqueville-la-Bras-Long	2 166 €
Annouville-Vilmesnil	7 367 €
Anquetierville	5 562 €
Anvéville	4 744 €
Ardouval	2 623 €
Arelaune-en-Seine	47 610 €
Argueil	5 920 €
Aubéguimont	3 257 €
Aubermesnil-aux-Érables	3 674 €
Auberville-la-Manuel	2 511 €
Auberville-la-Renault	6 793 €
Aumale	73 853 €
Authieux-Ratiéville	6 450 €
Autigny	4 454 €
Auvilliers	1 951 €
Auzebosc	19 560 €
Auzouville-l'Esneval	6 391 €

Auzouville-sur-Ry	10 990 €
Avesnes-en-Bray	4 834 €
Avesnes-en-Val	4 527 €
Bailleul-Neuville	3 449 €
Baillolet	2 050 €
Bailly-en-Rivière	8 115 €
Baons-le-Comte	6 417 €
Barentin	285 645 €
Bazinval	6 013 €
Beaubec-la-Rosière	7 638 €
Beaumont-le-Hareng	3 782 €
Beaussault	6 955 €
Beauvoir-en-Lyons	9 415 €
Bec-de-Mortagne	11 343 €
Bellencombre	12 538 €
Bellengreville	7 563 €
Bénarville	3 833 €
Bénesville	2 820 €
Bernières	10 655 €
Bertheauville	2 249 €
Bertreville	2 431 €
Berville	9 514 €
Beuzeville-la-Grenier	19 435 €
Beuzeville-la-Guérand	3 088 €
Beuzevillette	10 599 €
Bézancourt	5 197 €
Bierville	4 919 €
Blacqueville	10 606 €
Blainville-Crevon	21 262 €
Blangy-sur-Bresle	58 608 €
Blosseville	7 035 €
Bois-d'Ennebourg	9 389 €
Bois-Guilbert	3 868 €
Bois-Hérault	2 763 €
Bois-Himont	7 375 €
Bois-l'Évêque	7 565 €
Boissay	5 441 €
Bolbec	309 928 €
Bolleville	9 756 €
Bornambusc	4 417 €
Bosc-Bérenger	3 248 €
Bosc-Bordel	7 929 €
Bosc-Édeline	5 462 €
Bosc-Guérand-Saint-Adrien	14 924 €
Bosc-Hyons	6 214 €
Bosc-le-Hard	34 020 €
Bosc-Mesnil	4 283 €
Bosville	13 126 €
Boudeville	3 427 €
Bouelles	4 544 €
Bourdainville	6 400 €
Bourville	5 315 €
Bouville	16 189 €
Bradiancourt	2 836 €
Brametot	3 306 €
Bréauté	22 008 €
Brémontier-Merval	6 905 €
Bretteville-du-Grand-Caux	21 513 €
Bretteville-Saint-Laurent	2 909 €

Buchy	49 668 €
Bully	14 859 €
Bures-en-Bray	4 715 €
Butot	4 965 €
Butot-Vénesville	6 661 €
Cailleville	5 892 €
Cailly	16 918 €
Callengeville	8 463 €
Campneuseville	8 257 €
Canehan	5 817 €
Canouville	6 733 €
Canville-les-Deux-Églises	5 673 €
Cany-Barville	83 342 €
Carville-la-Folletière	4 719 €
Carville-Pot-de-Fer	1 994 €
Catenay	11 785 €
Cideville	5 475 €
Clais	3 946 €
Clasville	6 160 €
Claville-Motteville	4 398 €
Clères	25 198 €
Cleuville	2 501 €
Cléville	2 711 €
Cliponville	4 513 €
Compainville	2 165 €
Conteville	8 407 €
Cottévrard	6 688 €
Crasville-la-Mallet	3 517 €
Crasville-la-Rocquefort	4 290 €
Criquetot-le-Mauconduit	4 393 €
Criquetot-sur-Ouville	11 937 €
Criquiers	11 284 €
Critot	8 203 €
Croisy-sur-Andelle	9 495 €
Croixdalle	4 567 €
Croix-Mare	11 454 €
Cuverville-sur-Yères	3 342 €
Cuy-Saint-Fiacre	10 206 €
Dampierre-en-Bray	7 089 €
Dampierre-Saint-Nicolas	8 595 €
Dancourt	4 196 €
Daubeuf-Serville	6 182 €
Doudeauville	1 542 €
Doudeville	46 704 €
Douvrend	8 672 €
Drosay	4 744 €
Écalles-Alix	9 060 €
Écrainville	17 110 €
Écretteville-lès-Baons	6 700 €
Ectot-l'Auber	8 869 €
Ectot-lès-Baons	6 903 €
Elbeuf-en-Bray	6 773 €
Elbeuf-sur-Andelle	5 917 €
Ellecourt	2 721 €
Émanville	10 109 €
Envermeu	42 982 €
Envronville	6 045 €
Ermenouville	2 556 €
Ernemont-la-Villette	3 258 €

Ernemont-sur-Buchy	3 840 €
Esclavelles	5 881 €
Eslettes	25 864 €
Esteville	7 317 €
Étalleville	6 965 €
Étoutteville	9 385 €
Fallencourt	2 885 €
Ferrières-en-Bray	44 893 €
Fesques	2 107 €
Flamanville	6 890 €
Flamets-Frétils	2 650 €
Fontaine-en-Bray	3 105 €
Fontaine-le-Bourg	29 895 €
Fontaine-le-Dun	27 691 €
Foucarmont	15 829 €
Foucart	5 912 €
Fréauville	2 354 €
Fresles	3 057 €
Fresne-le-Plan	8 849 €
Fresnoy-Folny	11 734 €
Fresquiennes	17 680 €
Freulleville	6 194 €
Frichemesnil	7 243 €
Fry	2 533 €
Fultot	3 279 €
Gaillefontaine	24 166 €
Gancourt-Saint-Étienne	3 951 €
Goderville	49 737 €
Gonfreville-Caillet	5 169 €
Gonzeville	887 €
Goupillières	6 866 €
Gournay-en-Bray	150 261 €
Grainville-la-Teinturière	25 910 €
Grainville-sur-Ry	8 398 €
Grainville-Ymauville	7 275 €
Grand-Camp	12 025 €
Grandcourt	6 048 €
Graval	2 056 €
Grémonville	6 642 €
Grigneuseville	6 059 €
Gruchet-le-Valasse	86 043 €
Grugny	17 404 €
Grumesnil	7 501 €
Guerville	7 654 €
Gueutteville-les-Grès	8 138 €
Harcanville	7 826 €
Hattenville	10 742 €
Haucourt	3 727 €
Haudricourt	7 925 €
Haussez	4 639 €
Hautot-l'Auvray	8 482 €
Hautot-le-Vatois	5 208 €
Hautot-Saint-Sulpice	10 658 €
Héberville	2 119 €
Héricourt-en-Caux	15 024 €
Héronchelles	1 855 €
Heurteauville	5 543 €
Hodeng-au-Bosc	19 182 €
Hodeng-Hodenger	4 085 €

Houdetot	2 696 €
Houquetot	5 471 €
Hugleville-en-Caux	5 814 €
Illois	5 425 €
Ingouville	6 802 €
La Bellière	1 205 €
La Chapelle-Saint-Ouen	1 564 €
La Chapelle-sur-Dun	3 536 €
La Crique	5 458 €
La Ferté-Saint-Samson	6 816 €
La Feuillie	18 502 €
La Frénaye	41 868 €
La Gaillarde	6 895 €
La Hallotière	3 046 €
La Haye	5 298 €
La Houssaye-Béranger	9 081 €
La Rue-Saint-Pierre	8 091 €
La Trinité-du-Mont	12 363 €
La Vaupalière	26 919 €
La Vieux-Rue	8 109 €
Landes-Vieilles-et-Neuves	2 200 €
Lanquetot	18 664 €
Le Bocasse	12 671 €
Le Bourg-Dun	7 596 €
Le Caule-Sainte-Beuve	7 693 €
Le Hanouard	6 007 €
Le Héron	4 268 €
Le Mesnil-Durdent	751 €
Le Mesnil-Lieubray	1 561 €
Le Thil-Riberpré	3 522 €
Le Torp-Mesnil	5 047 €
Les Grandes-Ventes	36 769 €
Les Ifs	1 747 €
Les-Hauts-de-Caux	24 527 €
Lillebonne	377 049 €
Limésy	24 450 €
Lindebeuf	5 639 €
Lintot	7 101 €
Londinières	21 055 €
Longmesnil	1 409 €
Longuerue	5 236 €
Louvetot	11 028 €
Lucy	2 625 €
Malleville-les-Grès	3 905 €
Manneville-ès-Plains	6 806 €
Manneville-la-Goupil	17 215 €
Marques	3 981 €
Martainville-Épreville	12 877 €
Massy	5 296 €
Mathonville	3 703 €
Maucomble	6 178 €
Maulévrier-Sainte-Gertrude	16 682 €
Mauquenchy	5 379 €
Mélamare	16 800 €
Ménerval	3 227 €
Ménonval	3 373 €
Mentheville	3 381 €
Mésangueville	2 729 €
Mesnières-en-Bray	19 839 €

Mesnil-Follemprise	2 038 €
Mesnil-Mauger	4 180 €
Mesnil-Panneville	10 211 €
Mesnil-Raoul	14 494 €
Meulers	7 870 €
Mirville	5 812 €
Molagnies	2 866 €
Monchaux-Soreng	11 355 €
Mont-Cauvaire	11 445 €
Montérolier	9 423 €
Montigny	20 550 €
Montroty	4 161 €
Montville	95 981 €
Morgny-la-Pommeraye	16 688 €
Morienne	3 037 €
Mortemer	1 653 €
Morville-sur-Andelle	4 505 €
Motteville	13 332 €
Nesle-Hodeng	5 392 €
Nesle-Normandeuse	10 959 €
Neufbosc	5 508 €
Neufchâtel-en-Bray	148 390 €
Neuf-Marché	11 727 €
Neuville-Ferrières	9 961 €
Néville	28 475 €
Nointot	20 801 €
Nolléval	6 064 €
Normanville	11 159 €
Norville	16 811 €
Notre-Dame-d'Aliermont	10 716 €
Notre-Dame-de-Bliquetuit	11 971 €
Nullemont	2 031 €
Ocqueville	11 119 €
Oherville	4 309 €
Osmoy-Saint-Valery	5 757 €
Ouainville	12 124 €
Ourville-en-Caux	25 930 €
Ouville-l'Abbaye	10 501 €
Paluel	10 765 €
Parc-d'Anxtot	9 096 €
Pavilly	136 835 €
Petit Caux	236 625 €
Petiville	27 788 €
Pierrecourt	8 320 €
Pierreval	6 871 €
Pissy-Pôville	20 563 €
Pleine-Sève	2 835 €
Pommereux	1 668 €
Pommeréval	6 084 €
Préaux	30 260 €
Prétot-Vicquemare	2 841 €
Preuseville	2 435 €
Puisenval	1 030 €
Quièvre-court	7 049 €
Quincampoix	49 913 €
Raffetot	8 646 €
Réalcamp	11 090 €
Rebets	2 203 €
Rétonval	3 172 €

Reuville	2 186 €
Ricarville-du-Val	2 263 €
Richemont	8 043 €
Rieux	10 552 €
Robertot	2 548 €
Rocquefort	5 125 €
Rocquemont	11 819 €
Roncherolles-en-Bray	8 045 €
Ronchois	2 866 €
Rosay	4 327 €
Roumare	21 630 €
Routes	3 635 €
Rouville	9 637 €
Rouvray-Catillon	3 697 €
Ry	15 553 €
Saint-Aignan-sur-Ry	5 339 €
Saint-André-sur-Cailly	14 827 €
Saint-Antoine-la-Forêt	17 463 €
Saint-Arnoult	23 713 €
Saint-Aubin-de-Crétot	8 724 €
Saint-Aubin-le-Cauf	16 095 €
Saint-Aubin-sur-Mer	4 623 €
Saint-Clair-sur-les-Monts	10 271 €
Saint-Denis-le-Thiboult	8 908 €
Sainte-Agathe-d'Alhiermont	5 304 €
Sainte-Austreberthe	10 849 €
Sainte-Beuve-en-Rivière	2 936 €
Sainte-Colombe	4 990 €
Sainte-Croix-sur-Buchy	10 488 €
Sainte-Geneviève	4 670 €
Sainte-Marie-des-Champs	31 758 €
Saint-Eustache-la-Forêt	20 472 €
Saint-Georges-sur-Fontaine	14 358 €
Saint-Germain-des-Essourts	6 551 €
Saint-Germain-sous-Cailly	4 337 €
Saint-Germain-sur-Eaulne	3 745 €
Saint-Gilles-de-Crétot	5 519 €
Saint-Hellier	7 861 €
Saint-Jacques-d'Alhiermont	5 922 €
Saint-Jean-de-Folleville	15 372 €
Saint-Jean-de-la-Neuville	9 028 €
Saint-Jean-du-Cardonnay	24 401 €
Saint-Laurent-en-Caux	15 879 €
Saint-Léger-aux-Bois	8 170 €
Saint-Lucien / Ex Sigy en Bray fusionné	3 818 €
Saint-Maclou-la-Brière	7 759 €
Saint-Martin-au-Bosc	3 457 €
Saint-Martin-aux-Arbres	5 292 €
Saint-Martin-aux-Buneaux	16 494 €
Saint-Martin-de-l'If	26 993 €
Saint-Martin-le-Gaillard	5 651 €
Saint-Martin-l'Hortier	3 938 €
Saint-Martin-Osmonville	16 504 €
Saint-Maurice-d'Ételan	4 658 €
Saint-Michel-d'Halescourt	2 064 €
Saint-Nicolas-d'Alhiermont	73 413 €
Saint-Nicolas-de-la-Haie	6 971 €
Saint-Nicolas-de-la-Taille	22 503 €
Saint-Ouen-sous-Bailly	3 548 €



Saint-Pierre-des-Jonquières	1 840 €
Saint-Pierre-le-Vieux	3 400 €
Saint-Pierre-le-Viger	4 912 €
Saint-Riquier-en-Rivière	2 533 €
Saint-Riquier-ès-Plains	14 509 €
Saint-Saëns	49 751 €
Saint-Saire	9 334 €
Saint-Sauveur-d'Émalleville	18 574 €
Saint-Sylvain	4 574 €
Saint-Vaast-d'Équiqueville	10 254 €
Saint-Vaast-Dieppedalle	8 398 €
Saint-Valery-en-Caux	123 356 €
Sasseville	6 051 €
Sauchay	6 603 €
Saumont-la-Poterie	7 069 €
Saussay	5 817 €
Saussezemare-en-Caux	6 783 €
Sept-Meules	2 962 €
Serqueux	16 464 €
Servaville-Salmonville	19 954 €
Sierville	16 321 €
Sigy-en-Bray / Ex Sigy en Bray fusionné	7 878 €
Smermesnil	4 618 €
Sommery	12 497 €
Sommesnil	1 633 €
Sotteville-sur-Mer	7 650 €
Tancarville	27 185 €
Thiouville	4 647 €
Tocqueville-les-Murs	4 089 €
Touffreville-la-Corbeline	14 531 €
Touffreville-sur-Eu	3 808 €
Trémauville	1 691 €
Trouville	10 525 €
Valliquerville	25 227 €
Vatierville	2 059 €
Vattetot-sous-Beaumont	9 201 €
Vatteville-la-Rue	17 891 €
Veauville-lès-Quelles	2 674 €
Ventes-Saint-Rémy	3 989 €
Veules-les-Roses	16 959 €
Veulettes-sur-Mer	8 796 €
Vibeuf	9 979 €
Vieux-Manoir	11 649 €
Vieux-Rouen-sur-Bresle	10 744 €
Villers-Écalles	51 190 €
Villers-sous-Foucarmont	2 540 €
Villy-sur-Yères	2 803 €
Vinnemerville	3 949 €
Virville	5 128 €
Vittefleur	16 354 €
Wanchy-Capval	5 466 €
Yébleron	23 810 €
Yerville	46 132 €
Yquebeuf	4 029 €
Yvecrique	11 405 €
Yvetot	331 804 €

- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
3
- Votants :  
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER DES DEPENSES JUSQU'A  
L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2024**

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléant**

M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

Monsieur Florent SAINT-MARTIN à Madame Louisa COUPPEY.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<b>Projet d'établissement</b>		
<b>Les Politiques</b>	<b>Les Axes Stratégiques</b>	<b>Les Segments de Travail</b>
<i>Ressources et moyens</i>	-	-

\*

\* \*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1612-1,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M57,*
- *la délibération n°DCA-2023-013 en date du 09 mars 2023 approuvant le budget primitif 2023 du budget principal, modifié,*
- *la délibération n° DCA-2023-014 en date du 09 mars 2023 approuvant le budget primitif 2023 du budget annexe Restauration, modifié.*

\*

\* \*

L'instruction budgétaire et comptable M57 prévoit les modalités d'exécution du budget pour la période du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au vote du budget par le Conseil d'administration. Elle permet ainsi au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76), pour cette période, de recouvrer les recettes, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses. Cependant, la mise en œuvre est différente selon la section concernée.

Aussi, s'agissant de la section de fonctionnement, l'instruction permet la mise en recouvrement des recettes, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Pour la section investissement, il est précisé que le Sdis peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

S'agissant des dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs, l'instruction comptable permet leur liquidation et leur mandatement dans la limite des crédits de paiement prévus.

Le Sdis est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement de la dette (en capital et en intérêts) des annuités venant à échéance avant le vote du budget.

Le tableau ci-après recense les crédits ouverts pour la période du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au vote du budget de l'année 2024 pour les chapitres comportant des dépenses au titre de la nouvelle nomenclature comptable applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

Chapitre	Libellé	Budget 2023	Crédits maximum pouvant être ouverts dans l'attente du vote du BP 2024	Crédits autorisés avant le vote du BP 2024
<b>BUDGET PRINCIPAL</b>				
<b>Section de fonctionnement</b>				
011	Charges à caractère général	14 952 363,00 €	14 952 363,00 €	13 345 420,00 €
012	Charges de personnel	75 486 582,00 €	75 486 582,00 €	75 486 582,00 €
65	Autres charges de gestion courante	1 379 906,00 €	1 379 906,00 €	850 000,00 €
67	Charges exceptionnelles	53 000,00 €	53 000,00 €	
022	Dépenses imprévues	398 951,00 €	398 951,00 €	
042	Opérations d'ordre entre sections	8 600 000,00 €	8 600 000,00 €	
023	Virement à la section d'investissement	14 704 681,16 €	14 704 681,16 €	
<b>TOTAL</b>		<b>115 575 483,16 €</b>	<b>115 575 483,16 €</b>	<b>89 682 002,00 €</b>
<b>Section d'investissement</b>				
10		5 515,00 €	1 378,75 €	
20	Immobilisations incorporelles	1 179 370,00 €	294 842,50 €	71 384,00 €
204	Subvention d'équipement versées	175 000,00 €	43 750,00 €	
21	Immobilisations corporelles	23 593 535,81 €	5 898 383,95 €	4 470 455,00 €
23	Immobilisations en cours	10 885 992,56 €	2 721 498,14 €	674 231,00 €
020	Dépenses imprévues	723 887,15 €	180 971,79 €	
040	Opérations d'ordre entre sections	2 586 345,00 €	646 586,25 €	
041	Opérations patrimoniale	150 000,00 €	37 500,00 €	
<b>TOTAL</b>		<b>39 299 645,52 €</b>	<b>9 823 532,63 €</b>	<b>5 216 070,00 €</b>
<b>BUDGET ANNEXE</b>				
<b>Section de fonctionnement</b>				
011	Charges à caractère général	397 867,00 €	397 867,00 €	397 867,00 €
012	Charges de personnel	482 370,00 €	482 370,00 €	478 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	10,00 €	10,00 €	10,00 €
67	Charges exceptionnelles	250,00 €	250,00 €	
022	Dépenses imprévues	2 000,00 €	2 000,00 €	
042	Opérations d'ordre entre sections	14 000,00 €	14 000,00 €	
<b>TOTAL</b>		<b>896 497,00 €</b>	<b>896 497,00 €</b>	<b>875 877,00 €</b>
<b>Section d'investissement</b>				
21	Immobilisations corporelles	18 712,41 €	4 678,10 €	4 678,10 €
020	Dépenses imprévues	900,00 €	225,00 €	
<b>TOTAL</b>		<b>19 612,41 €</b>	<b>4 903,10 €</b>	<b>4 678,10 €</b>

Ces crédits autorisés seront obligatoirement inscrits au budget lors de son adoption.

Pour mémoire, s'agissant des autorisations de programme, les crédits de paiement sont ouverts à hauteur des derniers montants validés, selon le détail suivant :

N°d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2024 votés
2014000012	Construction du CIS Le Havre Sud	500 000,00 €
2017000001	Travaux au Centre Départemental de Formation	460 000,00 €
2017000004	Construction CIS Duclair	920 000,00 €
2018000003	Construction CIS Fécamp	3 460 000,00 €
2019000008	Construction Malaunay Montville	2 450 000,00 €
2020000001	Construction Bosc-Le-Hard	1 620 000,00 €
2022000001	Toitures et façades	1 210 000,00 €
2022000002	Sécurisation des sites	470 000,00 €
2022000003	Système de gestion des données de référence et système d'information décisionnel	80 000,00 €
2023000001	Grand Quevilly Construction	213 800,00 €
2023000002	Sotteville les Rouen Construction	275 000,00 €
2023000003	Saint Martin de Boscherville Reconstruction	150 000,00 €
<b>Total</b>		<b>11 808 800,00 €</b>

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023

Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231205-DCA-2023-074-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



- Membres théoriques :  
20
- Membres en exercice :  
20
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
3
- Votants :  
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**PRIME DE POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE**

Le 04 décembre 2023, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 novembre 2023, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléant**

M. Pierre AUBRY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Bertrand BOCLET, Monsieur Kamal KEHILA, payeur départemental par intérim.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la Seine-Maritime.

**IV. Pouvoirs :**

Madame Dominique TESSIER à Monsieur André GAUTIER.

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

Monsieur Florent SAINT-MARTIN à Madame Louisa COUPPEY.

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK – représentée, Dominique TESSIER.

MM. Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Florent SAINT-MARTIN, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE – représenté.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

<i><b>Projet d'établissement</b></i>		
<i><b>Les Politiques</b></i>	<i><b>Les Axes Stratégiques</b></i>	<i><b>Les Segments de Travail</b></i>
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Préserver, optimiser et adapter la RH</i>	<i>Permettre l'épanouissement personnel</i>

\*

\*\*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code général de la fonction publique,*
- *le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale.*

\*

\* \*

Le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale prévoit la possibilité pour un organe délibérant de se prononcer sur la mise en place de ce dispositif après avis du Comité social territorial.

La prime peut être versée à tous les agents publics du Sdis 76 (titulaires, stagiaires et contractuels). Sont exclus du versement de la prime, les apprentis et les stagiaires école.

La prime peut être versée en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024.

Pour bénéficier de la prime, les agents doivent remplir les conditions cumulatives suivantes :

- avoir été nommés ou recrutés à une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2023,
- être employés et rémunérés au 30 juin 2023,
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

La rémunération brute correspond au salaire brut déduction faite de la GIPA et des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Le décret fixe sept tranches de rémunération et un **montant maximum** de la prime pour chaque tranche. Le montant proposé est inversement proportionnel à la rémunération perçue.

<b>Rémunération brute perçue au titre de la période courante du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023</b>	<b>Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat</b>
Inférieur ou égale à 23 700 €	800
supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700
supérieure à 27300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600
supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500
supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400
supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350
supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail de l'agent et de la durée d'activités sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

Il est proposé de mettre en place la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour les personnels du Sdis 76 éligibles sur la base des montants maximum des tranches fixés par le décret pour un versement sur le traitement de janvier 2024.

Sur un potentiel de 1240 agents, 615 agents (407 SPP et 208 PATS) remplissent les conditions d'octroi selon la répartition suivante :

<b>Nombre d'agents concernés</b>	<b>Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat</b>
12	800
58	700
37	600
55	500
125	400
74	350
254	300

\*

\* \*

Lors de sa séance du 10 novembre 2023, le Comité social territorial a rendu les avis suivants :

- le collège des représentants de l'administration a émis un avis favorable à l'unanimité,
- le collège des représentants du personnel a émis un avis favorable à l'unanimité.



\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 05/12/2023  
Andre GAUTIER, Président CASDIS

**André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20231204-DCA-2023-075-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2023

Affichage : 07/12/2023

Pour l'autorité compétente par délégation

